

UKRAINE — LE RISQUE DE
L'ENLÈVEMENT **GASTRONOMIE** —
LA DÉCOLONISATION À LA CARTE

NIGER — TOUTE LA RÉGION
PLONGE DANS LE CHAOS



Courrier international

N° 1710 du 10 au 16 août 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 6,30 €,
Andorre 6 €, Canada 8,95 \$ CAN,
DOM 5,30 €, Espagne 5,30 €,
Grande-Bretagne 5 £, Grèce 5,80 €,
Italie 5,5 €, Japon 1000 ¥,
Maroc 14,5 DH, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 2400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,
Afrique CFA autres 3600 F CFA.



L'EAU NOTRE BIEN COMMUN

*Vitale, de plus en plus rare,
l'eau douce doit être considérée
comme un bien commun universel
et échapper à la loi du marché,
défendent des économistes.
Ils appellent à un changement
profond et indispensable.*

M 03183 - 1710 - F: 4,90 €



LES SENTINELLES

Des voix d'ailleurs
pour un monde
en commun

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCASTS PRÉFÉRÉE



LES CHOIX DE "COURRIER"

VIRGINIE LEPETIT

L'eau, notre bien commun

Il y a trois semaines, notre hebdomadaire entamait sa trêve estivale. Mais le monde, lui, n'a connu aucune trêve. En à peine quelques jours, le Niger a été l'objet d'un coup d'État militaire qui déstabilise toute la région, déjà très perturbée par le terrorisme sahélien. À l'heure où nous bouclons, la fin de l'histoire reste encore à écrire. La Cedeao interviendra-t-elle, comme elle en a fait la menace? Launte désormais au pouvoir est-elle prête à des concessions? Nous n'avons pas les réponses. Pendant ce temps-là, plus au nord, sur le front ukrainien, la contre-offensive menée par Kiev semble s'enliser, et c'est depuis les airs que Russie et Ukraine s'attaquent

mutuellement. Les drones ukrainiens atteignent Moscou, tandis que la Russie bombarde Odessa. Ces deux actualités, nous les traitons en focus, dans nos pages. Mais c'est à un sujet plus universel que nous avons choisi de consacrer la une. À l'eau douce, le premier des biens communs, "le sang qui fait vivre notre planète", pour reprendre les mots des scientifiques et économistes qui signent l'un des deux grands articles de notre dossier. Ce n'est pas la première fois que nous évoquons ce sujet, mais cette fois-ci nous avons choisi de le traiter en parlant des "communs". En essayant d'imaginer ou de revenir à une autre gestion de l'eau, où la propriété privée ne ferait plus la loi. Ce qui nous a inspiré ce dossier, c'est un reportage du magazine tunisien **Inkyfada** à Tamaghza, dans l'ouest du pays. Dans cette oasis comme dans une grande partie de la Tunisie, la propriété individuelle est encore un concept nouveau.

Plusieurs régions sont gérées par des structures sociales qui utilisent un système de gestion des biens et des ressources différent du concept de propriété individuelle. Ainsi, les "communs" – qui sont un concept d'autogestion autour d'une ressource – sont encore monnaie courante. "Ici, l'eau est gratuite pour tout le monde! Ça a toujours été ainsi et ça le restera!" s'exclame Mohamed, membre du groupement de développement local de Tamaghza. Mais ce qui nous a décidés à faire la une de ce numéro avec ce dossier, c'est la défense, dans le magazine britannique **Nature**, par plusieurs économistes et scientifiques, d'une meilleure économie de l'eau. "Depuis des millénaires, rappellent-ils, le cycle de l'eau, avec les réserves de ce précieux liquide qu'il nous apporte, assure des conditions propices au développement de l'humanité sur Terre. Or la pression anthropique perturbe ce cycle, allant jusqu'à compromettre l'équilibre des précipitations." Cette pression

anthropique, c'est non seulement le dérèglement climatique, dont les effets (sécheresses, canicules, précipitations, inondations...) se font chaque saison plus violents et plus intenses – ce mois de juillet, le plus chaud jamais enregistré sur la planète, en est l'illustration –, mais ce sont aussi les prélèvements abusifs d'eau douce dans les nappes phréatiques et les autres réservoirs. L'humanité épuise ses réserves, et ça n'est pas durable. Il faut inventer une nouvelle économie de l'eau. Pour commencer, "nous devons aller au-delà de notre pratique actuelle, qui consiste à capter l'eau bleue, laquelle constitue 35 % de toute l'eau douce sur Terre, pour également prendre en compte l'eau verte, laquelle représente les 65 % restants". Cette eau verte, c'est celle présente dans l'air, la biomasse et les sols. Cette eau et l'eau présente dans l'atmosphère n'appartiennent ni à un pays, ni à une entreprise,

ni à un individu : "Il n'existe pas un seul pays sur Terre dont plus de la moitié de l'humidité vient de l'intérieur de ses frontières. Même dans les plus grands pays, les précipitations dépendent de l'eau qui s'évapore ailleurs." Comprendre comment tous les phénomènes liés à l'eau sont interconnectés, comment les flux atmosphériques interagissent, mettre en commun savoirs et ressources, ce sont les conditions pour changer de modèle. "Comme pour la comptabilisation des gaz à effet de serre, les Nations unies et les autres organisations nationales et internationales doivent mettre au point des mécanismes de surveillance des ressources en eau de la planète. Il y va de l'avenir du système sanguin de notre planète", rappellent les auteurs. Un plaidoyer que nous relayons.

En couverture :

L'eau : dessin d'**Hendrik Dahl**, Allemagne + Ikon Images.
Niger : dessin de **Pavel Constantin**, Roumanie.



Sommaire

UKRAINE p.14

Chaque bourg est un enfer à reconquérir

Dans le sud du pays, les forces ukrainiennes avancent laborieusement. Kiev lance désormais ses drones sur Moscou, afin de mobiliser la défense aérienne russe. Une stratégie empruntée à Moscou. Focus.



DESSIN DE RAMSÉS, CUBA.

NIGER p.10

Et toute la région plonge dans le chaos

Avec le coup d'État au Niger, ce n'est pas seulement un pays qui est précipité dans le désordre institutionnel. C'est toute la région sahélienne qui s'enfoncé davantage dans l'incertitude sécuritaire.

VOYAGE EN FRANCE p.18

Le village aux mémoires fragiles

Dans les Landes, un village presque comme les autres accueille des patients atteints de la maladie d'Alzheimer. Le lieu permet aux résidents de préserver liberté et autonomie, raconte **The Daily Telegraph**.



PHOTO ERINN SPRINGER

360° p.40

Militants des saveurs Sean Sherman, la décolonisation à la carte

Die Zeit est allé à la rencontre de ce membre de la tribu des Lakota qui sert la plus ancienne cuisine des États-Unis : l'amérindienne.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- The Daily Telegraph** Londres, quotidien.
- Daraj** (daraj.media) Beyrouth, en ligne.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- Lefaso.net** (lefaso.net) Ouagadougou, quotidien.
- Financial Times** Londres, quotidien.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- Inkyfada** (inkyfada.com) Tunis, en ligne.
- The Interpreter** (lowyinstitute.org/the-interpreter) Sydney, en ligne.
- The Irish Times** Dublin, quotidien.
- I Kathimerini** Athènes, quotidien.
- Kyungghyang Shinmun** Séoul, quotidien.
- Meduza** (meduza.io) Riga, en ligne.
- Nature** Londres, hebdomadaire.
- The New Arab** (newarab.com) Londres, en ligne.
- The New York Times** New York, quotidien.
- El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne.
- El País Semanal**, Madrid, hebdomadaire.
- La Repubblica** Rome, quotidien.
- Senepplus** (senepplus.com) Dakar, en ligne.
- The Times** Londres, quotidien.
- The Washington Post** Washington, quotidien.
- EL-Watan** Alger, quotidien.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Chine.** Il est temps de parler du réchauffement climatique
9. **Controverse.** L'Irlande doit-elle limiter ses "data centers" ?

D'un continent à l'autre

10. **Niger.** Et toute la région plonge dans le chaos
13. **Sénégal.** Le grand bond en arrière

14. **Ukraine.** Chaque bourg est un enfer à reconquérir
17. **Royaume-Uni.** L'étoile ternie de l'Eurostar

18. **France.** Le village aux mémoires fragiles
20. **Afghanistan.** La Chine joue les médiateurs

22. **États-Unis.** Le complot de Trump contre l'Amérique
24. **Pérou.** Grimper toujours plus haut pour vaincre ses démons
26. **Liban.** L'homme qui a ruiné le pays se retire

À la une

28. L'eau, un inestimable bien commun

Transversales

36. **Sciences.** Les champignons, un "feu froid" contre les incendies
38. **Économie.** Riyad investit dans les jeux vidéo

39. **Signaux.** Des années de vie réduites en fumée

360°

40. **Militants des saveurs.** Sean Sherman

44. **Voyage.** En Espagne, tout tourne autour du coucher de soleil
46. **Culture.** Les faux amis des *Ilans* toons



SUR NOTRE SITE

Vu de l'étranger. Au Niger, la fuite en avant des militaires

Alors que la Cedeao se réunit jeudi pour réfléchir aux moyens de rendre le pouvoir au président Mohamed Bazoum, les États-Unis et l'Europe redoutent un rapprochement des putschistes avec la Russie. Suivez toute l'actualité de la région après le coup d'État militaire sur notre site.

Série d'été. Des oiseaux et des hommes

Des *birders* prêts à tous les sacrifices pour photographier une espèce qu'ils n'ont jamais observée, le dernier service de pigeons voyageurs du monde en Inde, la défense des vautours en Guinée-Bissau... Retrouvez toute la semaine notre série consacrée aux amoureux des oiseaux.

Le Courrier des recettes. La pâtisserie française, cette "torture"

Une chroniqueuse du *Spiegel* se souvient avec nervosité des leçons de pâtisserie française dispensées à l'école de cuisine. Elle tente d'oublier cette conception trop rigide et trop exigeante avec un classique britannique, un gâteau au citron "fun et infaillible", le *lemon drizzle cake*.

L'horoscope de Rob Brezsný Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

Courrier Stories
L'info prend de la hauteur

Découvrez notre nouveau rendez-vous

- Pop culture, géopolitique, sports, société, sciences...
Un nouveau format à retrouver chaque jour sur notre site et notre application.
- Des articles plus pédagogiques et plus ludiques à partir de la presse étrangère.

JOE MAGEE, ROYAUME-UNI / VÉRONIQUE COTTIN

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 237,20 €*
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 290,60 €*

RCO23BO01

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
 ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
 abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
 expressmag@expressmag.co m
Suisse : (41) 022 860 84 01
 abonne@edigroup.ch

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures). Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
 directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
 Actionnaire : La Société éditrice du Monde
 Président du directoire, directeur de la publication :
 François-Xavier Devaux
 Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
 Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
 Dépôt légal Août 2023. Commission paritaire n° 0727 C 82101.
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
 Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, chef de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Christine Chauveau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandjak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechâir (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360 Marie Bélécil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Renaud, Jonathan Renaud-Badet ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Solal Abélès, Christophe Alexandre, Giuseppe Ardiri, Jean-Baptiste Bor, Etienne Bianchi, Anne-Dominique Boule, François Burkard, Geneviève Deschamps, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Jean-Daniel Mougeot, Derwel Queffelec, Maëlys Sour, Leslie Souvanyasy, Isabelle Taudière, Joëlle Varenne

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 88), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dabin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dabin (steeve.dabin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 35), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kévin Jolivet, Louise Dugeai (développement web), Camille Lefaix (cheffe de produit abo numérique)

Modifications de services ventes au numéro, Réassortissements 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international,
 USPS number 013-465,
 is published weekly
 48 times per year (triple
 issue in Aug and in Dec),
 by Courrier International SA
 c/o Distribution Grid, at
 900 Castle Rd Secaucus,
 NJ 07094, USA. Periodicals
 Postage paid at Secaucus,
 NJ and at additional mail-
 ing offices. POSTMASTER:
 Send address changes to
 Courrier International c/o
 ExpressMag, 8275, avenue
 Marco-Polo, Montréal, QC
 H1E 7K1, Canada.



Origine du papier :
 UK, Allemagne,
 100 % de fibres
 recyclées. Ce maga-
 zine est imprimé
 chez MAURY
 certifié PEFC.
 Embrochages :
 Ptot - 0,0083 kg /
 tonne de papier.
 Papier issu de forêts
 gérées durablement
 et de sources
 contrôlées. Ouvrage
 imprimé à 100 %
 avec des encres
 conformes à la
 norme Blue Angel.



7 jours dans le monde

Chine. Il est temps de parler du changement climatique

Près de 800 millimètres de pluie se sont déversés sur Pékin et sa région en quatre jours. Face à ces épisodes météorologiques extrêmes, les dirigeants chinois gagneraient à ouvrir le débat sur leurs causes. Mais pour l'heure, l'omission est de mise.



—The Economist, extraits (Londres)

Depuis le début de l'année, la météo s'acharne sur la Chine. Après avoir subi une vague de chaleur exceptionnelle, Pékin vient de connaître ses plus fortes pluies depuis cent quarante ans. En quatre jours, entre le 29 juillet et le 2 août, la capitale chinoise a enregistré 744,8 millimètres de précipitations, soit plus qu'au cours de toute une année normale. Les districts de sa périphérie et les villes voisines ont été victimes de pluies encore plus abondantes et d'inondations plus graves. Les rivières en crue ont emporté des ponts et des routes et piégé les passagers des trains longue distance. Plus de 20 personnes sont mortes à Pékin et dans ses environs, un bilan voué à s'alourdir [au total, en juillet, les désastres naturels ont causé la mort de près de 150 personnes, et 14 autres ont perdu la vie dans des inondations dans la province de Jilin le 6 août].

L'année 2023 est d'ores et déjà une année record pour la Chine. La température la

plus élevée jamais enregistrée sur son territoire, 52,2 °C, a été relevée en juillet dans la région du Xinjiang, dans l'extrême ouest du pays. En janvier, dans une ville proche de la frontière russe, le thermomètre est descendu à -53 °C, battant le record national établi il y a plus d'un demi-siècle.

Les experts du gouvernement central, parmi lesquels des spécialistes de la prévention et de la gestion des catastrophes, de l'agriculture et du climat, ont prévenu que d'autres désastres naturels risquaient de survenir en août. Ils mentionnent de nouvelles inondations, des typhons, des vagues de chaleur, des catastrophes géologiques et des incendies de forêt. Mais dans cette masse d'informations alarmantes, le gouvernement ne mentionne à aucun moment un risque global qui suscite de vifs débats ailleurs, à savoir le dérèglement climatique.

Le monde aurait tout à gagner de l'ouverture d'une discussion plus franche et plus poussée en Chine sur les raisons pour lesquelles les phénomènes météorologiques

deviennent de plus en plus extrêmes. Le pays est la plus grande source de gaz à effet de serre qui réchauffent notre planète. Pourtant, les médias officiels minimisent le changement climatique dans leur couverture des dernières catastrophes.

Il est de l'intérêt des dirigeants chinois de susciter un plus grand sentiment d'urgence concernant l'avenir de la Terre. Leur pays est extrêmement vulnérable aux intempéries. La Chine doit subvenir aux besoins de près de 20 % de l'humanité avec seulement 7 % des ressources en eau douce de la planète. Ses régions industrielles les plus riches se trouvent le long des côtes, et sont donc directement menacées par l'élévation du niveau de la mer. Ses terres agricoles, au centre du pays, sont tellement sujettes aux inondations que, depuis l'époque impériale, le mandat des dirigeants est étroitement lié à la maîtrise des fleuves et des rivières.

Hélas, le parti semble allergique à un débat national ouvert et libre sur la question du dérèglement climatique. La plupart des discussions publiques sur les événements météorologiques extrêmes qui frappent la Chine depuis le début de l'année ont été jusqu'à présent étonnamment tournées vers l'intérieur. Les médias d'État se sont étendus sur l'héroïsme des soldats, des fonctionnaires et des équipes de secours. Les internautes se sont plaints de l'incompétence des autorités. Les utilisateurs des réseaux sociaux se sont demandé si les avis

Les régions industrielles les plus riches, situées le long des côtes, sont menacées par l'élévation du niveau de la mer.

de tempête avaient été émis suffisamment à l'avance, et si les eaux de crue avaient été déviées vers des lieux moins privilégiés que Pékin.

En réalité, les villes les plus touchées semblent avoir été malchanceuses plutôt que sacrifiées. Elles se trouvaient sur le chemin de cours d'eau qui ont été gonflés par des précipitations exceptionnelles, dont peu provenant directement de Pékin. Il n'en reste pas moins vrai que la Chine est un pays inégalitaire. Face à l'ampleur que prennent les inondations, le ministre des Ressources en eau, Li Guoying, a donné l'ordre d'assurer la "sécurité absolue" de Pékin, ainsi que du nouveau et coûteux aéroport de Daxing, situé à quelques kilomètres de la capitale, et de la future ville de Xiongan, un projet auquel Xi Jinping tient tout particulièrement.

Des discussions publiques semblent indiquer un certain malaise à l'égard de la tradition chinoise consistant à recourir d'abord à l'ingénierie pour faire face aux dangers environnementaux. Sur Internet,



certain font remarquer que Mentougou, une banlieue de Pékin gravement touchée par les inondations, avait prétendument été transformée en "ville éponge" grâce à la création de nouveaux espaces verts et à la pose de drains qui devaient absorber les fortes pluies. Daxing a également été conçu comme un "aéroport éponge", avec des revêtements perméables et des zones humides. Cela n'a pas empêché les avions d'être bloqués au sol par des eaux en furie.

Héros et méchant. La propagande atteint des sommets dès que des étrangers sont susceptibles de l'entendre. Les diplomates chinois qualifient leur pays de héros du climat pour avoir construit des barrages hydroélectriques, produit plus d'électricité solaire que n'importe qui et installé plus d'éoliennes que l'ensemble des sept pays qui le suivent.

En fait, la Chine est à la fois un héros climatique et un méchant potentiel. Le pays est leader dans le domaine des énergies renouvelables. Mais il est aussi riche en charbon et dirigé par des fonctionnaires qui craignent les coupures d'électricité, et que leur dépendance vis-à-vis des importations de pétrole et de gaz rend paranoïaques.

La Chine se sent assiégée. Ses responsables s'irritent lorsque les gouvernements de l'Union européenne parlent d'imposer des droits de douane sur les importations à forte intensité de carbone, dont peut-être les véhicules électriques construits en Chine. Xi Jinping a refusé d'entendre les appels des États-Unis et d'autres pays riches demandant à la Chine de réduire ses émissions plus drastiquement et plus rapidement. Les événements climatiques extrêmes effraient certainement les dirigeants chinois. Mais la moindre remise en question de leur omnipotence leur fait encore plus peur.—

Publié le 4 août

Dans de sales draps

COLOMBIE — Arrêté le 29 juillet pour soupçons de blanchiment d'argent, Nicolás Petro, fils du président Gustavo Petro, a lâché "une bombe" le 3 août, selon **El Espectador** qui, en une, estime que le chef de l'État est désormais "en danger". De l'argent versé par un ex-narcotrafiquant et d'obscurs hommes d'affaires aurait servi à financer la victoire du premier président colombien de gauche. Dans l'opposition, certains exigent l'ouverture d'une enquête, d'autres appellent déjà à sa démission.

resté plus de trente-huit ans aux commandes du pays. L'arrivée au pouvoir de cet homme âgé de 45 ans, diplômé de la prestigieuse académie militaire américaine de West Point et de l'université de Bristol, marquera-t-elle un changement de cap? "Un ton plus positif et plus accommodant pourrait déboucher sur un environnement politique moins ouvertement répressif", avance **The Diplomat**. "En même temps - et c'est là un point crucial - Manet devra se mettre au service du système politique hautement personnalisé qui s'est développé et métastasé sous le règne de son père."

Hors course

PAKISTAN — L'ancien Premier ministre Imran Khan, visé par des dizaines de procédures judiciaires, a été condamné le 5 août à trois ans de prison. "Imran jeté en prison pour corruption", titrait le lendemain **Dawn**. Il s'agit de la deuxième arrestation en quelques semaines pour l'ancienne vedette de cricket. En vertu de la loi, le chef de file de l'opposition, plus populaire que jamais, ne pourra briguer de fonction électorale au sein du gouvernement au cours des cinq prochaines années. Or les prochaines législatives doivent se tenir en octobre au plus tard, même si un report n'est pas exclu.

Peine capitale



É T A T S -

UNIS — Le jury du procès de Robert Bowers, un routier blanc de 50 ans qui avait ouvert le feu dans une

synagogue de Pittsburgh en 2018, tuant onze personnes - la pire attaque antisémite perpétrée sur le sol américain -, a recommandé la "peine de mort" pour le tueur, comme l'annonce le 3 août en une le journal **Pittsburgh Post-Gazette** sur une photo des proches d'une des victimes. Un juge doit encore confirmer officiellement la sentence ultérieurement. Il s'agit de la première condamnation à mort fédérale prononcée depuis le début de la présidence de Joe Biden, dont l'une des promesses de campagne était d'abroger la peine de mort.

↓ Derrière les barreaux : Aung San Suu Kyi. Dessin de Rodrigo de Matos, Portugal.

Tel père, tel fils?

CAMBODGE — Le roi Sihamoni a officiellement nommé, le 7 août, Hun Manet Premier ministre à la place de son père, Hun Sen,

- 42,5 %

C'EST LE REcul DE LA DÉFORESTATION DANS L'AMAZONIE BRÉSILIENNE depuis le début de l'année, rapporte **Jornal Cruzeiro do Sul** alors que s'est tenu les 8 et 9 août, à Belem, un sommet des huit pays membres de l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA). Une première depuis 2009. Sur une année (d'août 2022 à juillet 2023), le déboisement de la plus grande forêt tropicale du monde a reculé de 7,4 %. Le président Lula, rappelle le journal de Sorocaba, "a promis l'objectif de zéro déforestation en Amazonie d'ici à 2030".

BIRMANIE

Une grâce en trompe-l'œil

Les généraux au pouvoir ont réduit la peine de prison d'Aung San Suu Kyi, sans pour autant libérer l'ancienne dirigeante. Un geste qui montre avant tout que la junte est affaiblie et sans amis, fustige cet ancien conseiller économique australien de la Dame de Rangoon, lui-même emprisonné vingt et un mois.

—The Interpreter (Sydney)

Les généraux birmanes ont toujours montré une extraordinaire capacité à se souvenir de tout sans jamais rien apprendre. Ça leur est parfois très utile. Le 1^{er} août, la junte au pouvoir a annoncé qu'elle allait accorder une grâce partielle à certains des responsables du gouvernement démocratique qu'elle a renversé en février 2021. La peine de prison d'Aung San Suu Kyi, ancienne conseillère d'État du gouvernement élu triomphalement en novembre 2020, a été réduite de six ans, et celle du président destitué, Win Myint, de quatre ans [ils ont été respectivement condamnés à trente-trois et douze ans de réclusion]. D'autres prisonniers devraient se voir accorder le même type de faveur.

Ces remises de peine sont intervenues un jour après que la junte a prolongé de six mois l'état d'urgence dont elle se sert pour gouverner. C'est la quatrième extension qu'elle décrète, en violation de la Constitution, qui n'en autorise que deux.

Les cyniques, les ignorants, les naïfs et tous ceux qui ont personnellement intérêt au maintien d'un gouvernement militaire en Birmanie s'écrieront qu'il s'agit là d'une avancée positive et du signe d'un réel changement. En aucune façon. Ni Aung

San Suu Kyi, ni le président Win Myint, ni aucun des autres prisonniers politiques actuellement brutalisés dans les sinistres prisons birmanes ne devraient y être, en premier lieu. Ils ont été condamnés pour des motifs absurdes, et leur procès n'a été qu'une parodie de justice.

C'est une vieille histoire birmane. La junte est affaiblie par son incapacité à contrer l'opposition à son gouvernement, et la violence

extrême à laquelle elle a recouru ne sert pas à grand-chose pour raffermir son pouvoir. Hormis la Russie et (ponctuellement) la Chine, la junte n'a pas d'amis. À court de devises étrangères, de soldats à sacrifier et d'idées qui ne soient pas ignobles, elle tente une manœuvre de relations publiques bien connue en espérant que le monde, épuisé et distrait par d'autres choses, s'y laissera prendre.

Les trente derniers mois de régime militaire ont provoqué des destructions sans précédent, tué des milliers de personnes et déplacé 3 millions d'autres. Une fois encore, les pays voisins doivent accueillir des réfugiés birmanes désespérés. L'économie est à genoux et la majorité des habitants, surtout dans les zones rurales, survivent comme ils le peuvent. La Birmanie est devenue un repaire de criminels - après son retour spectaculaire en tant que productrice de drogue d'une part, et d'autre part en raison du développement de la cybercriminalité, qui est assurément le seul domaine où le pays innove.

Les problèmes de la Birmanie ne seront pas réglés par la réduction des peines de prison de gens qui, en premier lieu, n'auraient même pas dû être condamnés. Un vrai changement est possible, mais il ne viendra pas parce qu'on applaudira des gestes qui ne reposent sur rien, aussi attrayants puissent-ils être en tant que "pièges à clics". Comme avec la plupart des tentations qui peuplent le monde virtuel, il vaut mieux ne pas cliquer sur le bouton "j'aime" tant qu'il n'y a pas de quoi vraiment se réjouir.

—Sean Turnell, publié le 1^{er} août



“Une nation assoupie”



ALLEMAGNE — “Adieu, la vieille Allemagne”, titre tristement **Die Zeit** en couverture de son édition du 3 août. “Bien des choses ne fonctionnent plus dans ce qui était autrefois le pays du miracle économique : les entreprises s’en vont, la bureaucratie s’accroît.” Désormais, estime l’hebdomadaire de Hambourg, l’Allemagne n’est plus qu’une “nation assoupie”. L’économie allemande ne s’est jamais complètement remise de la crise sanitaire et les prévisions de croissance pour l’année 2023 du Fonds monétaire international (FMI) ne prêtent pas à l’optimisme. “Toutes les grandes nations voient leur économie croître : à 5,2 % pour la Chine, à 1,8 % aux États-Unis et à 1,5 % pour la Russie, frappée par les sanctions internationales. Et l’Allemagne ? Le taux de croissance y est désormais négatif, à -0,3 %. Le bas du classement.”

Au bord du gouffre

INDE — Trois Meitei tués le 4 août pendant leur sommeil, deux Kuki abattus dans une fusillade. Il s’agit des dernières victimes en date des violences interethniques dans le Manipur, qui, ces trois derniers mois, ont fait plus de 180 morts et 60 000 déplacés, écrit **The Hindu**. L’étincelle qui a mis le feu aux poudres est la décision d’un tribunal qui menaçait de reconnaître aux Meitei, majoritaires et essentiellement hindous, un statut de “tribu répertoriée” qui leur garantirait des quotas pour des postes dans l’administration publique et les universités. Les Kuki, minorité chrétienne reconnue comme une tribu, craignent que cela ne puisse également les

autoriser à acquérir des terres dans des zones qui sont actuellement réservées aux tribus. Il faut ramener le Manipur, “État au bord du gouffre”, à la raison, supplie **The Indian Express**. Mais, pour l’heure, le Premier ministre, Narendra Modi, est resté silencieux.



Part des tribus répertoriées (dont Kuki) dans la population par sous-district de l’État du Manipur en 2001

Les serviettes se rebiffent

GRÈCE — “Indignés – à juste titre –, les citoyens s’organisent et réclament l’évidence : le libre accès à la plage, qui est un domaine public selon la Constitution”, assène **Ta Nea**, tandis que la mobilisation citoyenne s’amplifie pour s’opposer aux occupations illégales des plages par des bars qui y déploient leurs transats. Pour **Efsyn**, “l’ouverture d’une enquête concernant des entreprises illégales sur les plages de Serifos et de Paros s’apparente à une première victoire”.

↓ Dessin de Cost, Belgique.



7 jours en france

Justice. Hedi, le “nouveau visage des violences policières”

Le jeune homme a été roué de coups par un groupe de policiers à Marseille début juillet. L’un des fonctionnaires soupçonnés d’être impliqué dans cet acte violent restera en prison. Mais sa détention a déclenché une fronde au sein des forces de l’ordre.

Le policier placé en détention provisoire dans l’affaire Hedi ne sera pas remis en liberté, a décidé la chambre de l’instruction de la cour d’appel d’Aix-en-Provence, le 3 août. Quelques heures plus tôt, l’agent avait reconnu un tir de LBD sur le jeune Hedi R., à Marseille dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet. “Le président de la cour a décidé qu’il existait de sérieuses raisons de penser que l’agent était impliqué dans l’incident et que, malgré des aveux partiels, sa dénégation initiale discréditait l’ensemble de ses propos”, rapporte la **BBC**.

Les faits se sont déroulés en marge des nuits de violences qui ont suivi la mort de Nahel, tué par un policier le 27 juin à Nanterre. Hedi, 22 ans, a été touché à la tempe par un tir de LBD puis roué de coups par un groupe de policiers. Laissé inconscient, il a ensuite été conduit à l’hôpital par un commerçant. En tout, quatre policiers ont été mis en examen après l’ouverture d’une enquête pour “violences volontaires aggravées”, dont trois placés sous contrôle judiciaire.

Mi-juillet, Hedi a témoigné dans plusieurs médias français. Une partie de son crâne a dû être amputée et les images des déformations liées à l’opération ont grandement choqué l’opinion. “Hedi [...] est devenu le nouveau visage des violences policières, remises en question en France”, commente le quotidien conservateur espagnol **ABC**. “[Il] a survécu aux blessures subies à la tête mais a perdu une partie de son crâne. Depuis, il a raconté qu’il avait [partiellement] perdu la vue de l’œil gauche, souffrait de migraines et devait marcher avec un casque”, complète la **BBC**.

L’affaire Hedi a réveillé un débat lancinant sur les abus commis par les forces de l’ordre. Politiquement, le dossier est explosif, observe la presse étrangère. Avant même la décision du 3 août, **il Manifesto** rappelait que la mise en détention de ce seul policier avait déclenché une vague de colère dans les rangs de la police. Un mouvement de “grève du zèle” a été suivi dans plusieurs villes de France fin juillet. “Les syndicats de police se sont alliés

pour soutenir le mouvement de protestation”, écrivait le quotidien de gauche italien dans un article portant ce titre évocateur : “La police française met le ministre de l’Intérieur à genoux.” Le site de la **Tagesschau**, principal journal télévisé allemand, parle de son côté d’un “grave désaccord entre la police et la justice” en France.

El Confidencial pointe quant à lui l’impact qu’ont pu avoir les nuits de violences sur les conditions de travail des forces de l’ordre et évoque la santé mentale des policiers comme un problème qu’“Emmanuel Macron refuse d’affronter”. Pour ce site espagnol de centre droit, “la recrudescence des violences dans la rue a été identifiée comme l’une des principales causes des problèmes de santé mentale des policiers”, avec un pic de suicides en 2019, année marquée par le mouvement des “gilets jaunes”. L’article fait état de mesures prises depuis plusieurs années pour prévenir les problèmes de santé mentale des fonctionnaires, mais en souligne les lacunes. “Le corps policier en France est une cocotte-minute, conclut le titre. La moindre étincelle mettra le feu aux poudres.”

— **Courrier international**

LES MOTS DES AUTRES

l’actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de **Courrier international**. À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

CONTROVERSE



L'Irlande doit-elle limiter le nombre de "data centers" ?

En 2022, les centres de données implantés en Irlande ont consommé autant d'électricité que la population urbaine. Faut-il sévir ? Au sein de ce journal de Dublin, les avis divergent.

OUI

Le système est saturé

—The Irish Times (Dublin)

Plus on en apprend sur l'incidence réelle des centres de données, plus la politique irlandaise des vingt dernières années sur leur emplacement et leur importance paraît court-termiste. Au début de juin, l'Office central des statistiques a révélé que les soixante-quinze centres de données irlandais avaient mobilisé en 2022 près d'un cinquième de la production électrique du pays, l'équivalent de ce que consomment l'ensemble des foyers urbains en Irlande. C'est une hausse de 30 % par rapport à 2021, sachant qu'en 2015, ils n'avaient utilisé que 5 % de la production électrique du pays.

Cela représente une explosion de 300 % en moins de dix ans. Les spécialistes et le fournisseur d'électricité national, EirGrid, ont pourtant répété que le réseau électrique national était de plus en plus sous tension, notamment à cause des centres de données. Particulièrement énergivores, ces derniers peuvent alimenter des dizaines voire des centaines de serveurs informatiques. D'autre part, ils ne peuvent pas fonctionner sans système de refroidissement et consomment énormément d'eau. Les grands centres utilisent autant d'énergie et d'eau qu'une petite ville.

Avec trente nouveaux centres de données prévus, dont huit sont déjà en construction, il est probable que le secteur totalise, d'ici à 2030, entre 23 et 30 % de la consommation nationale – la fourchette estimée par EirGrid. Celui-ci a imposé un moratoire sur la création de nouveaux centres dans la région de Dublin, déjà saturée. Cependant, disperser les centres ne résout pas les enjeux sous-jacents d'approvisionnement en électricité. Quant au gouvernement, il a répété en juin qu'il ne plafonnerait pas la croissance du secteur.

Le pays a besoin de ces centres, essentiels au stockage et à la gestion des données pour les particuliers et les entreprises d'Irlande, ainsi que pour les activités internationales des Gafam. En refusant de freiner cette croissance galopante, l'Irlande se soumet aux multinationales

implantées sur son territoire, alors même que son réseau électrique est mis à rude épreuve et que le pays ne respecte pas ses engagements climatiques.

Des ministres ont souligné que les centres soutiennent la croissance économique et ont assuré qu'ils feraient bel et bien leur transition écologique. Mais ces affirmations sont invérifiables, au vu de la confidentialité qui prévaut dans le secteur. Dans le monde entier, des journalistes et des associations de citoyens ont dû poursuivre en justice des responsables politiques et des entreprises de centres de données (parfois dissimulées derrière des sociétés écrans) pour exposer la vérité sur leurs permis de construire et leur vaste consommation en eau et en énergie.

Aucune solution respectueuse de l'environnement n'est d'actualité. En Irlande, l'énergie renouvelable est en majeure partie éolienne, et les perturbations du réseau électrique annoncées par EirGrid en juin rappellent que, sans vent, cette énergie disparaît. Il faudra des années pour penser d'autres solutions, comme les parcs éoliens extraterritoriaux ou l'énergie houlomotrice.

L'Irlande possède déjà plus de centres de données par habitant que 99 % du reste du monde. Réguler leur prolifération semble logique. Le secteur doit aussi faire preuve de plus de transparence, tout comme le gouvernement. —

Publié le 14 juin

NON

La croissance économique en dépend

—The Irish Times (Dublin)

La polémique autour des centres de données n'en finit plus d'enfler. Dernièrement, on s'est ému du fait que ces "usines sataniques" [selon l'expression du poète William Blake pour désigner les premières usines de la révolution industrielle en Grande-Bretagne] consommaient autant d'électricité que tous les foyers urbains d'Irlande réunis. De quoi, à l'évidence, marquer les esprits. Dans le même temps, on a du mal à y voir une menace existentielle.

Les ménages urbains représentent en effet moins de 18 % de la consommation d'électricité, selon les derniers chiffres de l'Office central des statistiques, qui datent de l'année 2021. Les ménages ruraux consomment une dizaine de pourcents supplémentaires, et l'éclairage public sans restriction 1 % de plus.

Tout le reste – 70 % de la consommation d'électricité – est englouti par ce que l'on pourrait appeler très grossièrement l'activité économique : en somme, les endroits où les gens exercent une activité et sont payés pour le faire. Cela va des *garda stations* [commissariats irlandais] aux centres de données. En Irlande, la répartition de la consommation d'énergie entre les ménages et le reste de l'économie est comparable à ce que l'on observe dans le reste de l'Europe, selon Eurostat.

Gouvernements hasardeux. Des questions légitimes se posent sur la consommation énergétique des centres de données et sur la nécessité d'opérer une transition vers des sources d'énergie renouvelables. On pourrait dire la même chose de la pléthorique industrie automobile allemande, très énergivore. D'aucuns jugent que l'Allemagne possède trop d'usines automobiles, mais il n'empêche : ce pays a su mieux sécuriser que nous son approvisionnement en électricité.

Notre problème (à supposer que vous pensiez que nous en avons un) n'est pas ce que nous faisons de notre électricité. Le problème, c'est que nous n'en produisons pas assez. Quand l'économie irlandaise se développait au pas de charge, ces dernières décennies – portée par les investissements des entreprises de la tech, notamment dans les centres de données – nous n'avons pas suffisamment investi dans la production d'électricité. Or, plutôt que de combattre l'association de plus en plus répandue au sein de l'opinion entre les pénuries de courant et les centres de données, on a l'impression qu'on la laisse gagner du terrain.

Nous avons beaucoup de centres de données. Beaucoup plus que la plupart des pays au regard de notre superficie. Trop, sans doute. Mais [cette prolifération] peut être vue comme un signe de réussite économique et comme une preuve de la compétence du gouvernement en la matière. La cour assidue [du gouvernement] auprès des multinationales technologiques et pharmaceutiques a permis de doper la croissance économique irlandaise pendant des décennies. Notamment grâce aux centres

de données, qui sont vus dès lors comme une manière de fidéliser certaines de ces entreprises, connues pour être particulièrement volages. Paradoxalement, ces dernières tirent profit d'une de nos rares ressources naturelles – à savoir un climat tempéré froid – qui permet aux centres de données irlandais d'être plus sobres et moins onéreux à faire tourner que ceux des pays qui présentent de plus fortes amplitudes de températures.

Mais alors pourquoi fait-on porter aux centres de données le chapeau de décennies de choix hasardeux en matière de politique énergétique de la part de nos gouvernements successifs ? Beaucoup d'Irlandais ont le sentiment d'être laissés sur le bord de la route à l'heure même où le pays s'enrichit. Ils sont remontés, et la colère cherche toujours un exutoire.

Taxées de parasites, la tech et sa progéniture satanique – les réseaux sociaux – font ici un coupable idéal. Rien ne donne davantage l'impression aux Irlandais d'être laissés pour compte qu'un centre de données qui pompe toute l'électricité et remplit des poches qui ne sont pas les leurs. Surtout quand il s'en trouve un près de leur village et que les seuls emplois qu'il propose consistent à tondre la pelouse de son parc paysager.

Mais avant de ressortir nos torches et nos fourches et de marcher sur le centre de données le plus proche, peut-être est-il bon de rappeler qu'ils font partie de ce qu'on appelle le "socle industriel" de ce pays. Ils sont l'équivalent chez nous de Volkswagen ou de BMW. Ne supprimons pas de centres de données. Produisons plus d'électricité.

—John McManus, publié le 16 juin

SOURCE



THE IRISH TIMES
Dublin, Irlande
Quotidien
irishtimes.com

Fondé par des protestants en 1859, aujourd'hui sous l'autorité d'un groupe de "trustees" chargé de garantir son indépendance politique et religieuse, *The Irish Times* s'appuie sur un important réseau de correspondants à l'étranger et des signatures de prestige.

d'un
continent
à l'autre.

afrique



Europe	14
France	18
Asie	20
Amériques.....	22
Moyen-Orient...	26

Niger. Et toute la région plonge dans le chaos

Avec le coup d'État au Niger, ce n'est pas seulement un pays qui est précipité dans le désordre institutionnel. C'est également toute la région sahélienne qui s'enfoncé davantage dans l'incertitude sécuritaire.

—Lefaso.net, extraits
(Ouagadougou)

Au Niger, le chef de la garde présidentielle, le général Abdourahamane Tchiani, s'est autoproclamé chef de l'État le 28 juillet 2023, mais l'ancien [président] ne s'est pas encore démis. Mohamed Bazoum n'est pas encore disposé à signer sa lettre de démission comme les présidents élus chassés par les militaires avant lui : Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) [président malien renversé en août 2020], Alpha Condé [président guinéen renversé en septembre 2021], Roch Marc Christian Kaboré [président burkinabè renversé en janvier 2022].

Le coup d'État du Niger vient montrer à la face du monde l'état de désolation des pays sahéliens et de l'Afrique de l'Ouest tout entière, incapable de cerner le problème de la lutte contre l'insécurité et d'y remédier.

Y a-t-il des raisons cachées à ce coup d'État? Pourquoi ce coup d'État contre Mohamed Bazoum qu'une partie de l'armée voulait chasser avant son investiture? Pourquoi ceux qui l'ont défendu [à] ce moment lui retirent le pouvoir maintenant?

Le président Bazoum, par son franc-parler, a-t-il créé des frustrations au sein de la haute hiérarchie militaire nigérienne? Que pourra faire la Cedeao

[Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui compte 15 États membres], qui voulait instaurer une force pour lutter contre les coups d'État, alors qu'un des vaillants mousquetaires de cette lutte a lui-même perdu son pouvoir? La communauté internationale ne devrait-elle pas agir avec sa sagesse, sans dogmatisme, dans un contexte où le Sahel est la proie des luttes d'influence entre superpuissances?

Ce sont des généraux qui prennent le pouvoir, comme on le voyait dans les années 1970.

Les groupes armés ont encore fait une victime collatérale présidentielle de plus. Après Ibrahim Boubacar Keïta au Mali en 2020, après Roch Marc Christian Kaboré en 2022 au Burkina Faso, le dernier des régimes démocratiques des trois pays du Liptako Gourma [région historique de l'Afrique de l'Ouest qui regroupe le Niger, le Burkina Faso et le Mali] est tombé au Niger, le 26 juillet 2023, dans un plan-séquence semblable à celui de la chute du dernier président élu burkinabè [Roch Marc Christian Kaboré], où le pouvoir semblait suspendu quelque part dans un entre-deux durant quarante-huit heures, hésitant entre l'ancien

et le nouveau, avant de tomber entièrement dans les bras du nouvel homme fort qui, non sans peine, a rallié, semble-t-il, toute l'armée à son projet.

Au ralenti. Mohamed Bazoum est détenu par sa propre garde au palais présidentiel. Comme les pays qui s'enfoncent chaque jour dans un mouvement au ralenti, les coups d'État sahéliens aussi se font désormais au ralenti avec des mouvements d'humeur, des mutineries de troupes.

Et la hiérarchie qui se concerta hésite à se décider entre légalisme et sédition pour finir par consommer le putsch difficile à se mettre en place. Les conditions de mise





Cedeao : les voix contre l'intervention militaire

●●● Dès le 30 juillet, la Communauté africaine des États d'Afrique de l'Ouest s'est réunie pour condamner le coup d'État nigérien et agiter la menace d'une intervention militaire. L'ultimatum fixé au 6 août a expiré et l'organisation n'est pas intervenue. Plusieurs facteurs expliquent ce recul. Dans un premier temps, Alger a indiqué considérer toute intervention comme une "menace directe". Et au Nigeria, pays qui devait fournir la majorité des forces, "des dirigeants politiques et religieux, et des chefs d'entreprise" ont préconisé de mettre en avant la diplomatie, selon **The Guardian Nigeria**. "De son côté, la Mauritanie se montre aussi très circonspecte au moment où des notabilités coutumières au Bénin mettent en garde le président Patrice Talon contre toute intervention militaire au Niger", notait de son côté le quotidien burkinabè **Le Pays**.

en place du pouvoir putschiste portent les germes de futures oppositions et divisions.

Au Niger, le coup d'État en cours n'est pas celui de jeunes capitaines ou de lieutenants-colonels. On est au niveau du top management de l'armée. Ce sont des généraux qui prennent le pouvoir, comme on le voyait dans les années 1970 dans la plupart des pays africains. Et là où le bât blesse, c'est quand "la dégradation continue de la situation sécuritaire" est invo-

Les véritables bénéficiaires de ce putsch au Niger sont les groupes armés terroristes.

quée par ces hommes qui sont les stratèges et les opérationnels de cette lutte aux côtés du président Bazoum [les deux nouveaux hommes forts nigériens, le général Abdourahamane Tchiani et le général Salifou Mody, ont été respectivement chef de la garde présidentielle du Niger et chef des forces armées nigériennes de 2020 à avril 2023].

Le Niger connaît l'insécurité, certes, mais il est loin d'être le dernier de la classe. Il suffit de consulter les statistiques sur le nombre d'incidents terroristes et le nombre de personnes décédées au Niger publiés par les organismes d'études et de recherches sur les groupes terroristes pour

se rendre compte que cet argument ne tient pas la route.

C'est malheureux que des généraux puissent brandir cela pour prendre le pouvoir, car ils savent bien que le terrorisme ne sera pas vaincu en trois mois ou huit mois, et que le même argument leur sera opposable par d'autres putschistes. Ce manque de recul sur l'analyse de la situation sécuritaire risque de les conduire à rejeter les bonnes pratiques de l'ancien régime qui marchent.

Les premières impressions amènent à penser que ce putsch, comme toutes les conspirations, ne repose pas sur un projet mûri de lutte contre l'insécurité ou de développement du pays. Ce qui nous amène à penser à l'équation personnelle, le sentiment messianique un peu tardif pour des généraux. Le plus probable est certainement la frustration de voir le franc-parler du président Mohamed Bazoum concernant la faiblesse des armées sahéliennes face aux groupes terroristes. Dans son combat contre les juntes au pouvoir en Afrique de l'Ouest, Bazoum a peut-être blessé l'orgueil de certains de ses compatriotes.

Les Occidentaux aussi marchent sur des œufs, comme les États-Unis d'Amérique, présents au Niger au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Le Niger, voisin de la Libye, est devenu depuis une importante place géopolitique pour ses

↳ Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.

richesses minières, uranium et pétrole entre autres, et pour le passage des migrants pour l'Europe via le pays de Muammar Kadhafi.

L'armée nigérienne a semblé être plus attractive, plus combattive pour les Américains qui ont installé deux bases aériennes de drones à Niamey et Agadez, qui fournissaient des informations à la force Barkhane, mais pas aux États sahéliens eux-mêmes. Voilà aussi l'un des paradoxes de la lutte contre le terrorisme, où les alliés étrangers ne font pas confiance aux locaux.

L'investissement sécuritaire américain est très important au Niger. Les soldats américains seraient autour de 850 à 1 000 hommes, selon les sources. Alors que les rescapés de la force Barkhane [qui se sont retirés du Mali et du Burkina Faso] sont au nombre de 1 500, plus une centaine de militaires allemands.

Opportunistes. Niamey est la principale et dernière place forte occidentale au Sahel, et ce coup d'État va-t-il tout remettre en cause? Ce n'est pas possible que le pays de l'Oncle Sam regarde béatement ce pays se jeter dans les bras de l'ours russe, comme les manifestants qui brandissaient des drapeaux russes le pensent. Même si la priorité est à l'Ukraine, il est impensable que les Américains voient toutes leurs pièces prises sur l'échiquier africain sans mettre en échec le tsar de Russie.

Quel que soit le bout par lequel on prend ce putsch au Niger, les véritables bénéficiaires sont les groupes armés terroristes, qui jubilent de voir un nouveau pays tomber dans l'instabilité. C'est une rupture dans la chaîne de commandement, et peut-être dans la stratégie de lutte. Les groupes terroristes ne se battent pas pour la démocratie, et sont heureux de voir les pouvoirs élus tomber chacun à son tour au Sahel. C'est une victoire idéologique pour ces hommes qui ne sont pas partisans du système un homme, une voix, le pouvoir du peuple.

Les opportunistes de tous bords qui acclament les coups d'État, pensant avoir une place dans le nouveau régime, enfoncent nos pays dans la situation catastrophique dans laquelle ils se trouvent.

—Sana Guy, publié le 30 juillet

En finir avec l'ancien colonisateur

Vu d'Algérie. Pour ce quotidien, il faut voir dans les événements du Niger un rejet généralisé de la présence de la France au Sahel.

—El Watan (Alger)

En Afrique, la république d'Emmanuel Macron ne marche plus. En mars dernier, le président français était parti en tournée africaine (la dix-huitième en six ans) pour tenter de colmater les fissures créées par le sentiment antifrançais grandissant et remettre son pays dans la course pour courtiser le continent. Quatre mois après, rien ne semble sourire à Paris.

Avec le renversement [du président nigérien] Mohamed Bazoum [le 26 juillet], la France perd en effet son dernier allié en Afrique subsaharienne. Les manifestants descendus jeudi [27 juillet] dans les rues de Niamey ont non seulement apporté leur soutien au putsch militaire, mais ont aussi scandé des slogans hostiles à la France et agité des drapeaux russes. Scénario identique à celui vécu il y a plus d'une année au Mali et en février dernier au Burkina Faso.

En perdant Bazoum, la France risque de perdre aussi ses privilèges au Niger, à commencer par la base militaire qu'elle détient près de Niamey. Cette base déplacée en fait depuis le Mali où elle servait l'opération Barkhane, vient tout juste de boucler une année.

Son sort est désormais sur le fil du rasoir, mettant à mal les pouvoirs de l'Hexagone, dont la réaction a été à la hauteur de la surprise et de la crainte de perdre définitivement le Niger. Une perte de trop qui viendra alourdir un bilan catastrophique fait d'une série de camoufflets enclenchée par l'expulsion de l'armée et de l'ambassadeur français du Mali à la suite du coup d'État de mai 2021. Le sentiment antifrançais manifesté aussi bien par la junte au pouvoir que par le peuple malien exprimait la volonté d'en finir avec la présence paternaliste de l'ancien colonisateur.

La nouvelle Constitution du Mali est d'ailleurs un clou de plus dans le cercueil du néocolonialisme. Le texte approuvé en juin dernier a renforcé la souveraineté, en éliminant, entre autres, la langue française comme langue officielle.

Après avoir obtenu l'indépendance vis-à-vis des puissances coloniales durant les années 1960-1970, les pays africains sont retombés dans la dépendance de l'Occident sous des formes néocolonialistes sournoises incarnées par l'emprise mondialiste d'un côté et, de l'autre, la trahison de ses élites.

Le pillage des richesses du continent par des multinationales appuyées par les gouvernements occidentaux n'a d'égal que la faillite politique de castes dirigeantes corrompues et irresponsables souvent cooptées et téléguidées depuis des capitales occidentales. Mais de Bamako à Kinshasa se lève aujourd'hui un vent d'émancipation devant lequel se brisent désormais les amitiés hypocrites.

Au Niger et en attendant que la junte désormais aux commandes définisse ses choix, la rue a tranché en affichant son refus de passer à côté de la marche africaine vers un monde multipolaire où elle escompte une place à la hauteur de ses espérances.

—Nouri Nesrouche, publié le 31 juillet

SOURCE



EL WATAN

Alger, Algérie
Quotidien, 112 000 ex.
elwatan.com

"La Patrie" a été fondée en 1990 par des journalistes venant d'El-Moudjahid, quotidien officiel du régime. Ce titre francophone est devenu un journal de référence.

L'influence française ébranlée en Afrique

Avec ce nouveau coup d'État au Sahel, c'est toute la stratégie sécuritaire hexagonale qui est compromise dans la région.

—The New York Times, extraits (New York)

Le chaos qui règne au Niger depuis une dizaine de jours n'est qu'une redite des événements survenus au Burkina Faso et au Mali. Ces trois États voisins d'Afrique de l'Ouest sont tous d'anciennes colonies françaises, aux prises avec de violents groupes rebelles, et dont les gouvernements ont été renversés par des juntes militaires au cours des dernières années.

Ces putschs ont attisé la haine des populations locales vis-à-vis de l'ancien colonisateur qui, d'après

ses détracteurs, n'aurait jamais vraiment renoncé à ses anciennes possessions. Désormais, Paris fait figure de bouc émissaire dans cette région assaillie par la pauvreté, les répercussions du changement climatique et la montée de l'islamisme radical.

“La France n'a pas vu venir le coup d'État au Niger, elle n'a pas su tirer les leçons de l'expérience malienne et burkinabè”, souligne Mujtaba Rahman, directeur général pour l'Europe chez Eurasia Group, un cabinet de conseil en risque politique. C'est un parfait exemple de la théorie des dominos façon XXI^e siècle.”

Le changement de régime au Niger met en péril les intérêts de Paris, mais aussi ceux de Washington. Les deux puissances occidentales avaient en effet envoyé des soldats et des soutiens militaires et économiques dans la région pour assister les pouvoirs locaux dans la lutte contre les insurgés. [Launte nigérienne a dénoncé les accords militaires avec la France; Paris, qui ne reconnaît pas le nouveau pouvoir, a réfuté cette décision.]

Ces événements sèment également la zizanie au sein des pays voisins : un groupe de pays [la Cedeao, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest] déstabilisés par ces soulèvements a imposé des sanctions économiques au Niger et posé un ultimatum aux putschistes, les menaçant d'une intervention militaire s'ils ne rétablissent pas le président dans ses fonctions d'ici dimanche [6 août]. Le Mali et le Burkina Faso – considérés comme des alliés de Moscou – soutiennent quant à eux les militaires factieux.

Près de la moitié des pays d'Afrique sont d'anciennes colonies ou d'anciens protectorats français. Pendant des dizaines d'années, Paris a entretenu des liens étroits, bien que parfois conflictuels, avec ses anciens territoires africains, notamment par le biais d'une présence militaire et d'un contact privilégié avec les dirigeants locaux. Cette relation particulière, la Françafrique, est devenue le symbole de l'obsession des Français, qui veulent à tout prix garder un pied sur le continent. Conscient de la rancœur de plus en plus forte suscitée par son pays, le président Macron s'était engagé, lors de son élection en 2017, à remettre les compteurs à zéro.

Mais dans beaucoup d'anciennes colonies, la situation n'a guère évolué, affirment les détracteurs de l'Hexagone, qui reprochent à Paris une attitude paternaliste vis-à-vis de l'Afrique, en entretenant des liens forts avec les dirigeants autoritaires de pays comme le Tchad ou le Cameroun. Sous la direction du président Mohamed Bazoum, retenu prisonnier depuis le 26 juillet, Niamey était devenu un allié stratégique des Occidentaux, et recevait à ce titre de nombreuses aides étrangères. Plusieurs milliers de soldats occidentaux sont ainsi déployés dans le pays, parmi lesquels 1100 Américains et 1500 Français.

Redéploiement. Mais l'ébranlement de l'influence française remet aujourd'hui en cause la structure, déjà chancelante, de l'aide occidentale à l'Afrique, notamment sur le plan militaire. Le départ des soldats français entraînerait probablement celui de leurs collègues américains.

Au moins l'un des instigateurs du putsch nigérien s'est entretenu avec les dirigeants maliens et burkinabè, qui se sont rapprochés de Moscou ces dernières années. D'après Aneliese Bernard, ancienne conseillère du département d'État américain, les événements récents risquent d'accélérer le départ des troupes américaines – envisagé depuis longtemps déjà – et leur redéploiement vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Si les soldats français venaient à quitter le Niger, le Tchad deviendrait alors le dernier pays du Sahel à accueillir officiellement une base militaire tricolore sur son sol.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Sans l'appui du Sénat, le Nigeria peut-il déployer des troupes au Niger?

Les sénateurs nigériens ne veulent pas d'une intervention armée au Niger et leur avis pèse fortement sur les décisions de la Cedeao.

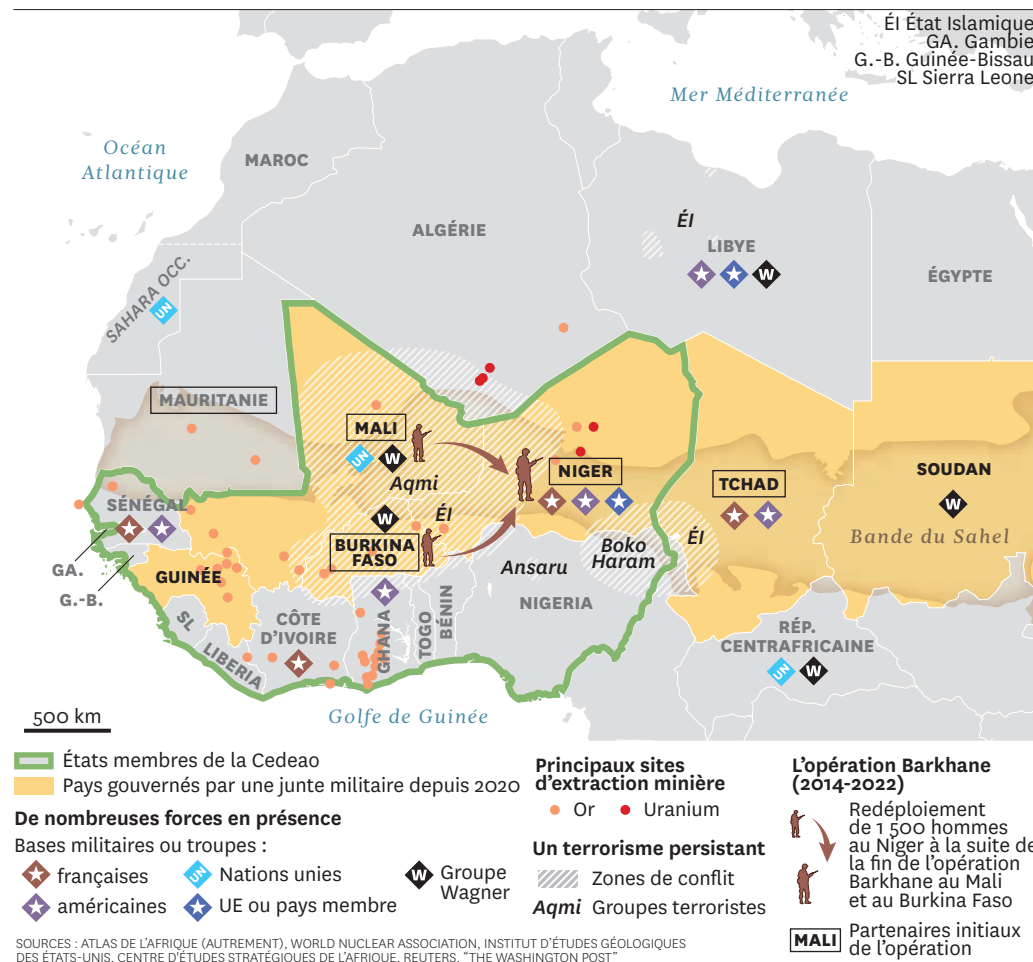
Sur le plan économique, Niamey fournit à la France environ 10 % des ressources en uranium nécessaires à ses réacteurs nucléaires. En 2000, 10 % des échanges commerciaux internationaux en Afrique impliquaient des entreprises de l'Hexagone, rappelle Étienne Giros, président du Conseil français des investisseurs en Afrique. Depuis, cette part a chuté au-dessous de 5 %. Et comme, aux yeux des populations locales, Paris semble incapable d'endiguer le djihadisme, la colère ne fait que croître.

Quand Paris a mis fin à neuf ans de présence armée au Mali l'an dernier, ses soldats ont été redéployés au Niger. En janvier, le Burkina Faso a résilié son accord militaire avec la France, et 400 soldats ont quitté le pays. Les diplomates et l'état-major français assuraient avoir appris de leurs erreurs : Paris se concentrerait sur le soutien aux troupes locales, au lieu de mener ses propres opérations. Cette approche semblait porter ses fruits. Au premier semestre 2023, la violence politique et le nombre de victimes civiles ont diminué au Niger.

“Macron et le commandement de l'armée française ont reconnu tardivement qu'ils devaient faire preuve d'une plus grande humilité”, analyse Nathaniel Powell, spécialiste des opérations militaires françaises au Tchad. Si la France avait adopté cette stratégie plus tôt, elle ne connaîtrait peut-être pas ces difficultés aujourd'hui : “Ils ont gagné du terrain sur le front opérationnel, mais pas dans le cœur du grand public.”

—Elian Peltier, publié le 5 août

Coup d'État au Niger, quelles perspectives pour le Sahel ?



SÉNÉGAL

Le grand bond en arrière

Après la dissolution du premier parti d'opposition et l'arrestation de son dirigeant, Ousmane Sonko, le pays ne fait plus figure de modèle démocratique en Afrique de l'Ouest, déplore cet éditorialiste.



—Senepus (Dakar)

Mon pays, le Sénégal, vient de faire un bond en arrière de soixante-deux ans. En effet, c'est en 1961 que le président [Léopold Sédar] Senghor avait dissous le Parti africain de l'indépendance (PAI).

Il ne s'agit pas d'un acte mineur mais, à bien des égards, d'un séisme de magnitude 62. Soixante-deux ! C'est l'âge responsable, l'âge d'une indépendance qui, depuis, bon an mal an, nous promettait des avancées ; l'âge durant lequel notre pays a acquis le faux label (on le sait aujourd'hui) d'une République exceptionnelle dans un cirque englué, défiguré par des bruits de bottes et des partis uniques aux régimes quasi éternels. Nous nous sommes même payé le luxe de snober la décennie 1990 avec ses conférences nationales pour entrer dans le cercle des démocraties.

Nous donnâmes l'exemple que les partis uniques et leurs régimes

sans fin n'étaient pas une fatalité mais des faits et des actes d'hommes accidentels dans l'histoire chaotique d'une Afrique bégayante : les alternances politiques étaient possibles.

L'homme [Macky Sall] qui conduisit cette deuxième alternance [celle entre Abdoulaye Wade et Macky Sall en 2012, la première alternance pacifique ayant eu lieu en 2000 entre Abdou Diouf et Abdoulaye Wade] est aussi celui qui, l'histoire le retiendra, vient de nous faire faire un épouvantable bond en arrière de soixante-deux ans en décrétant la dissolution du Pastef, un parti politique reconnu, et qui [est] de ceux (sinon le seul) qui se conforment aux textes régissant les partis : bilan financier annuel, information, etc. Il serait intéressant d'ailleurs, pour la transparence et la vérité, que le ministère de l'Intérieur communique sur les partis qui respectent les textes. Parce que leur non-respect peut être un motif de dissolution.



ÉDITO

✓ Dessin de Ajubel paru dans *El Mundo*, Madrid.

Il y a aussi des faits qui entrent mal dans le registre des coïncidences : arrestation vendredi [28 juillet] de son président [Ousmane Sonko], son inculpation le lundi suivant, et la dissolution de son parti le même jour, moins de deux heures après son placement sous mandat de dépôt. Difficile de croire que cette célérité relève du hasard, encore moins de notre administration, qu'on n'a pas connue si promptement dans ses tâches et ses actes.

Amis faux culs. C'est aussi une coïncidence si cet emprisonnement et cette dissolution n'ont aucun rapport avec l'élection présidentielle prévue dans sept mois [en février 2024]. Honni qui mal y pense... Évidemment, notre pays va encore alimenter les conversations dans les grand-places, facs, marchés et autres réseaux sociaux. Depuis juin, nous étions sous les projecteurs inquisiteurs et éclairants du monde entier, pour de mauvaises raisons. Nous n'avons pas fini d'occuper la première place du podium des Républiques décadentes.

On glosa de l'exceptionnelle décadence d'une démocratie qui se prétendait le premier d'une classe de cancras. Certains verront leurs certitudes fortifiées : *"la démocratie n'est pas faite pour les Nègres, ces grands garçons qui ont besoin d'hommes forts pour les dresser avec la trique, la cravache et le cachot, pour ceux qui s'obstinent à vouloir sortir des clous jalonnés par le bien-aimé monarque éclairé."* Les amis faux culs d'hier éprouveront une secrète joie que le petit prétentieux qui leur faisait de l'ombre leur laisse la voie libre. Mais on le sait depuis que les hommes ont acquis des convictions, dont celle plus tenace et qui balise leur vie : on ne dissout pas une idée. On n'efface pas de la mémoire des peuples l'espoir qu'une autre vie est possible.

Une nouvelle période pleine d'incertitudes s'ouvre pour le pays. Et on aurait tort de croire que cette nouvelle période coulera comme un long fleuve tranquille. C'est une période pleine d'incertitudes, grosse de tous les possibles. Et je l'avoue : j'ai de moins en moins envie de vivre dans un tel pays.

—Demba Ndiaye, publié le 31 juillet



Club Courrier

Chaque mois, découvrez les événements et les avantages réservés aux abonnés de *Courrier international*.



JEU VIDÉO

Jouez pour remporter une clé digitale du jeu **Dordogne** proposé par Focus Entertainment.



ABONNEMENT

Tentez de remporter un an d'abonnement à **The Wall Street Journal**.



CINÉMA

Recevez un code pour découvrir **Nostalgie de la Lumière** de Patricio Guzman via Universciné.



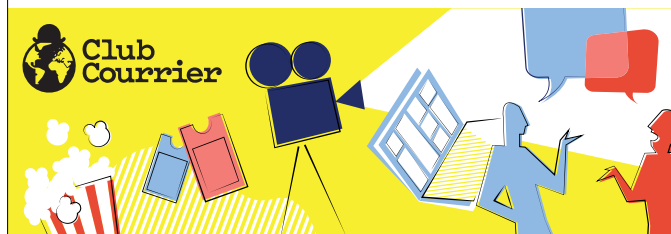
JEU DE SOCIÉTÉ

Jouez pour remporter l'extension **Memories** du jeu de société **Dixie**.



GUIDE

Tentez de remporter un **Guide Évasion Irlande** proposé par Hachette.





europe

✎ Dessin de Ramsés, Cuba.

Ukraine. Chaque bourg est un enfer à reconquérir



FOCUS

Dans le sud du pays, les forces ukrainiennes avancent laborieusement. Les capacités d'adaptation des Russes et le manque d'armes de longue portée empêchent toute percée décisive, constate ce reporter britannique qui a assisté à la libération de Staromaïorské, à la fin de juillet.



—The Times, extraits (Londres)

Le transport de troupes venait à peine de s'arrêter quand le conducteur s'est mis à hurler à Oleh et aux autres soldats de son peloton de quitter le véhicule. Les portes se sont ouvertes, sous une pluie de métal. "Le conducteur paniquait, il nous a gueulé : 'Bougez plus vite, tas de cons ! Je suis sorti le dernier, j'ai agrippé une pile de lance-grenades et je n'ai pu que les lancer hors du véhicule, les munitions, les caisses de grenades, tout, nous raconte Oleh, âgé de 42 ans. Il beuglait même plus fort que les obus de mortier qui nous arrivaient dessus.'" Comme un seul homme, les douze soldats

se sont rués à couvert, dans la seule bâtisse encore intacte qu'ils pouvaient voir.

Le peloton d'Oleh fait partie du bataillon Ares, de l'Armée des volontaires ukrainiens (UDA), et il avait pour mission de faire la jonction avec la 35^e brigade d'infanterie de marine pour chasser les Russes de Staromaïorské, un village sur la T0518, une route sinueuse en direction de Marioupol.

L'affaire est rude. À première vue, rien, dans cette bourgade qui comptait 839 habitants avant la guerre, ne justifie que l'on verse son sang pour elle. Pourtant, quand on consulte une carte, on voit que la petite route, flanquée de villages sur presque toute

sa longueur, constitue un autre itinéraire possible pour atteindre la côte sans passer par les grands axes saturés de mines russes.

Dans la soirée du 27 juillet, le président Zelensky a salué la prise de Staromaïorské. De source officielle aux États-Unis, on affirme que la principale poussée de la contre-offensive ukrainienne est en cours, et que des milliers de soldats et de véhicules supplémentaires sont jetés dans la bataille pour parvenir au littoral. Mais ici, sur la route vers Marioupol, on a une tout autre impression.

L'affaire est rude, et il faut être particulièrement motivé pour s'y risquer. Les coûteux blindés fournis par l'Occident seraient trop vulnérables dans les petites rues.

Alors, après avoir été broyé par l'artillerie, chaque village doit être conquis au prix de violents combats, fantassins contre fantassins.

À l'ouest, on explique la lente progression de la contre-offensive par le fait qu'après les pluies estivales la région s'est couverte d'une épaisse végétation qui dissimule les positions russes. La véritable raison – l'Ukraine ne dispose pas des éléments essentiels que sont la suprématie aérienne ou des missiles à longue portée – est un peu plus gênante pour les gouvernements occidentaux, qui ont si longtemps rechigné à livrer les équipements nécessaires.

Les fusiliers marins avaient déjà nettoyé Staromaïorské quand ils avaient été déployés la semaine précédente, avait-on dit au peloton d'Oleh. Ce n'était pas tout à fait vrai. La 35^e avait enfoncé les portes des petites maisons, balancé des grenades dans les celliers en sous-sol, que les Russes sont connus pour utiliser comme abris. Mais quand les hommes d'Ares sont arrivés, les Russes les attendaient dans des tranchées creusées en profondeur dans les jardins, les potagers et les poulaillers. Ce n'est que quand les Ukrainiens ont été tout près d'eux qu'ils ont surgi et ont ouvert le feu. "Ils nous ont laissé approcher jusqu'à 20 mètres avant de tirer, décrit Oleh. Ils se montrent plus malins depuis qu'on les a virés de Neskoutchné. On ne peut plus se contenter de leur foncer dessus."

C'est à Neskoutchné que les Russes avaient édifié leur première ligne de défense sur cette route qui conduit à Marioupol. Neskoutchné n'existe plus. Les Ukrainiens ont été obligés de le raser pour le libérer. À la guerre de mouvement des contre-offensives autour de Kiev et de Kharkiv s'est substituée une tactique de type soviétique – on use et on avance.

Au cours des huit dernières semaines, les Ukrainiens ont progressé vers le sud en se battant le long de la route. Ferme par ferme. Ils prennent une tranchée pendant la nuit, puis le lendemain les Russes les pilonnent à coups de tirs d'artillerie. Et ils reviennent pour tenter de reprendre la tranchée.

Pendant une semaine, Oleh assure que son unité a vécu l'enfer à Staromaïorské. Il a vu ses camarades évacués, en sang, victimes

de commotion ou en état de choc. L'un d'eux a été tué avant qu'ils hissent le drapeau ukrainien.

Le bataillon Ares, une formation essentiellement composée d'hommes et de femmes venus de la ville voisine de Kryvyi Rih, où est né Zelensky, a été envoyé à Staromaïorské parce qu'il est extrêmement motivé.

Duel de drones. Non loin de là, à Storojévé, nous sommes recroquevillés avec leur équipe de spécialistes des drones, alors que les obus de l'artillerie russe explosent beaucoup trop près de nous à notre goût. Un bruit qui ressemble à une longue élaboussure signifie que des sous-munitions russes sont en train de tomber dans les parages, commente le père Serhiy, un prêtre de 29 ans reconverti en pilote de drone suicide, qui ajoute que son nouveau métier a "changé la donne" dans la bataille.

"Un quadricoptère comme ça coûte dans les 500 dollars, mais il est capable de toucher des chars et des véhicules blindés qui valent des millions de dollars, dit-il. Peut-être qu'on ne va pas détruire la cible du premier coup, mais même s'il nous faut cinq drones pour réussir à incendier un char, c'est bon pour l'économie de guerre."

Des rafales d'armes automatiques font sursauter l'équipe. Puis un appel résonne à la radio – les forces ukrainiennes ont essuyé des pertes et envoient un blindé pour évacuer les blessés du champ

de bataille. Kipech, un pilote de drone de 33 ans, m'invite à suivre la scène filmée par son drone.

En vol stationnaire au-dessus de Staromaïorské, il zoome sur un MaxxPro, véhicule blindé fourni par les États-Unis, qui s'est arrêté à l'entrée du village. Mais le véhicule ne bouge pas. Des drones russes sont, eux aussi, actifs dans la zone : ils larguent des grenades à fragmentation sur les positions ukrainiennes où les blessés se sont abrités. Il serait trop risqué de se déplacer à découvert, il va donc falloir attendre la nuit.

L'UDA et les fusiliers marins ont mis une semaine pour prendre le village, dit le père Serhiy, et il y en a encore douze sur la route. Il se relève avec un rictus. "À ce rythme-là, on sera bientôt à Marioupol."

—Maxim Tucker, publié le 29 juillet



REPORTAGE

Le temps joue pour la Russie

Si sa contre-offensive n'a pas de résultats probants d'ici à l'automne, Kiev pourrait être contraint de négocier avec Moscou en position de faiblesse.

— La Repubblica, extraits (Rome)

Rien de nouveau sur le front de Zaporijjia. Même la seconde vague de la contre-offensive ukrainienne semble s'essouffler. Après bientôt deux mois de combats, les brigades de Kiev ne sont pas parvenues, pour l'heure, à enfoncer les défenses de Moscou.

Au printemps, les généraux de Kiev ont organisé deux corps d'armée, le 9^e et le 10^e. Le 9^e, entièrement entraîné par l'Otan et doté de matériel occidental, comme le char Leopard 2, est passé à l'action le 6 juin pour localiser les points faibles de la ligne russe. Sa mission était d'ouvrir une brèche à travers laquelle le 10^e se serait engouffré, jusqu'à Melitopol et à Marioupol.

Seulement voilà, les Ukrainiens n'ont progressé que de quelques kilomètres, et, après sept semaines de combats acharnés, ils ont dû organiser le repli du 9^e corps pour le remplacer par le 10^e, lequel ne peut compter sur aucune force en réserve : s'il parvient à briser la résistance russe, il devra finir seul la marche vers la mer d'Azov.

Défaut de coordination. Les commandants de cette nouvelle vague ont tiré les leçons de quelques erreurs commises en juin, mais, si l'on en croit les analystes, ils souffrent toujours du même handicap : ils ne savent pas gérer des opérations coordonnées à grande échelle.

Les unités montent rarement à l'assaut simultanément, ce qui permet aux Russes de concentrer les ripostes de l'artillerie, des chars et des hélicoptères. C'est comme si, dans un match de foot, un seul attaquant avait à se mesurer à l'ensemble de l'équipe adverse.

Pour filer la métaphore footballistique, les Russes ne se contentent pas de jouer défensif : le général Guerassimov répond à la moindre

attaque ukrainienne et multiplie les manœuvres d'agression dans d'autres secteurs – à Karkhiv, dans la région de Donetsk et surtout dans celle de Louhansk –, empêchant le quartier général de Kiev de dégarnir le reste du front.

Le gouvernement de Volodymyr Zelensky est convaincu qu'une pression continue permettra, dans les semaines qui viennent, de fragiliser la forteresse russe. Or, pour l'heure, on ne voit aucun signe augurant d'un succès rapide, tandis que grandit la probabilité d'un essoufflement de la grande contre-offensive d'ici un mois. Un scénario noir : la poussée en direction de la Crimée serait alors décalée à la fin du printemps 2024, ce qui permettrait au Kremlin de consolider davantage ses défenses et de mobiliser des troupes fraîches, alors que son industrie de la défense semble tourner à plein régime.

Les incursions sur le territoire russe, au moyen de drones qui s'abattent sur la capitale et sur d'autres villes (*lire page suivante*), ont pour but de soutenir le moral des Ukrainiens. Mais elles peuvent également entraîner des représailles de la part de Poutine, en le poussant à durcir encore les bombardements visant les civils.

Il est clair que l'hypothèse d'un gel du front préoccupe le gouvernement Zelensky : si Marioupol et Melitopol ne sont pas repris d'ici à la mi-septembre, le Kremlin aura tout loisir de compromettre la cohésion des alliés de l'Ukraine, en jouant également, pour ce faire, sur les élections américaines.

Tant et si bien que, sur la scène diplomatique, on commence à reparler d'un armistice sur le modèle coréen, qui gèlerait la situation sur le terrain, en reconnaissant de facto l'occupation de la région entre le fleuve Dniepr et la mer d'Azov. Une perspective jugée inacceptable à Kiev.

— Gianluca Di Feo, publié le 2 août



La mer Noire s'enflamme

Depuis que Moscou a dénoncé l'accord sur les céréales, les frappes se multiplient sur les ports ukrainiens, tandis que Kiev cible les navires russes.

Après la destruction du croiseur *Moskva* (le 14 avril 2022) et la reconquête de l'île des Serpents par les Ukrainiens (le 30 juin 2022), les opérations militaires étaient au point mort en mer Noire, même si des navires russes prenaient régulièrement la mer pour tirer des missiles sur l'Ukraine.

Mais depuis la fin du mois de juillet, la tension remonte sur ce théâtre. Des frappes russes ciblent systématiquement des ports ukrainiens, comme Odessa et Izmaïl. D'après Kyrylo Boudanov, chef du renseignement militaire ukrainien, dans un entretien accordé à la télévision bulgare, repris en partie par le site d'information **Obozrevatel**, "les attaques de la Fédération de Russie contre les infrastructures portuaires et de stockage des

céréales constituent un crime contre l'humanité". Les bombardements des ports ont une influence sensible sur l'économie du pays, souligne **Obozrevatel**, et la chute des exportations de céréales aurait "causé une baisse de 10 % du PIB ukrainien". "Il faut absolument débloquer les ports", lance le site, qui ajoute que "l'Ukraine prend des mesures pour protéger ses infrastructures de la terreur des missiles russes et reprendre les exportations".

En représailles, les forces ukrainiennes s'en prennent depuis quelques jours aux bateaux russes présents en mer Noire. Le 4 août au matin, à Novorossiïsk, en Russie, des drones navals ukrainiens ont visé un terminal pétrolier, et ils ont sérieusement endommagé un navire de débarquement russe de la classe *Ropucha*, l'*Olenegorsky Gorniak*, "attaqué par un drone naval transportant 450 kilos d'explosifs. Résultat, le bateau présente une brèche sérieuse et est actuellement inutilisable", signalait alors le portail d'information ukrainien **Glavred**. Le navire de débarquement, qui compte 100 membres d'équipage, "est incliné sur le côté et a été remorqué dans le port. Un compartiment noyé, il donne de la gîte", précisait **Obozrevatel**.

Puis, "dans la nuit du 5 août", rapporte la version ukrainienne de **Deutsche Welle**, le tanker russe *SIG* a été endommagé par une attaque de drones navals. [...]

Il était ancré à 32 milles du détroit de Kertch. L'attaque des drones a provoqué une explosion qui a été vue depuis la presqu'île. La salle des machines a été noyée, le navire n'a pas coulé mais ne peut plus se déplacer."

Plusieurs navires de la flotte russe de mer Noire avaient déjà été pris pour cibles par les drones navals ukrainiens par le passé, avec plus ou moins de succès. Toutefois, les opérations les plus récentes ont été menées avec "le nouveau drone naval *Magura V5*, produit par l'industrie de la défense ukrainienne, un équipement multirôles sans pilote de nouvelle génération développé en Ukraine", détaille le site spécialisé **Militarnyi**.

Or, estime le spécialiste des questions militaires Vladislav Selezniiov pour l'agence de presse indépendante **Unian**, "la création d'une flotte de drones navals *Magura V5* influera sur le cours de la guerre". "Les occupants apprennent à leurs dépens que l'Ukraine s'est dotée de ses propres drones navals", assure l'expert, qui prédit : "Il est vraisemblable que l'Ukraine, en créant une flotte puissante de drones kamikazes, soit en mesure de véritablement enfermer les navires de la flotte russe de mer Noire dans les rades où ils se trouvent. [...] Les Russes prennent extrêmement mal le fait que l'Ukraine dispose désormais de la capacité de combat que représentent ses drones navals."

— **Courrier international**

Analyse

Menace sur la sécurité alimentaire mondiale

●●● "Le monde sera affamé." L'alerte provient du média généraliste égyptien **Al-Shourouk**. "Le retrait russe de l'accord" sur l'exportation des céréales ukrainiennes, entériné le 17 juillet, "menace la sécurité alimentaire", juge aussi **Al-Rai**, en Jordanie. Du Caire à Amman en passant par Ouagadougou, au Burkina Faso, l'inquiétude prédomine. "La valse des prix des denrées sera haussière, assure le quotidien **Aujourd'hui au Faso**. Les pays du Sud, notamment africains, seront obligés de faire dans la subvention tous azimuts." Mais le Nord aussi va subir les conséquences de cette décision du Kremlin, soutient le journaliste nigérian Olatunji Olaigbe. "L'importation de céréales joue un rôle négligeable dans la sécurité alimentaire de la plupart des pays africains", assure-t-il dans la revue américaine **Foreign Policy** : selon les calculs de l'ONU,

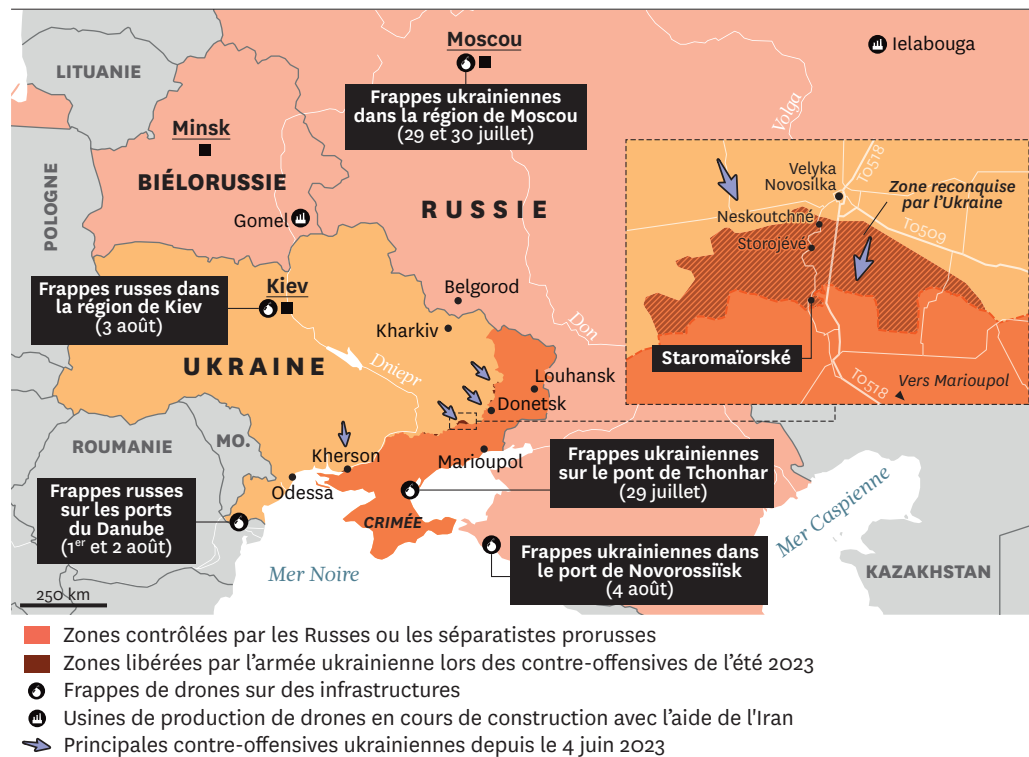
le continent n'a reçu que 13 % des exportations ukrainiennes sur l'année écoulée. L'Éthiopie, par exemple, "a importé 282 000 tonnes de céréales alors qu'elle en a produit 7 millions de tonnes en 2021-2022". Alors que la Chine, la Turquie, les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne ont bénéficié de 65 % du total exporté via les ports de la mer Noire. "En mettant en avant un discours qui décrit l'Afrique et d'autres pays en développement comme les principaux bénéficiaires de l'accord sur les céréales, on occulte la liste pourtant évidente des pays développés qui en profitent aussi, assène Olatunji Olaigbe. Ce qui permet surtout de dépeindre l'Afrique comme la terre de la famine pour marquer des points politiques à un moment où l'influence diplomatique de l'Occident est au plus mal sur le continent."

— **Courrier international**



À quoi riment ces raids de drones sur Moscou ?

Les attaques répétées sur certains quartiers de la capitale russe semblent inefficaces. Alors pourquoi les mener ? Le site russe en exil Meduza décrypte la stratégie ukrainienne en trois questions.



— Meduza, *extraits (Riga)*

1. Quels types de drones attaquent Moscou ?

Dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août, un drone de combat équipé d'une petite charge explosive s'écrasait sur la façade d'un building de Moskva-City [quartier d'affaires de Moscou], au niveau du 22^e étage. Les autorités municipales et le ministère de la Défense affirment que ce drone – comme quelques autres – a été abattu par la défense anti-aérienne russe et que ce n'est qu'ensuite qu'il a terminé sa course sur Moskva-City.

Avant cela, des drones kamikazes aux caractéristiques analogues avaient attaqué l'un des bâtiments du ministère de la Défense russe sur l'avenue du Komsomol, ainsi que des cibles de Novaïa Moskva [le grand Moscou]. Et fin mai, cinq drones avaient effectué des frappes à Moscou et dans sa région.

Tous ces appareils présentent des caractéristiques similaires :

portée de quelques centaines de kilomètres, moteur à essence, vitesse de 100 à 140 kilomètres-heure. Vraisemblablement, ces drones n'avaient aucune liaison avec l'opérateur après le lancement. Ils sont dirigés par deux systèmes : un GPS pour la correction de trajectoire, ainsi qu'une centrale inertielle. Après le lancement, le système inertielle calcule la position du drone dans l'espace, mais accumule inévitablement des erreurs lors d'un vol sur de longues distances, et il doit donc périodiquement corriger sa trajectoire par géolocalisation.

De plus, la Russie possède une grande quantité de systèmes qui brouillent efficacement le signal GPS. Ainsi, des documents secrets américains divulgués en avril expliquent que les bombes ukrainiennes équipées du système américain JDAM-ER, comprenant un module de correction satellitaire, n'atteignent pas toujours leur cible, car elles sont interceptées par les systèmes russes de brouillage

radioélectronique. Désormais, les Moscovites font connaissance à leur tour avec ces systèmes de brouillage et subissent des pannes de GPS après les attaques de drones ukrainiens.

À la différence des Shahed (appelés Geran-2 par l'armée russe), tous les drones ukrainiens utilisés jusqu'à présent étaient équipés d'une petite charge explosive, improvisée à partir de munitions existantes. De l'avis des experts qui ont examiné les débris de drones ayant frappé des bâtiments d'habitation, la charge des drones pourrait avoir été déclenchée automatiquement une fois qu'ils ont atteint un certain point (ce qui suppose l'accès au signal GPS).

2. Les autorités russes affirment qu'elles abattent presque tous les drones. Est-ce vraiment aussi simple ?

En effet, de tels drones sont une cible relativement facile, tant pour les systèmes de défense aérienne

présents sur certains sites que pour les dispositifs de brouillage. Leur principal défaut est leur bonne signature radar. En outre, le bruit émis par le moteur de l'appareil s'entend généralement de loin.

Mais même les systèmes de défense anti-aérienne spécialisés dans le combat contre les drones et les dispositifs de brouillage ne sont pas très fiables dès qu'il s'agit de résister à des attaques massives de drones. Les principaux points faibles de ces systèmes sont leur courte portée et leur faible rendement (c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas suivre et détruire un grand nombre de cibles). Le camp qui lance des drones peut trouver une brèche dans la zone de couverture des systèmes de défense ou de brouillage, afin que son appareil puisse s'approcher au plus près de la cible. Et dans ce cas aucune défense ne pourra réellement repousser une attaque massive de drones (quand les appareils sont plusieurs dizaines). La saturation des systèmes de défense aérienne par un grand nombre de drones d'attaque est une tactique courante pour briser une telle défense.

En outre, l'étendue territoriale de la Russie et de l'Ukraine est telle qu'il est impossible de défendre complètement ces deux pays par des systèmes de défense anti-aérienne et de brouillage radioélectronique. Les parties en présence n'ont aucune chance de localiser les drones à distance : la portée des radars est trop faible pour qu'ils puissent repérer ces appareils volant à basse altitude. Malgré les succès de l'Ukraine dans la lutte contre les drones, il arrive de temps en temps que des drones kamikazes russes de longue portée atteignent leur cible. Vraisemblablement, les Ukrainiens envoient de plus en plus souvent des "salves" de drones, y compris sur des cibles en Russie, si bien que les frappes réussies deviennent plus fréquentes.

Pourtant, le plus souvent, les charges explosives des drones utilisés par l'armée ukrainienne ne sont pas assez puissantes pour infliger de lourdes pertes à la Russie. Les Geran-2 transportent une charge de 30 à 50 kilos, tandis que les drones ukrainiens ayant attaqué Moscou pèsent 12,5 kilos.

3. Si les drones ne sont pas très puissants, pourquoi l'armée ukrainienne s'en sert-elle ?

Côté ukrainien, le principal objectif est d'attirer le plus possible de matériel anti-aérien de l'armée russe depuis le front vers l'intérieur de la Fédération.

Le commandement, par cette même tactique de frappes systématiques, a neutralisé dans les faits la DCA ukrainienne. Ainsi, vers le printemps 2023, comme l'affirment les auteurs des documents américains qui ont fuité, les systèmes anti-aériens de fabrication soviétique utilisés par l'armée ukrainienne avaient épuisé leurs missiles. Les pays de l'Otan tentent désormais de remplacer ces systèmes par du matériel occidental. Or, du fait des menaces de nouvelles frappes russes, une partie importante des équipements livrés par les Occidentaux doit être acheminée non pas sur le front, mais vers Kiev et d'autres villes importantes, afin d'assurer leur défense.

Côté russe, l'objectif est de détruire les systèmes anti-aériens ukrainiens qui défendent les soldats en première ligne et près du front, afin que l'aviation russe puisse revenir sur le champ de bataille. Aujourd'hui, cette aviation ne peut effectuer de frappes que depuis quelques dizaines de kilomètres du front, en tirant des missiles guidés, ou bien des munitions non guidées depuis quelques kilomètres et à basse altitude.

De même, l'armée ukrainienne peut essayer de réduire la densité des défenses anti-aériennes russes sur le front, dans la mesure où les autorités russes ne peuvent pas laisser Moscou et d'autres villes importantes sans défense. Ainsi, les premiers systèmes de défense à courte portée sont apparus dans la capitale russe et ses environs dès le mois de janvier – sans doute en réaction aux premières frappes ukrainiennes sur des cibles à l'intérieur du territoire de la Russie.

Pour assurer la défense de Moscou, d'autres villes et de sites militaires, des véhicules anti-aériens à courte portée Pantsir-S1 ont été déployés – ceux-là mêmes qui devaient défendre les soldats russes contre les frappes de drones et de missiles sur le front. —

Publié le 2 août

ROYAUME-UNI

L'étoile ternie de l'Eurostar

Depuis le Brexit et le Covid-19, l'entreprise ferroviaire a réduit le nombre de gares desservies. Ses objectifs semblent désormais se concentrer sur le continent, regrette ce journal britannique.



← Dessin de Tiounine paru dans Kommersant, Moscou.

—The Guardian, extraits (Londres)

Adieu Mickey. Tot ziens Amsterdam. Des ambitions originelles de l'Eurostar, il ne reste que des miettes. Aujourd'hui, même les gares où la liaison transfrontalière avait réussi à s'imposer sont rayées de sa carte. Le dernier train direct pour Disneyland Paris est parti en juin de la gare de Saint-Pancras. La ligne d'Amsterdam, si longtemps attendue et copieusement surfinancée, devrait être suspendue en raison de la rénovation de la gare néerlandaise, qui ne lui permettra plus de satisfaire aux exigences réglementaires imposées par le Brexit. La ligne directe vers la Méditerranée – qui arrivait à Marseille en passant par Lyon et Avignon – a cessé de fonctionner pendant la crise du Covid-19 et ne sera pas rouverte. Aujourd'hui, l'Eurostar ne dessert plus que six des treize gares qu'il reliait encore à l'été 2019.

L'entreprise, majoritairement contrôlée par la SNCF, parle toujours d'expansion et dit vouloir défendre les trains directs à partir de Londres. Mais après la fusion avec l'opérateur franco-belge Thalys, la croissance est à chercher du côté des connexions avec les réseaux belge et allemand.

Deux facteurs sont clairement responsables du déclin de l'Eurostar : le Covid et le Brexit. En 2020, la pandémie et l'interdiction des voyages transfrontaliers ont quasiment enterré le service. Puis la mise en œuvre du Brexit

a placé les gares dans l'impossibilité de répondre aux nouvelles obligations administratives et frontalières. Le surcroît de bureaucratie du Brexit a amputé d'un tiers la capacité d'accueil de Saint-Pancras, à Londres. Et dans le Kent, les gares Eurostar d'Ashford et d'Ebbsfleet ont été supprimées jusqu'à nouvel ordre.

Humiliation. Alors que le 23 juin marquait le septième anniversaire du vote sur la sortie de l'UE, il faut noter que l'ambivalence britannique à l'égard de l'Eurostar ne date pas d'hier. Le projet de tunnel sous la Manche, déjà envisagé par Napoléon Bonaparte, a toujours compté plus de partisans sur le continent qu'au Royaume-Uni. Alors que Margaret Thatcher plaidait pour une liaison routière, les Français ont réclamé une ligne ferroviaire à grande vitesse – de quoi humilier les Britanniques lorsque, en 1994, les premiers trains devaient ralentir et clopiner jusqu'à la gare de Waterloo sur des rails conventionnels.

Le gouvernement avait tout de même prévu d'investir dans des trains de nuit pour desservir des villes bien au-delà de Londres : Glasgow, Manchester et même Swansea [au pays de Galles] devaient avoir leur liaison directe avec Paris. Mais le tout nouveau tunnel sous la Manche a souffert des bouleversements alors en cours dans le rail britannique.

Tony Berkeley, membre travailliste de la Chambre des lords et ancien ingénieur à Eurotunnel, se souvient : «À l'époque, avec la

privatisation, plus personne ne savait vraiment qui était responsable des trains de nuit ou des Eurostar prévus au nord de Londres.»

En 2007, le Royaume-Uni est enfin passé à la très grande vitesse avec l'ouverture de la gare de Saint-Pancras, somptueusement rénovée – mais cela a eu un coût. Pour compenser cet investissement, le gouvernement a vendu en concession longue durée la ligne à grande vitesse HS1 à un consortium de fonds de pension. Cela a privé l'Eurostar de fonds publics garantis et augmenté les frais de péage ferroviaire, explique Tony Berkeley : «Faire rouler des trains à travers

le tunnel et sur le segment HS1 coûte incroyablement cher. C'est aberrant.»

La ligne n'a jamais été ouverte à la concurrence et les estimations de croissance se sont révélées trop optimistes : l'objectif de 10 millions de passagers par an n'a été atteint qu'en 2013 – un retard de quinze ans. En 2014, à la veille des élections législatives, le gouvernement conservateur s'est empressé de vendre ses 40 % de participation à des fonds de pension canadiens pour près de 888 millions d'euros. Et la SNCF s'est retrouvée seule aux commandes.

Cette opération a pu sembler bénéfique au Trésor britannique lorsque la pandémie a réduit le trafic à un train par jour dans chaque direction. En dépit de son engagement affiché pour la neutralité carbone, le gouvernement s'est ainsi exonéré de toute obligation envers un service désormais français, tout en renflouant ses lignes ferroviaires domestiques et en prêtant des millions aux compagnies aériennes.

De plus en plus endetté, Eurostar a survécu mais s'est replié sur ses segments les plus vitaux. Entre-temps, les voyages ont repris et la demande est soutenue, ainsi qu'en témoignent les prix des billets d'avion. Pourtant, Eurostar n'a pas été en mesure de revenir à son trafic d'avant 2020.

Au lieu d'ajouter des trains pour répondre à l'augmentation de la demande, Eurostar a dû faire face aux nouvelles contraintes réglementaires de la frontière et contrôler les passeports dans des files séparées – la procédure prend tellement de temps que l'entreprise ne peut plus faire embarquer tout le monde à temps et choisit délibérément de ne pas remplir certains trains.

“De la blague”. «C'est le Brexit, purement et simplement, conclut Mark Smith [blogueur spécialiste du voyage en train] pour résumer les problèmes d'Eurostar. Les horaires sont toujours réduits et ils ne mettent pas en vente toutes les places disponibles parce qu'ils ne veulent pas créer des files d'attente interminables à Saint-Pancras.» Alors que le péage ferroviaire du segment HS1 est «deux à trois fois plus élevé que sur le tronçon TGV français, et que sont venus s'ajouter les frais liés au retour de la frontière, on se retrouve aujourd'hui à payer près de 130 euros pour un Londres-Paris alors qu'un Paris-Milan coûte 29 euros.»

En dépit des difficultés, Eurostar continue d'afficher son optimisme. Pour l'heure, sa priorité est la fusion avec l'opérateur franco-belge Thalys, qui devrait lui permettre d'étendre son offre de destinations de Londres vers l'Allemagne.

«Tous leurs projets d'expansion, c'est de la blague, ils ne font que supprimer des dessertes, affirme pourtant l'historien Christian Wolmar. Ou bien considèrent-ils le Royaume-Uni comme une destination désormais secondaire par rapport au continent?»

C'est peut-être le cas. Après tout, en 2014, ce sont les Anglais qui ont décidé d'arrêter la ligne à Saint-Pancras plutôt que de la relier à la toute proche gare d'Euston et au tronçon HS2 [la deuxième ligne à grande vitesse du pays, actuellement en construction et minée par les contretemps]. Une façon de tuer une deuxième fois le rêve d'un train direct entre Paris et Manchester.

Du siège d'Eurostar, en Belgique, le réseau ferré européen, actuellement en plein renouveau, doit sembler bien plus attractif que la route semée d'embûches vers la perfide Albion.

—Gwyn Topham, publié le 23 juin



COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS "THE GUARDIAN"



france



—The Daily Telegraph,
extraits (Londres)

Deux pains, une salade, deux brioches, une plaquette de beurre, deux bouteilles de lait, de la soupe, du fromage, des biscuits, une tablette de chocolat, des œufs, du papier toilette..." Francis Lalane lit sa liste de courses à haute voix. Il est 11 heures du matin, et la supérette du Village landais, près de Dax, est en pleine effervescence avant le déjeuner. Les gens du coin arrivent deux par deux, récupèrent un petit chariot rouge à l'entrée puis se baladent entre les rayons d'un pas tranquille.

"On fait les courses chacun à notre tour, explique Francis avant de s'approcher du frigo avec assurance, sa voisine Véronique juste derrière lui. Vous voyez, on a notre chariot, notre liste, et voilà."

"Il faut sortir." Le soleil de février nous parvient du square en face. Le village est paisible, et seules la musique provenant du restaurant d'à côté et la légère agitation de la supérette viennent troubler son calme. Dans les rayons, on retrouve tous les produits essentiels, et quelques petits plaisirs, des caisses de pommes aux fromages affinés, en passant par des pots de crème caramel. Au mur, un tableau noir annonce aux gourmands que des brownies sont disponibles

Société. Le village aux mémoires fragiles

Série d'été. Dans les Landes, un village presque comme les autres accueille des patients atteints de la maladie d'Alzheimer. Loin du modèle des maisons de retraite, le lieu permet aux résidents de préserver liberté et autonomie.

aujourd'hui. Du bouillon cube, des prunes et des éponges ont été commandés et arriveront la semaine prochaine.

Ce genre de scène a lieu tous les jours partout en France. Mais à y regarder de plus près, il y a plusieurs différences majeures. Il n'y a pas de caisse, personne ne se dépêche de faire ses courses avant d'aller à une réunion ou de chercher les enfants, et la clientèle est, dans sa grande majorité, plutôt âgée. Autre détail d'importance, chaque personne âgée est accompagnée de quelqu'un d'un peu plus jeune lui servant de guide dans les rayons. Cela ne saute pas aux yeux, mais chaque habitant de ce village est atteint de la maladie d'Alzheimer.

C'est le genre d'activité qui paraît anodine tant que le quotidien va de soi. Aller à la supérette n'a rien d'exceptionnel, être privé de ce genre de routine, quand on est atteint d'Alzheimer, c'est voir son univers rétrécir de manière soudaine et irréversible.

"Chaque matin, les résidents des maisons viennent systématiquement faire leurs courses", explique Mathilde Charon-Burnel, responsable de la communication du village, construit comme une sorte de

paradis utopique pour les malades d'Alzheimer. D'abord envisagé comme un projet expérimental, il représente une alternative aux maisons de retraite traditionnelles, plus proche d'un village de vacances ou d'un quartier

résidentiel. Chaque élément a été pensé en fonction des besoins des malades.

Aller à la supérette permet aux résidents de faire le point sur leur état actuel. Cela les ramène aussi à leur ancienne vie, lorsqu'ils décidaient de leur emploi du temps et de leurs menus.

"C'est simple, déclare Francis tandis que Véronique et lui sortent de la supérette et vont prendre un café dans le restaurant d'en face, rester dans sa chambre toute la journée, ce n'est pas vraiment ce que j'appelle vivre sa vie. Il faut sortir. Je sors régulièrement. J'ai la chance de ne pas être touché trop sévèrement par la maladie. J'ai gardé certaines facultés que j'avais dans mon ancienne vie, quand je travaillais, car j'étais responsable d'une entreprise plutôt importante. Je suis venu ici car je ne pouvais plus vivre seul."

Francis a 72 ans. Lors de notre première rencontre, je ne suis pas sûr de savoir s'il est résident ou bénévole. Il a l'air alerte et sûr de lui, ses yeux pétillent et son énergie est communicative. Sa maladie n'a pas l'air de le déranger. Ce n'est qu'au bout d'une demi-heure de conversation que je parviens à déceler les signes de la maladie, qui progresse inexorablement.

"Pour certains, c'est plus compliqué, m'explique-t-il en m'offrant un nougat. L'autonomie qu'on nous offre ici nous permet d'exister. C'est important. La situation est simple : je suis résident, et je suis malade. Ce n'est pas trop grave pour l'instant, mais je sais que ça fait un moment." Pour Francis, vivre ici, c'est "retrouver un semblant de normalité".

Quand on est atteint de la maladie d'Alzheimer, les concepts de normalité, d'autonomie ou de liberté peuvent sembler lointains, mais ce sont pourtant les fondations sur lesquelles est construit le Village landais.

L'idée du Village landais a germé dans l'esprit d'Henri Emmanuelli, qui avait entendu parler de villages expérimentaux pour les malades d'Alzheimer aux Pays-Bas. L'ancien député [socialiste] des Landes - décédé en 2017, trois ans avant que le Village landais voie le jour - avait grandi dans la pauvreté, et son handicap [il lui manquait un doigt] l'avait sensibilisé aux problèmes



☞ Au Village landais, près de Dax, en septembre 2020.

Photos Philippe Lopez/AFP



En juin 2020, le Village landais a ouvert ses portes à 120 résidents, tous à des stades différents de la maladie. Son succès a été si fulgurant que certaines personnes ont demandé la nationalité française pour pouvoir y vivre.

Le principe est simple : permettre aux résidents de conserver leur autonomie dans un cadre paisible mais stimulant, rassurant sans être médicalisé, pour avoir une chance d'atténuer leurs symptômes, ou tout du moins d'améliorer leur qualité de vie.

Gaëlle Marie-Bailleul est la médecin coordinatrice et référente du village et spécialiste en psychogériatrie. Selon elle, les résultats sont pour l'instant très encourageants : *“Ce que veulent les familles, ce que tout le monde veut, c'est soulager le quotidien [des malades], améliorer leur qualité de vie, le tout en limitant le recours aux médicaments.”*

Quelques semaines seulement après l'ouverture du village, les familles des malades ont remarqué des progrès considérables de l'humeur et des capacités de communication de leurs proches. *“Nous avons pu réduire la prise de médicaments contre l'anxiété et la dépression chez beaucoup de patients, affirme Gaëlle Marie-Bailleul. Parce qu'ils se sentent mieux. Ils se sentent moins perdus. Ils subissent moins de pression d'un monde extérieur qu'ils n'arrivent pas à appréhender.”*

Ce modèle peut-il selon elle être reproduit partout ? *“Oui, il suffit de l'adapter à la culture locale.”*

Une journée au Village landais coûte 65,42 euros, soit environ 2000 euros par mois. Pour ce prix, les résidents bénéficient d'une alimentation saine, d'un logement confortable et bien pensé, d'une offre d'activités variée, de l'accès à une bibliothèque et à un cinéma, d'un charmant jardin pour se promener, d'un potager où jardiner, avec un âne et des poules à nourrir, mais également d'une assistance médicale et psychologique disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les conditions d'admission sont simples : il suffit d'être atteint d'Alzheimer mais d'avoir conservé une certaine mobilité (il faut pouvoir se déplacer un minimum pour profiter pleinement du village).

Les tarifs sont adaptés en fonction des revenus, et favorisent

les patients qui ne peuvent pas se permettre des soins privés coûteux. Les moins aisés ne paient que 250 euros par mois.

Le personnel assure une présence rassurante, discrète mais constante. Contrairement à beaucoup d'établissements médicaux, l'encadrement est très peu visible : il n'y a pas de chef en vue, les médecins ne portent pas de blouse blanche, personne n'a d'uniforme ou d'étiquette indiquant sa fonction. *“Cela montre que porter une blouse ne vous rend pas plus important que les autres”, explique Mathilde Charon-Burnel. L'idée est de “supprimer tout ce qui pourrait faire penser à un hôpital. Même les logements n'ont rien de médicalisé. Si on a besoin d'un équipement spécifique, nous l'emportons avec nous.”*

Les malades finissent-ils forcément leurs jours à l'hôpital ? Peuvent-ils rester au Village

“L'autonomie qu'on nous offre ici nous permet d'exister. C'est important.”

Francis Lalane, MALADE D'ALZHEIMER

landais s'ils le souhaitent ? *“Ils sont les bienvenus ici jusqu'à la fin. Ils sont ici chez eux, et la plupart des gens veulent mourir chez eux, et non à l'hôpital.”*

Francis me conduit chez lui, dans l'une des 16 maisons du village, qu'il partage avec 11 autres résidents. Chaque centimètre carré a été conçu en fonction des besoins des malades d'Alzheimer. De plain-pied, la maison est lumineuse, accueillante et décorée avec simplicité, avec des pièces communes ouvertes pour éviter de se sentir à l'étroit. Le mobilier est fonctionnel mais élégant. L'ambiance n'a rien de médical ni de triste. Chaque chambre à coucher a sa propre salle de bains privative remplie des effets personnels des résidents.

Alors que nous passons la porte, nous sommes suivis par Frédéric, qui faisait la sieste dans un fauteuil. Par ce beau temps, il doit avoir envie d'aller se promener. Il ne prévient personne, ne demande pas la permission : même si son pas n'est pas très assuré, il sort simplement de la maison. Je me tourne vers Mathilde Charon-Burnel et lui demande si on ne

devrait pas prévenir quelqu'un. Un soignant lui emboîte vite le pas une veste à la main, l'aide à l'enfiler, puis le laisse poursuivre sa promenade. *“Nous sommes attentifs aux résidents, explique-t-elle. Si je n'avais pas remarqué qu'il sortait sans sa veste, quelqu'un d'autre s'en serait aperçu.”*

Ambiance paisible. Cette liberté de mouvement fait partie intégrante de la philosophie du village. Une promenade peut changer la tonalité de la journée tout entière de Frédéric. Sur le long terme, cette sortie quotidienne pourrait même aider à ralentir la progression de sa maladie. Ne risque-t-il pas de tomber ? *“La liberté implique certains risques, admet Mathilde Charon-Burnel. La question est de savoir si une vie sans risques vaut la peine d'être vécue.”*

À mesure que la maladie progresse, le champ visuel des patients a tendance à se rétrécir. Ils finissent souvent par perdre leur vision périphérique, ce qui peut les conduire à marcher en ligne droite, ou à tourner en rond, et à se perdre plus facilement.

On évoque souvent la tristesse et l'anxiété que dégagent parfois les maisons de retraite. Pour avoir marché dans le Village landais, je dirais qu'ici c'est exactement l'inverse. L'ambiance est extrêmement paisible.

C'est l'heure du déjeuner et, au restaurant, les villageois qui reçoivent une visite de leur famille partagent un repas : couscous au poulet suivi d'une tarte au citron.

Non loin de là, le salon de coiffure de Nathalie Lagauzère semble tout droit sorti du *Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*. Un vieux tourne-disque joue de l'accordéon, les

murs sont recouverts d'œuvres d'art colorées. Assis, les clients bavardent ou profitent de la musique en attendant leur tour. Jean-Philippe Cougrand vient ici lorsqu'il a besoin de se remonter le moral. Il a 63 ans et vit ici depuis dix mois.

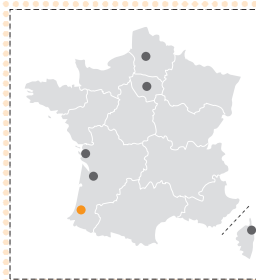
“On l'a diagnostiqué à 57 ans”, explique Maria, sa femme, venue de Bordeaux pour lui rendre visite. “Je lui ai laissé le choix. Jean-Philippe est jeune, il a encore plusieurs années devant lui, mais il lui faut des activités adaptées à sa maladie. Alors un jour je lui ai parlé de cet endroit. Il a dit : ‘OK, quand est-ce qu'on emménage, toi et moi ?’ J'ai dû lui expliquer qu'il irait seul, et il a refusé. Ensuite, une semaine plus tard, il m'a dit qu'il était d'accord.”

Une semaine sur deux, Maria, 64 ans, fait deux heures de trajet en voiture pour le voir, et reste deux à quatre nuits sur place. Leurs filles, âgées de 29 et 30 ans, ont d'abord été bouleversées de le savoir si loin. *“L'important, ce n'est pas notre confort, c'est le sien, affirme Maria. C'est son quotidien à lui. Je n'ai aucun regret. Et maintenant, elles aussi sont convaincues.”*

Nathalie commence à laver les cheveux de Jean-Philippe. *“Moi aussi, quand je viens ici, ça me fait du bien, affirme Maria, très émue. Les gens sont si gentils. Aussi bien les bénévoles, la coiffeuse que les infirmières. Après quelques jours ici, j'en ressens aussi les bienfaits.”*

Vivre ici a réussi à son mari, confie-t-elle. La maladie a gagné du terrain, mais il a l'air très heureux, ça ne fait aucun doute. *“On ne peut pas lutter contre cette maladie, explique-t-elle, on peut seulement l'accompagner.”*

—Eleanor Steafel, publié le 21 mai



●●● Tout l'été, *Courrier international* vous invite à suivre la presse étrangère dans les villes et les régions françaises. Un tour de France qui va de Paris à Bastia, en passant par la Loire, la Charente, les Landes, la région lyonnaise...

Redécouvrez la France vue par la presse américaine, hongkongaise, allemande, espagnole et britannique.

Dans le prochain numéro : Le couvent de la Tourette, œuvre spirituelle et lumineuse du Corbusier.



asie

Afghanistan. Pékin joue les médiateurs

Deux ans après le retrait américain, la Chine esquisse un plan de sécurité tripartite avec l'Afghanistan et le Pakistan dont elle aimerait récolter les fruits. Elle prévoit dans un second temps des investissements sur cette terre riche en ressources au cœur des routes de la soie.

—The New Arab (Londres)

Forte de sa médiation réussie entre l'Iran et l'Arabie saoudite en mars dernier, la Chine tourne à présent son regard vers d'autres zones de tensions internationales. Pékin multiplie ses efforts pour aider l'Afghanistan à sortir de son isolement sur la scène internationale, et se pose en garant de la politique étrangère de Kaboul.

En visite début mai à Islamabad, le ministre des Affaires étrangères chinois, Qin Gang [relevé de ses fonctions en juillet], a participé à un dialogue trilatéral avec ses homologues afghan par intérim, Amir Khan Muttaqi, et pakistanais, Bilawal Bhutto Zardari.

La situation en Afghanistan reste très incertaine sur le plan sécuritaire, alors que des combattants vont et viennent dans les zones frontalières. L'année passée a ainsi été marquée par de nombreuses frictions entre Kaboul et Islamabad en raison d'attaques menées par le Tehreek-e-Taliban (TTP) au Pakistan. Près de 150 attaques de cette organisation – interdite au Pakistan – ont été recensées pour la seule année 2022. Si elle n'est pas contenue, cette menace terroriste pourrait faire tache d'huile.

Depuis 2019, [année où les États-Unis ont entamé le dialogue avec les talibans à Doha], Pékin a été impliqué dans le processus de paix, mais seulement en tant que facilitateur dans le cadre de discussions multilatérales avec les États-Unis, la Russie et le Pakistan. Aujourd'hui,

pourtant, le régime de Pékin se pose comme médiateur principal et négocie un accord de sécurité trilatéral viable entre Kaboul et Islamabad.

La Chine semble en effet préparer un mécanisme de contre-terrorisme avec les deux voisins afin d'assurer une sécurité durable. Le Pakistan et l'Afghanistan se sont dit tous deux prêts à poursuivre un dialogue sur l'Initiative de sécurité mondiale (GSI) ainsi que l'Initiative pour le développement mondial [montrant ainsi leur volonté d'insérer leurs efforts dans ce cadre stratégique dessiné par Pékin en 2023].

La Chine a apporté son soutien à la reconstruction et au développement économique afghans.

Grâce à ce mécanisme tripartite, fait de communication stratégique et de coordination politique, la Chine espère ramener la paix dans la région. Et comme l'a déclaré Qin Gang, la lutte contre le terrorisme ne saurait souffrir le "deux poids, deux mesures" [ce qui implique des efforts de toutes les parties prenantes].

Ayant exprimé son espoir que Kaboul et Islamabad veillent par la même occasion à renforcer la sécurité des personnels, institutions et travailleurs chinois établis dans leurs pays respectifs, le ministre a ensuite évoqué



d'autres conflits régionaux majeurs, notamment la question du Cachemire ainsi que les nouvelles alliances régionales. Mais, selon Zubair Faisal Abbasi, spécialiste des politiques de développement à Islamabad, la Chine s'intéresse à l'Afghanistan pour deux raisons. "Cela tient d'abord à des raisons internes à la Chine, qui, en tant que superpuissance régionale, cherche à contribuer à la paix et à la sécurité. Ensuite, Pékin trouve là l'occasion d'accroître sa puissance économique en jouant un rôle dans l'exploitation des ressources naturelles et la construction d'infrastructures, analyse-t-il. "L'Afghanistan offre cette occasion à la Chine de travailler à stabiliser le pays en collaboration avec des puissances régionales comme le Pakistan et l'Iran."

L'ambassade de Chine est l'une des rares représentations étrangères à n'avoir pas fermé durant la reconquête chaotique de Kaboul par les talibans [en août 2021]. La Chine a ensuite apporté son soutien à la reconstruction et

au développement économique afghans après le départ des troupes américaines.

Souhait de modernité. Depuis leur retour au pouvoir, les talibans sont vivement critiqués par la communauté internationale en raison de leur politique d'oppression qui interdit aux femmes l'accès à un travail ou à l'éducation. Alors que le régime taliban n'a été reconnu par aucune nation du monde, la Chine est désireuse de s'impliquer dans des relations avec lui afin de trouver une solution à long terme.

Dans un document en 11 points établissant sa position sur la question afghane et publié en avril, Pékin a précisé les raisons de son ferme soutien à la reconstruction de l'Afghanistan dévasté par la guerre.

D'après Geng Shuang, représentant permanent adjoint de la Chine auprès des Nations unies, Pékin souhaite lever

les inquiétudes de la communauté internationale et espère convaincre les talibans de "pratiquer une gouvernance modérée" et de former "un gouvernement inclusif". On ignore toutefois encore par quels moyens la Chine compte persuader les talibans d'accepter d'autres factions politiques, d'offrir un environnement domestique où les femmes jouiraient de plus de droits et d'adopter une approche plus tolérante à l'égard d'autres minorités ethniques. [Les talibans avaient fait des déclarations au moment de la signature des accords de Doha, en février 2020, mais ils les ont largement reniées depuis.]

"La Chine ne cesse de rappeler aux talibans qu'elle souhaite un gouvernement plus moderne en Afghanistan avant d'y lancer des investissements massifs, explique Torek Farhadi, analyste financier établi à Genève. Les talibans ne peuvent pas former un gouvernement inclusif parce qu'ils ne font pas confiance aux non-talibans, extérieurs à leur groupe. Ils ne peuvent pas non plus moderniser le gouvernement puisque cela va à l'encontre même de leur idéologie. Les Chinois vont donc attendre. Ils estiment que l'Afghanistan ne va pas disparaître et que le régime n'a pas d'autre choix que d'évoluer."

Quoi qu'il en soit, il est essentiel pour la Chine de résoudre le casse-tête afghan pour affirmer son statut de puissance mondiale, du fait que le pays se trouve sur un point stratégique de son projet des nouvelles routes de la soie. La Chine ne peut laisser cette enclave montagneuse et centrale devenir une zone de conflit éternel.

Pékin a lourdement investi au Pakistan et projette de faire de même en Afghanistan, mais les problèmes de sécurité l'ont privée de plusieurs occasions majeures.

Si ses efforts avec le régime taliban portent leurs fruits, la Chine pourra non seulement prolonger le Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), mais aussi établir une présence solide dans cette région hautement stratégique. [Kaboul a rejoint le CPEC à la fin du mois de mai.]

"La Chine a fait preuve de beaucoup de patience à l'égard de l'Afghanistan. Avec le départ des Américains, elle va miser sur une reconexion graduelle par le rail

↳ Dessin de Falco, Cuba.

Repères

Deux ans sous les talibans

●●● Le 15 août 2021, les talibans s'emparent de Kaboul sans rencontrer aucune résistance. Le président de l'époque, Ashraf Ghani, fuit à l'étranger. Dans les semaines qui suivent, les nouveaux maîtres du pays imposent leurs lois. Elles visent d'abord et surtout les femmes : dès le 18 septembre, la rentrée des classes se fait sans les filles. En décembre 2022, l'université leur est aussi interdite. Le 4 juillet 2023, les talibans annoncent que les salons de beauté seront fermés. Des milliers d'Afghanes se retrouvent privées de tout moyen de subsistance, dans un pays qui s'est enfoncé dans la pauvreté et la famine. Ainsi, en janvier 2023, plus d'une centaine de personnes meurent en moins de quinze jours, sous des températures glaciales, alors que la défiance et l'extrémisme des talibans mettent à mal l'acheminement de l'aide humanitaire.

avec l'Iran et le Moyen-Orient, en passant par l'Afghanistan, explique Farhadi. La Chine est désireuse [également] d'intégrer l'Afghanistan au CPEC et a le projet de connecter le pays à sa branche d'Asie centrale des nouvelles routes de la soie. Elle s'intéresse aussi aux réserves de lithium, de cuivre et de terres rares, mais pour des investissements massifs elle préférerait que les talibans ne gouvernent pas seuls."

Lors de son passage à Islamabad, le ministre des Affaires étrangères chinois a également participé au quatrième cycle du dialogue stratégique sino-pakistanaï avec son homologue, Bhutto Zardari. Dans une déclaration commune, les

deux parties sont convenues de poursuivre le développement du CPEC et de rétablir les consultations à tous les niveaux institutionnels après la pandémie.

Instabilité. "La récente rencontre tripartite entre la Chine, le Pakistan et l'Afghanistan ne changera rien tant que les talibans ne feront pas d'efforts sur l'éducation des femmes ou l'accueil de groupes terroristes comme le TTP ou d'autres successeurs d'Al-Qaida", estime Zeeshan Shah, analyste de la Financial Industry Regulatory Authority (Finra), à Washington. Il ajoute : "Les problèmes de sécurité au Pakistan empêchent la Chine de rentabiliser le CPEC, notamment d'y installer des industries d'exportation dans les zones délimitées par le couloir économique."

D'autres projets stagnent en raison de l'instabilité de l'Afghanistan, comme l'exploitation des mines de cuivre de Mes Aynak ou du bassin pétrolier de l'Amou-Daria. Ces dix dernières années, Pékin a dû renoncer à de nombreux investissements importants à cause de cette situation.

Enfin, il y a les ressources minières, considérables en Afghanistan. "Selon les estimations faites pendant que les forces américaines étaient présentes dans le pays, le sous-sol afghan contient des milliards et des milliards de dollars de richesses minières", explique Shah. "Les prophéties n'ont jamais cessé sur le fait que la Chine prendrait la relève en Afghanistan après le départ des Américains pour signer des contrats exclusifs et exploiter les richesses minières."

L'instabilité de la situation a pourtant empêché la Chine de participer à divers projets importants, tels que ceux des gazoducs du Tapi (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde, en discussion depuis des années), la ligne électrique CASA-1000 (reliant Kirghizistan, Tadjikistan, Afghanistan et Pakistan), abandonnée par la Banque mondiale, le chemin de fer reliant l'Ouzbékistan au Pakistan et l'extension du Corridor économique Chine-Pakistan à l'Afghanistan.

La stabilisation de l'Afghanistan pourrait changer la donne et permettre le décollage économique de toute la région.

—Sabana Siddiqui, publié le 17 mai

L'amère déception du voisin pakistanais

Islamabad perd patience : depuis le retour des talibans au pouvoir en Afghanistan, le Pakistan connaît une recrudescence d'attaques terroristes.



Les relations entre Kaboul et Islamabad se sont considérablement détériorées depuis l'arrivée au pouvoir des talibans en Afghanistan. Pourtant, dès le lendemain de la prise de Kaboul par ses nouveaux maîtres, le 15 août 2021, le Premier ministre pakistanais de l'époque, Imran Khan [arrêté le 5 août pour corruption], avait félicité l'Afghanistan d'avoir brisé les "chaînes de l'esclavage".

Désormais, le ton a radicalement changé. "Le Pakistan a mis en garde les autorités talibanes à Kaboul à propos des conséquences des attaques conduites par le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) [les talibans pakistanais] depuis l'autre côté de la frontière", écrivait le quotidien pakistanais Dawn, à la fin du mois de juillet. Il s'agit de la "dernière indication de tensions croissantes dans les relations entre le Pakistan et l'Afghanistan".

Le ministre de la Défense pakistanais, Khawaja Asif, a regretté que "les terroristes qui font couler le sang des Pakistanais trouvent refuge sur le sol afghan" et a averti que

le "pays emploierait toutes les ressources et mesures possibles" pour y répondre.

Le Pakistan connaît en effet, depuis le retour des talibans afghans, une recrudescence des attaques sur son sol. Le TTP, un groupe différent mais qui promeut une idéologie proche de celle des talibans afghans, a été galvanisé par le retour de ces derniers. Et les attaques ont repris de plus belle, après l'échec du cessez-le-feu entre le TTP et le gouvernement pakistanais, en novembre 2022.

"Plusieurs séries de pourparlers avec des responsables talibans n'ont également abouti à aucun résultat" et la "patience d'Islamabad est à bout", juge Dawn.

Des décennies durant, New Delhi a accusé Islamabad de faire exactement la même chose, c'est-à-dire de servir de base arrière aux terroristes visant l'Inde, souligne The Print.

Après avoir soutenu les talibans contre les Américains et contre les gouvernements élus en Afghanistan durant les vingt

précédentes années, le Pakistan pensait que son moment était venu, ajoute le site d'information en ligne indien, non sans ironie.

Mais son refus de chasser les terroristes de son territoire, sa croyance qu'il pourrait "ouvrir et fermer le robinet pour les bons et mauvais terroristes - les bons, vraisemblablement, étant ceux qui ciblaient l'Inde", reviennent hanter le Pakistan.

Alors que les relations entre le gouvernement taliban à Kaboul et Islamabad se dégradent, une autre question se pose : "Quelles sont les conséquences sur les liens entre Delhi et Kaboul?" interroge The Print.

De fait, l'Inde resserre ses liens avec l'Afghanistan, longtemps considéré comme faisant partie de la sphère d'influence du rival pakistanais, indique Nikkei Asia : "L'Inde renforce son soft power en Afghanistan en tant que fournisseur crucial d'aide humanitaire, en passant par l'Iran [pour l'acheminement] et en mettant à l'écart le Pakistan, autrefois indispensable."

Cela met en évidence les efforts entrepris par New Delhi pour établir des relations positives avec l'émirat islamique d'Afghanistan, sans pour autant reconnaître formellement le régime. "L'Inde a rétabli sa présence diplomatique mi-2022 en déployant une 'équipe technique' dans la capitale afghane", poursuit Nikkei Asia. La région est beaucoup trop importante pour que New Delhi la laisse à l'abandon.

—Courrier international



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

En Afghanistan, la Chine doit faire face au terrorisme. L'État islamique au Khorasan multiplie les attentats, qui prennent pour cible toute présence étrangère acceptée par le pouvoir taliban. Une situation qui freine la diplomatie et les projets économiques de Pékin dans la région, relate Asia Sentinel.





amériques

États-Unis. Le complot de Trump contre l'Amérique

La troisième inculpation de l'ancien président américain est la plus cruciale. Accusé d'avoir "comploté" pour rester au pouvoir, Trump a remis en cause le cœur du système démocratique. Mais sa condamnation est tout sauf garantie.



—The New York Times, extraits (New York)

Au cours de sa longue histoire, la Maison-Blanche a certainement eu son lot de scandale et de perfidie, de présidents trompant aussi bien leur femme que le contribuable, ou abusant de leur pouvoir et de la confiance des électeurs.

Mais jamais depuis deux cent trente-six ans – depuis cette journée où les pères fondateurs sont sortis de l'Independence Hall, à Philadelphie – jamais un président défait dans les urnes n'avait été accusé d'avoir comploté pour s'accrocher au pouvoir en usant de mensonges et d'intimidations qui ont conduit à des actes de violence dans l'enceinte du Congrès.

Si l'inculpation de Donald Trump annoncée mardi 1^{er} août est si particulière, ce n'est pas parce que c'est la première fois qu'un président américain est formellement accusé d'un crime, ni même la seconde – Trump

détient déjà ces deux records. Sans minimiser la gravité de ces deux précédents – l'achat du silence de l'actrice Stephanie Clifford [Stormy Daniels, avec qui il aurait eu une relation extraconjugale en 2006] et l'affaire des documents classés [en quittant la Maison-Blanche, il aurait illégalement emporté avec lui des boîtes de documents confidentiels] –, cette inculpation (la troisième en moins de quatre mois) va droit au cœur du problème. Et de son issue dépend l'avenir de la démocratie américaine.

Atmosphère de soupçon. Car ce qui se joue dans cette affaire opposant les États-Unis d'Amérique au citoyen Donald J. Trump [qui plaide non coupable], c'est la viabilité même du système de gouvernement imaginé à l'été 1787 à Philadelphie. Un président en poste peut-il impunément répandre des mensonges et tenter d'user de l'autorité de l'État pour contrevir à la volonté du peuple?

La question aurait été inconcevable il y a seulement quelques années. Mais, avec Donald Trump, il devient nécessaire d'envisager des scénarios qu'on associe plus communément aux pays marqués par les coups d'État, les juntes militaires et les dictateurs.

Concrètement, le procureur spécial chargé de l'affaire, Jack Smith, accuse l'ex-président d'avoir organisé l'une des plus grandes escroqueries de l'histoire des États-Unis, un projet "nourri par le mensonge" et motivé par le plus vil motif : la soif de pouvoir. Dans les quarante-cinq pages du document détaillant les quatre chefs d'inculpation, Jack Smith écarte d'emblée l'hypothèse selon laquelle Donald Trump a sincèrement cru aux fraudes électorales qu'il a dénoncées. "L'accusé savait que ces allégations étaient fausses", indique le procureur, mais il les a relayées "dans le but de créer une atmosphère de soupçon et d'intense animosité pour saper la confiance du public dans l'organisation de l'élection".

Aux yeux des pères fondateurs, la transition pacifique du pouvoir était un pilier du nouveau système politique qu'ils concevaient. Il s'agissait d'une idée tout à fait nouvelle, à une époque où la plupart des rois et empereurs ne renonçaient au pouvoir qu'à leur mort ou contraints par les armes. Les fondateurs de la jeune république américaine, eux, placèrent des limites au pouvoir avec l'instauration d'un mandat présidentiel de quatre ans, renouvelable uniquement avec l'aval des électeurs et du collège des grands électeurs.

George Washington créa un précédent en se retirant volontairement au terme de son second mandat, et cette limite fut ensuite incorporée à la Constitution dans

Donald Trump est parvenu à miner la confiance des Américains dans leur système électoral.

son 22^e amendement. John Adams inaugura [en 1801] la tradition de se retirer pacifiquement du pouvoir après avoir perdu une élection. Depuis, tous les présidents américains se sont soumis au verdict des urnes même lorsqu'il leur était contraire. Jusqu'à l'arrivée de Donald Trump.

S'il n'a pas réussi à garder le pouvoir, Trump est néanmoins parvenu à miner la confiance des Américains dans leur système électoral et à convaincre près d'un tiers d'entre eux que la victoire lui a, d'une manière ou d'une autre, été volée en 2020.

Sa comparaison devant un tribunal ne permettra pas de restaurer cette confiance. Plusieurs millions de ses partisans, dont bon nombre de dirigeants républicains, adhèrent à son discours de victimisation. Voilà des mois que Donald Trump les prépare à de potentielles mises en examen et leur enjoint de ne pas croire un mot de ce que disent les procureurs. "Pourquoi n'ont-ils pas fait ça il y a deux ans et demi? demande à présent l'ancien président sur son réseau social. Pourquoi avoir attendu si longtemps? Parce qu'ils voulaient que cela arrive en plein milieu de ma campagne. C'est un abus judiciaire!"

En bonne position. Son équipe de campagne est allée encore plus loin dans un communiqué, en assimilant les procureurs à des fascistes et à des communistes. "Ces persécutions sans aucun fondement à l'encontre du président Trump et de ses soutiens rappellent les pratiques de l'Allemagne nazie dans les années 1930, de l'ex-Union soviétique et d'autres régimes autoritaires ou dictatoriaux."

Contrairement à ce que beaucoup prédisaient, ses deux dernières mises en examen n'ont fait que renforcer l'aura du milliardaire auprès de ses électeurs, le plaçant en bonne position dans la course à l'investiture républicaine.

Mais c'est une tout autre épreuve qui attend Donald Trump face au tribunal, d'autant plus que les jurés sont sélectionnés parmi les habitants de Washington, une ville à tendance démocrate où il n'a recueilli que 5 % des voix en 2020. L'ex-président pourrait donc tenter de repousser son procès après l'élection de 2024, dans l'espoir de réussir à court-circuiter les poursuites, voire

↳ Dessin de **PX Molina**,
Nicaragua.

de se gracier lui-même en cas de retour à la Maison-Blanche.

Les principaux faits qui lui sont reprochés ne sont pas contestables. À l'époque, Donald Trump avait lui-même annoncé publiquement, avec une stupéfiante franchise, son intention de renverser les résultats de l'élection. Reste néanmoins à savoir si ces faits constituent véritablement des crimes, comme l'affirme le grand jury fédéral au terme de l'enquête menée par Jack Smith.

Justice des vainqueurs. Selon ses défenseurs, c'est en effet en toute bonne foi que Donald Trump a contesté les résultats de l'élection dans plusieurs États, et l'ancien président n'aurait fait qu'exploiter les recours à sa disposition, de manière totalement légale et légitime – une opinion partagée par 74 % des républicains d'après un récent sondage réalisé par le *New York Times* et le Siena College. À les entendre, Jack Smith chercherait à criminaliser un conflit politique, dans un exemple criant de justice des vainqueurs – le gouvernement Biden s'efforçant de punir son ennemi défait.

Pourtant, comme le démontre méthodiquement l'acte d'accusation, Donald Trump a été informé à de multiples reprises par ses propres conseillers, ses alliés et des membres de son gouvernement du caractère mensonger de ses accusations de fraude. Ce qui ne l'a pas empêché de maintenir sa version des faits, répétant parfois ses calomnies à peine quelques heures plus tard.

D'après Jack Smith, c'est bien l'ex-président qui a tenté de frauder les États-Unis par des affirmations dont il savait pertinemment qu'elles étaient fausses. L'intéressé dénoncera en retour une manœuvre politique et soutiendra qu'il doit être réélu l'an prochain. Et à l'heure actuelle, il peut encore compter sur le soutien de plusieurs millions d'Américains.

Les systèmes électoral et judiciaire vont maintenant s'engager dans une course de quinze mois pour déterminer qui scellera le sort du milliardaire – et des États-Unis. Le véritable verdict sur la présidence Trump n'est pas encore rendu.

— **Peter Baker**,
publié le 1^{er} août

Contexte

Un second mandat serait bien pire

●●● Malgré ses démêlés judiciaires, Donald Trump pourrait bien décrocher un second bail à la Maison-Blanche. L'ancien président est plus que jamais le favori de la course à l'investiture républicaine : selon un sondage publié le 31 juillet par **The New York Times**, il dispose de 37 points d'avance sur son rival le plus proche, le gouverneur de Floride, Ron DeSantis, dont la campagne est en difficulté. Et les démocrates ont de quoi s'inquiéter en cas de nouveau duel avec Joe Biden. Les deux candidats sont au coude-à-coude dans ce même sondage, avec 43 % des intentions de vote chacun. Lors d'un déjeuner, fin juin, l'ancien président démocrate Barack Obama aurait d'ailleurs mis en garde Biden, selon **The Washington Post**, et se serait notamment inquiété de voir son camp sous-estimer les atouts de Trump. Ce dernier établirait des plans drastiques pour un éventuel retour aux affaires. "*Donald Trump et son entourage projettent d'accroître considérablement le pouvoir présidentiel sur la machine étatique*", a rapporté le *New York Times*. L'objectif serait de "*changer l'équilibre du pouvoir en renforçant l'autorité du président sur tous les organes de l'État fédéral qui sont aujourd'hui relativement à l'abri d'une ingérence politique de la Maison-Blanche*", affirme le journal de centre gauche. Des agences indépendantes

se verraient soumises au contrôle direct du président, qui compte aussi faciliter le licenciement des fonctionnaires "*afin de les remplacer plus facilement s'il juge qu'ils font obstacle à son programme*".

Trump et ses conseillers ne cachent pas leurs intentions : "*Nous démolirons l'État profond, a déclaré Donald Trump, en juin, lors d'un meeting. Nous expulserons les va-t-en-guerre de nos autorités fédérales. Nous évincerons les chantres de la mondialisation. Nous bannirons les communistes, les marxistes et les fascistes. Et nous renverserons cette classe politique dégoûtante qui n'éprouve que de la haine pour notre pays.*"

À la une



"COMLOT POUR ESCROQUER LES ÉTATS-UNIS", titrait, le 2 août, le tabloïd de droite **New York Post**, l'un des titres de l'empire médiatique de Rupert Murdoch. Ces mots, correspondant au premier chef d'accusation, occupent toute la une.



"CRIMES CONTRE LA DÉMOCRATIE", a choisi l'autre grand tabloïd new-yorkais, situé à gauche, le **New York Daily News**.

Des accusations abusives et contre-productives

Pour les médias conservateurs américains, cette inculpation risque de rassembler un peu plus les électeurs républicains autour de l'ex-président.

Encore une inculpation troublante contre Trump", titrait **The Wall Street Journal**, réagissant à la mise en accusation "hors normes" de l'ex-président, le 1^{er} août. "*Le comportement de Donald Trump après l'élection de 2020 était malhonnête et destructeur [...] mais était-il criminel?*" s'interroge le quotidien dans son éditorial.

Certainement pas, selon la **National Review**, autre voix conservatrice. Ses actions justifiaient un *impeachment* par le Congrès, juge la revue, mais ne constituent pas un crime. Pour condamner au pénal, il faut "*prouver, hors de tout doute raisonnable, non seulement que la personne a commis des actes formellement défendus, mais aussi qu'elle l'a fait en sachant que c'était illégal. Or il n'est même pas évident que le procureur spécial l'ait accusé de quoi que ce soit d'interdit par la loi*".

L'accusation de "*complot pour escroquer les États-Unis*", en particulier, ne convainc pas les deux titres. "*Mentir pour se maintenir au pouvoir est inexcusable [...], mais ce n'est pas une fraude criminelle*, estime la *National Review*. La libre expression politique autorise des exagérations et même davantage." Les autres chefs d'accusation – "*entrave à une procédure officielle*" et "*atteinte aux droits électoraux*" – ne sont pas plus justifiés, selon la revue, qui titre carrément : "*Cette nouvelle inculpation de Trump ne tient pas debout*".

L'acte d'accusation n'apporte "*aucune nouvelle preuve de la responsabilité de Trump dans l'émeute*" du 6 janvier 2021, souligne **The Wall Street Journal**. Qui s'inquiète : "*Cette inculpation, plus encore que les autres peut-être*", risque de "*chahuter la campagne pour 2024*", où les audiences judiciaires alterneront

avec les meetings. "*Les démocrates veulent voir Trump investi par les républicains, et Jack Smith, intentionnellement ou non, vient d'en accroître la probabilité*", ajoute le quotidien.

Une prédiction que fait aussi un chroniqueur du **New York Post** : "*Les inculpations ont évidemment pour effet de rallier les républicains autour de leur figure de proue*, écrit-il. *Donald Trump n'a pas l'air d'avoir besoin d'aide pour remporter l'investiture mais il reçoit le coup de pouce du président Joe Biden.*"

Car, pour une grande partie de la droite, cette inculpation obtenue par le procureur spécial – en principe indépendant – nommé par le ministre de la Justice porte la marque du président. Sean Hannity, présentateur vedette de **Fox News**, l'a dit sans détour le 1^{er} août : "*Le ministère de la Justice de Joe Biden, politisé et instrumentalisé, vient d'inculper son principal rival politique, Donald Trump, une fois de plus – sur des accusations complètement bidon.*"

"*Ils veulent envoyer Trump en prison pour le restant de ses jours et, en même temps, éviter au 'boss' toute poursuite légitime*", ajoutait Sean Hannity, en affirmant que les récentes mises en accusation de Trump succédaient systématiquement à des révélations gênantes sur Hunter Biden, le fils du président démocrate. Cet avocat et lobbyiste est accusé de fraude fiscale et de possession illégale d'arme à feu – il avait passé en juin un accord de plaider-coupable avec un procureur fédéral, finalement rejeté par une juge. Les conservateurs mettent surtout en cause ses affaires passées en Ukraine et en Chine, accusant Joe Biden de corruption.

— **Courrier international**



Pérou. Grimper toujours plus haut pour vaincre ses démons

Série d'été. Pour se reconstruire après de la maltraitance paternelle et des abus sexuels subis dans son enfance, et l'emprise de l'alcool à l'âge adulte, Silvia Vásquez-Lavado a choisi l'alpinisme comme thérapie. Une réussite totale.

—El País América (Mexico)

Ceux qui sont montés à plus de 8 000 mètres au-dessus du niveau de la mer – et qui ont survécu – connaissent cette cruelle ironie : on a beau être assis sur le toit du monde, on meurt à petit feu. La pression atmosphérique diminue, le rythme respiratoire augmente, la fatigue prend le dessus, les joues et les pieds s'engourdissent, les engelures menacent... L'alpinisme est une course contre la montre, une lutte à la fois pour la gloire et la survie, un rêve pour lequel on est prêt à mourir.

Silvia Vásquez-Lavado, 48 ans, a passé les vingt dernières années à prendre ce risque. Pas pour la gloire, assurément-elle, mais pour conjurer ses démons. L'alpiniste péruvienne a réalisé l'ascension du mont Everest en 2016.

Au Pérou, qu'elle a quitté à 18 ans pour suivre des études grâce à une bourse universitaire aux États-Unis, la nouvelle a fait grand bruit, parce qu'elle est la première femme ouvertement lesbienne à accomplir l'exploit. Elle s'était répété ce mantra : le plus haut sommet de la Terre ne se conquiert pas, il doit être embrassé dans toute sa majesté, avec humilité et respect.

“C'est un esprit qu'il faut honorer. Pour moi, l'Everest est comme une mère”, explique l'alpiniste à la crinière argentée depuis la colline de San Cristóbal, sous laquelle s'étend Lima. Nous ne

sommes qu'à 400 mètres au-dessus du niveau de la mer, et d'ici la ville semble minuscule, comme une jungle peuplée de fourmis et de voitures miniatures. C'est à se demander de quoi ils auraient l'air du haut de la chaîne de l'Himalaya. Ce serait probablement au-delà des mots. À cette altitude, inutile de regarder en bas. Rien à voir, sinon une mer de nuages. Rien à faire, sinon écouter le hurlement du vent et le crissement des avalanches.

Fin mai, Silvia Vásquez-Lavado se trouvait au Pérou pour la promotion de l'édition espagnole de son livre *In the Shadow of the Mountain* [À l'ombre des montagnes, Michel Lafon, 2023], sorte de récit autobiographique et thé-

rapeutique qu'elle a écrit en anglais, pendant la pandémie. Elle aime à dire que le livre raconte non pas une, mais trois histoires : c'est une introduction à l'alpinisme, une description de la communauté qu'elle a rejointe pour gravir l'Everest et sa propre histoire, chargée d'autodestruction.

Trois éléments déclencheurs ont fait sombrer Silvia Vásquez-Lavado dans l'alcoolisme : la découverte et l'acceptation de son homosexualité, l'agressivité de son père et le traumatisme des abus sexuels infligés dans son enfance par un ami de la famille. L'alpiniste, qui s'est plusieurs fois réveillée à l'hôpital après avoir bu jusqu'à en perdre conscience, raconte : “Quand on

a comme moi survécu à des abus, on est comme une bombe à retardement. L'ironie du sort, c'est qu'à un moment de ma vie je me suis retrouvée à travailler dans une entreprise de vodka.”

Ayahuasca. Elle a aussi percuté un bus, s'est fait arrêter en état d'ébriété, et a même failli mettre le feu à son appartement parce qu'elle avait oublié d'éteindre le gaz. D'ailleurs, après être redescendue de l'Everest, elle a passé deux jours à boire sans s'arrêter. C'était sa manière de célébrer l'événement, quand bien même elle se faisait du mal. Et puis un jour, elle s'est finalement regardée dans le miroir et s'est fait une promesse : “Silvia, si tu veux écrire ce livre, tu dois vraiment cesser de boire.”

Elle n'a pas suivi la méthode en 12 étapes des AA [Alcooliques anonymes], mais a entrepris des thérapies, dont une centrée sur l'autocompassion. Elle est en train de remporter la bataille : en juillet, elle fête ses cinq ans de sobriété. “Je ne bois même plus de pisca

“Le sommet est un esprit à honorer. Pour moi, l'Everest est comme une mère.”

Silvia Vásquez-Lavado



SÉRIE 4/7
LES OBSESSIONS

[eau-de-vie typique du Pérou], plaisante-t-elle. Pour quoi faire, franchement? Pour moi, le point de bascule a été de comprendre que, même si on est seul au monde, on peut toujours s'aimer et se pardonner soi-même."

Il y a eu un tournant dans ce processus de guérison : sa première expérience de l'ayahuasca, plante millénaire qui révèle à qui la consomme sa véritable nature, pour peu qu'on soit prêt à accueillir cette prise de conscience. C'est après avoir consommé de l'ayahuasca que Silvia Vásquez-Lavado a senti l'appel de la montagne. Ce fut comme une révélation : pour tirer les grandes leçons dont elle avait besoin, il fallait qu'elle gravisse et descende des sommets jusqu'à en perdre haleine. [Elle a donc relevé le défi

"Quand on a survécu à des abus, on est une bombe à retardement."

Silvia Vásquez-Lavado

des sept sommets, qui consiste à gravir les montagnes les plus élevées de chaque continent.]

En 2006, elle fait l'ascension du Kilimandjaro, en Tanzanie. L'année suivante, l'Elbrouz, en Russie. En 2014, elle escalade l'Aconcagua, en Argentine. En 2015, elle s'attaque à trois sommets : le mont Kosciuszko en Australie, le Puncak Jaya en Indonésie et le mont Vinson, point culminant de l'Antarctique. Et finalement, en 2016, l'Everest, au Népal.

Elle aura souvent frôlé la mort. "Je n'irai pas plus loin. C'est la fin", a-t-elle pensé plus d'une fois. Notamment en 2017, au cours de l'escalade du volcan Acatenango, au Guatemala, où elle a essayé une tempête épouvantable. Sur les huit personnes qui avaient entrepris l'ascension ce jour-là, elle et son guide sont les seuls à avoir survécu.

Elle a échappé une autre fois à la mort, en 2021, à quelques mois de la parution de son livre : arrivée au sommet du Nevado Coropuna, dans le sud du Pérou, sa tension a commencé à chuter dangereusement : "Ma première ascension au Pérou, et j'allais y laisser ma peau! C'était ma faute : je m'étais lancée sans l'avoir suffisamment préparée. J'étais en rogne à l'idée de manquer le lancement du livre, j'étais sûre que mon fantôme reviendrait pour y assister."

Tumeur cérébrale. Par chance, d'autres alpinistes lui sont venus en aide. Là-haut, quand le froid s'empare lentement du corps, ce dont on a besoin, c'est de sucre et de chaleur humaine. Ses sauveteurs lui ont donné du chocolat et l'ont abritée, et elle a fini par recouvrer ses forces.

En 2017, pour l'anniversaire de son ascension de l'Everest, la montagne lui offre un cadeau dont elle se serait bien passée : une tumeur cérébrale, à la base du cervelet, découverte après un accident de vélo à San Francisco, où elle vit. Le médecin lui interdit l'alpinisme. Mais après d'autres sessions d'ayahuasca, elle entend de nouveau l'appel de

✎ Dessin de Marta Sevilla, Espagne, pour Courrier international.

la montagne, où d'autres missions l'attendent encore. Notamment gravir l'Everest une seconde fois.

Hollywood s'intéresse à la vie de Silvia Vásquez-Lavado depuis plusieurs années. La chanteuse et actrice américaine Selena Gómez se verrait bien incarner l'alpiniste et porter son histoire à l'écran. Après plusieurs remaniements du scénario, l'alpiniste explique qu'il s'agira sans doute d'une série en streaming plutôt que d'un long-métrage, mais rien n'est encore décidé. En attendant, elle se cherche des alliées.

Elle a rencontré Nancy Tolentino, la ministre des Droits des femmes péruvienne. Elle aimerait mettre en place des groupes de discussion dans les quartiers de Lima pour parler honte et émancipation. Les affaires de violences faites aux femmes, qui font la une des journaux tous les jours, la touchent particulièrement. Une autre mission que Silvia Vásquez-Lavado entend bien mener.

—Renzo Gómez Vega (à Lima), publié le 30 mai

SOURCE



EL PAÍS AMÉRICA

Mexico, Mexique

elpais.com/america

C'est depuis sa rédaction de Mexico que le plus grand quotidien espagnol, qui se veut "global", alimente ce site d'information consacré à l'actualité des Amériques. Il s'appuie sur des correspondants installés dans la quasi-totalité des pays d'Amérique latine mais aussi, bien sûr, aux États-Unis.

Tout l'été, Courrier international publie des portraits de femmes et d'hommes habités par une obsession.

LA SEMAINE PROCHAINE

Graciela Tiburcio

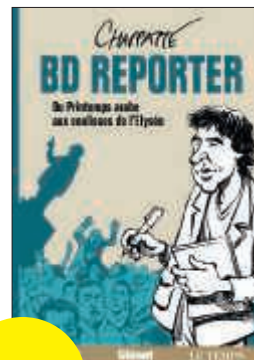
Cette biologiste mexicaine raconte dans le mensuel sud-américain **Gatopardo** vingt années à observer et protéger les tortues marines, et notamment les tortues vertes.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>



18€*

Chappatte BD Reporter

Du "printemps arabe" aux coulisses de l'Élysée.

Les récits de Chappatte racontent le monde avec la simplicité du dessin et donnent à voir l'humanité derrière l'actualité.

Chappatte Au cœur de la vague

Les dessins de presse de Chappatte parus pendant la crise complètent avec humour le récit. *Au cœur de la vague* nous fait revivre une période inouïe de notre histoire.



22€*



45€*

Coffret 10 DVD Télérama volume 12

Regroupe les dix films marquants de 2021, à voir ou à revoir chez vous.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine, jusqu'au 31 décembre 2023

* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



Liban. L'homme qui a ruiné le pays se retire

À la tête de la Banque du Liban depuis trente ans, Riad Salamé, l'architecte de la pyramide de Ponzi locale, a quitté l'institution le 31 juillet.



Sur un air de zaffé [danse et musique traditionnelles] et tout sourire, Riad Salamé quitte la BDL, titrait ce 31 juillet le journal libanais **L'Orient-Le Jour** au sujet de la cérémonie de départ du gouverneur de la Banque du Liban (BDL), dans un pays toujours en proie à la plus grave crise financière et économique de son histoire, dont la classe dirigeante et M. Salamé sont accusés d'être responsables. "À la tête de l'institution depuis 1993, M. Salamé, 73 ans, est accusé de corruption et d'être

l'un des principaux responsables de la [...] crise financière qui frappe le pays depuis 2019. Il fait l'objet d'enquêtes au Liban et dans plusieurs pays européens, où il est soupçonné d'avoir accumulé un riche patrimoine immobilier et bancaire grâce à un montage financier complexe et à des détournements massifs de fonds publics", rappelle le quotidien francophone.

Dans la presse locale, arabe et même internationale, plusieurs journaux ont également titré ou commenté le départ de celui qui

est considéré comme l'architecte de la pyramide de Ponzi libanaise ou encore le "Madoff libanais" – du nom de l'homme d'affaires new-yorkais qui a escroqué des milliers d'Américains grâce au système de Ponzi avant d'être arrêté en 2008 puis condamné. "Le pire banquier central du monde prend sa retraite", a ainsi titré, non sans ironie, le journal britannique **The Economist**.

Depuis 2019, le Liban traverse l'une des pires crises de l'histoire mondiale, qualifiée par la Banque mondiale d'une des plus graves depuis 1850. La monnaie nationale a perdu plus de 95 % de sa valeur

face au dollar – un cas d'école dans l'histoire monétaire internationale –, provoquant une hyperinflation vertigineuse et entraînant 80 % de la population sous le seuil de pauvreté.

"Le PIB s'est contracté de 40 % depuis 2018", tandis que les Libanais sont toujours privés d'accès à leurs économies bancaires, qui ont fondu par ailleurs. "Dans la plupart des pays, une baisse de 95 % de la monnaie serait un délit justifiant un licenciement pour un gouverneur de banque centrale. Pas au Liban", s'étonne **The Economist**.

Une culture enracinée. Riad Salamé a toujours nié les accusations portées contre lui. "Tout ce que j'ai fait au cours des trente dernières années, c'était d'essayer de servir le Liban et les Libanais", s'est-il encore défendu lors de la cérémonie de départ, rapporte le site **Al-Monitor**. "Certains – la majorité – étaient reconnaissants, même s'ils ne veulent pas le dire. Et s'il y a d'autres personnes, eh bien, que Dieu leur pardonne."

Ces propos et le départ en fanfare de Riad Salamé – qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt international délivré en mai par la justice française – "ont été accueillis par une vague de critiques sur les réseaux sociaux". Pour beaucoup de Libanais, le nom du gouverneur de la banque centrale restera à jamais associé à la ruine du pays et à l'alliance tacite entre un "cartel" bancaire et une classe dirigeante corrompue et inamovible.

La fin de l'ère de celui qui fut longtemps présenté comme un génie de la finance et le parrain de la "stabilité" monétaire ne signifie pas pour autant la fin d'un modus operandi, soulignent certains médias locaux. "Le mandat de Riad Salamé a pris fin [...] mais pas son règne", écrit ainsi le quotidien **Annahar**, évoquant "l'enracinement d'une culture" bancaire cautionnée, voire parrainée par les dirigeants politiques, y compris ceux qui "calomnient" Salamé.

Une éventuelle rupture est rendue d'autant plus compliquée par l'absence de désignation d'un successeur officiel, faute d'existence d'un gouvernement de plein droit [le gouvernement actuel est chargé d'expédier les affaires courantes].

Mais certains se veulent optimistes, comme le journal **Al-Akhbar**, farouche critique de

Riad Salamé, qui estime que les politiques et les méthodes prônées auparavant "ne se répéteront pas sous le règne de [Wassim] Mansouri", premier vice-gouverneur de la BDL, qui assurera la relève durant la période transitoire.

D'autres sont plus sceptiques, à l'instar de **L'Orient-Le Jour**, selon lequel "la classe politique [...] n'a aucun intérêt à ce qu'il y ait une rupture avec la politique monétaire menée jusqu'à présent par Riad Salamé".

En attendant, le pays continue de naviguer à vue alors que le poste de chef d'État est vacant depuis novembre 2022 sur fond de profondes divisions politiques.

— **Courrier international**

Chronologie

1993 — Riad Salamé est nommé à la tête de la Banque du Liban.

1997 — La livre libanaise est indexée au billet vert au taux de 1 507 livres pour un dollar. Ce taux restera en vigueur jusqu'en 2019.

2008-2009 — En pleine crise financière mondiale, l'argent afflue vers le Liban, qualifié alors de "havre de stabilité" par le **New York Times**.

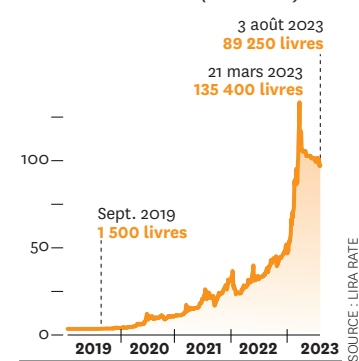
2016-2019 — Fin 2019, la dette publique dépasse 90 milliards de dollars, soit plus de 170 % du PIB.

2020 — Le Liban annonce le premier défaut de paiement de son histoire.

2021-2022 — Des procédures judiciaires sont ouvertes contre Riad Salamé en Europe ainsi qu'au Liban pour "blanchiment d'argent" et "détournement de fonds publics".

2023 — Riad Salamé est visé par deux mandats d'arrêt internationaux émis par la France et l'Allemagne.

Cours du dollar en livres libanaises
Taux au marché noir (en milliers)



SOURCE : LIRA RATE

SYRIE

Tu seras pubère, ma fille

Dans les camps de déplacés, des jeunes filles sont contraintes de suivre des traitements hormonaux pour déclencher leurs premières règles. Le but : les marier pour alléger les charges de la famille.



—Daraj, extraits (Beyrouth)

Quand j'ai eu 14 ans, mon père m'a forcée à prendre des médicaments", témoigne Samar, aujourd'hui âgée de 16 ans, qui vit dans le camp de réfugiés de Salkin, dans le nord-ouest de la Syrie. Il s'agissait de traitements hormonaux destinés à hâter sa puberté. "Dès que j'ai eu mes règles, j'ai été mariée. Je suis tombée enceinte, mais je n'ai pas pu aller au bout de la grossesse. Et, après moins d'un an et demi de mariage, mon mari m'a répudiée."

Samar nous parle au téléphone, par l'intermédiaire d'une sage-femme, et comme tous les témoins que nous avons pu interroger, elle s'exprime sous un faux nom pour ne pas s'exposer à la vindicte de son entourage.

L'étendue du problème de ces traitements hormonaux est apparue au grand jour grâce à Inaam, qui travaille depuis des années dans la lutte contre les violences faites aux femmes. C'est en 2020 qu'une sage-femme lui a raconté le cas d'une enfant de 12 ans que son père avait forcé à prendre des pilules. "J'ai exposé son cas lors d'une réunion entre collègues, et il s'est avéré que son histoire rejoignait celle d'autres personnes. Tout

le monde était d'accord pour lancer une enquête afin de savoir s'il s'agissait d'un phénomène resté jusque-là sous les radars. Et ce fut le choc."

Notamment dans les camps du nord de la Syrie tels que celui de Salkin, [de Harem] et d'Atmeh, il y avait beaucoup de cas où les pères cherchaient à provoquer chez leurs filles une "puberté forcée". Il y avait ainsi deux sœurs, âgées de 12 et 14 ans, forcées à prendre des médicaments, et que leur père frappait sur le dos, convaincu que cela pouvait contribuer à hâter leurs premières règles.

Le 29 juin 2020, le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) a souligné dans un communiqué de presse la nécessité de protéger les quelque 5,9 millions de filles et de femmes parmi les 12 millions de personnes qui ont besoin d'aide en Syrie, évoquant de "nouvelles formes de violence [...] telles que la puberté forcée".

Manque de contrôles. Selon une source fiable au sein du Fonds, ce communiqué s'appuyait notamment sur les résultats des travaux d'Inaam et de ses collègues. Environ quatre mois plus tard, les directions sanitaires d'Alep et d'Idlib ont interdit la vente de produits contenant des hormones

telles que la progestérone et l'œstrogène, sauf en cas d'ordonnance dûment établie par un médecin.

Mais Inaam constate toujours des cas de filles auxquelles ces produits sont administrés. Il suffit de se rendre dans une pharmacie pour se rendre compte [de la non-application de l'interdiction]. Aucune pharmacie n'a refusé de nous en vendre, ni dans les environs d'Alep ni dans ceux d'Idlib. Pas plus tard qu'en mai dernier, nous avons pu acheter, pour 6 dollars, une boîte de 30 pilules de Progestan 100 mg.

Ahmed, un des pharmaciens que nous avons rencontrés, explique qu'il n'a pas eu d'écho de l'interdiction de vente prononcée par la direction sanitaire. Avant d'ajouter : "La surveillance est de pure forme et se limite à la

"Quand il y a de l'argent, on peut acheter ce qu'on veut".

Abdallah, PHARMACIEN À IDLIB

collecte des ordonnances, qui ne sont pas comparées à la quantité de médicaments vendus."

"Quand il y a de l'argent, on peut acheter ce qu'on veut, témoigne de son côté Abdallah, pharmacien à Idlib. Le médecin refusera peut-être d'établir une ordonnance, mais cela ne nous empêchera pas de vendre un médicament, à un prix un peu plus cher."

À la direction de la Santé d'Idlib, on affirme que le rôle de celle-ci se limite à contrôler les hôpitaux publics, et que c'est le ministère de la Santé qui gère le dossier des pharmacies, dont il assure le contrôle depuis un an. Et d'ajouter que la procédure de contrôle souffre "d'importantes failles", parce que tout le monde n'est pas conscient qu'il est problématique de vendre des médicaments sans ordonnance.

À Alep, les pharmaciens ont été mis en garde contre la vente de ces médicaments sans ordonnance par une circulaire de la direction de la Santé du gouvernorat libre de la région, nous affirme le docteur Radwan Kurdi, qui est à la tête de cette direction. "Mais cela ne suffit pas", dit-il.

La loi syrienne n'interdit pas explicitement l'administration forcée de ces substances dans

le but de hâter l'arrivée des premières règles. Mais elle protège l'enfant contre la gestation jusqu'à l'âge de 18 ans. Nuire à un enfant est également puni, selon la Convention internationale des droits de l'enfant, ratifiée par la Syrie dans les années 1990.

On peut invoquer cette loi pour déposer une plainte, explique l'avocate syrienne Rehada Abdoush. Et cela [est également possible dans les zones contrôlées par les rebelles], explique Fahd Moussa, à la tête du comité Liberté et droits humains de l'Association des avocats libres de Syrie.

"Fardeau financier". Selon Fatima, sage-femme quinquagenaire qui travaille dans ce domaine depuis vingt et un ans, il y a pas moins de dix cas par mois, la plupart concernant des orphelines ou des filles de familles pauvres. Dans toutes ces situations, il y a la volonté du père de marier sa fille le plus vite possible pour "alléger le fardeau financier" du foyer.

C'est par l'intermédiaire de Fatima que nous avons pu parler à Jamila (17 ans, mariée), venue en consultation car elle tardait à tomber enceinte. Elle et sa sœur ont été forcées, il y a trois ans, à prendre ces médicaments. Leur père "était très dur", ajoute la mère. "Il leur interdisait d'aller à l'école et cherchait à les marier le plus tôt possible, la première à 14 ans, et la seconde à 15 ans."

Selon Fatima, les signes de menstruation apparaissent après la prise de trois ou quatre pilules. Si les résultats tardent à se manifester, certains recourent à des injections de produits de stimulation ovarienne,

considérées comme plus efficaces. "Malheureusement, ces produits-là aussi sont disponibles à la vente en pharmacie", déplore Fatima.

Amira, qui travaille également dans la lutte contre les violences sexuelles, se souvient d'une fille de 12 ans qui était venue au centre de soutien pour raconter avoir été frappée et obligée d'avaler ces pilules. "Quand son père a appris par un voisin que sa fille avait témoigné devant nous, il est venu nous menacer de mort", raconte Amira.

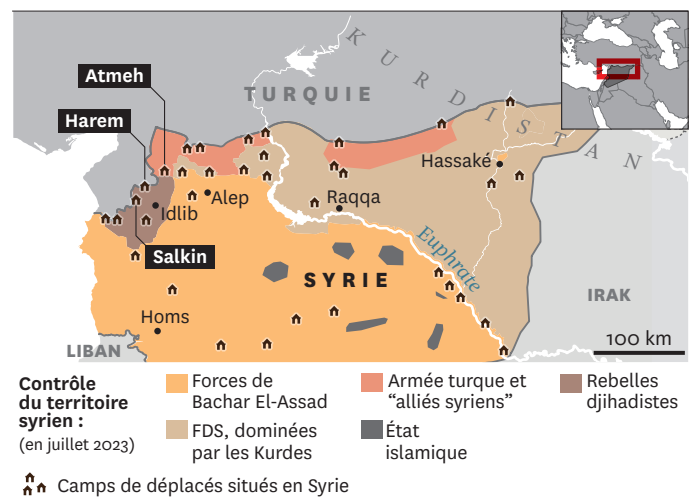
Les témoignages révèlent également le rôle joué par les mères, qui exécutent les ordres de leurs maris et constituent ainsi le dernier chaînon d'un mécanisme socio-économique qui va des pharmaciens mus par l'appât du gain jusqu'à la fille qui en est la victime.

Car l'administration de ces médicaments à un âge où le corps n'est pas physiologiquement prêt "peut entraîner une ménopause précoce, dès l'âge de 35 ans", et provoquer des cancers de l'utérus ou des ovaires, explique Kenaan Ziyadoglu, gynécologue obstétricien.

De même, une grossesse consécutive à une puberté forcée peut entraîner des malformations génétiques du fœtus, ainsi que des complications telles que fausse couche et accouchement prématuré.

C'est précisément ce qui est arrivé à Samar, victime d'une puberté forcée avant d'être mariée et de tomber enceinte à 14 ans. Après une fausse couche, suivie de sa répudiation, elle se retrouve divorcée à l'âge de 16 ans.

—Hadeel Araja, publié le 30 mai



SOURCES : UNHCR, LIVEUAMAP

à la une



Dessin de Sam Brewster, Royaume-Uni.

L'eau

Un inestimable bien commun

Parce qu'elle est vitale aux écosystèmes et aux êtres humains, l'eau douce doit être considérée comme un bien commun universel et échapper à la loi du marché, plaident plusieurs chercheurs et économistes dans *Nature*. Mais comment construire un monde où même les nuages sont à partager ? Les réponses germent – peut-être – en Tunisie.

— *Nature*, extraits (Londres)

L'eau est le sang qui fait vivre notre planète. C'est un élément vital pour tous les animaux et les végétaux. Elle contribue à la circulation du carbone et des nutriments dans l'air et les sols. Elle régule le climat. Depuis des millénaires, le cycle de l'eau, avec les réserves de ce précieux liquide qu'il nous apporte, assure des conditions propices au développement de l'humanité sur Terre. Or la pression anthropique perturbe ce cycle, allant jusqu'à compromettre l'équilibre des précipitations.

Les conséquences de ces perturbations se font déjà sentir partout. Avec, par exemple, des inondations dévastatrices comme celles qui, l'an dernier, au Pakistan, ont tué 1 500 personnes et frappé les deux tiers des districts du pays. Mais aussi de graves sécheresses, comme cette succession de cinq saisons des pluies déficitaires qui réduit à la famine plus de 20 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique.

Pendant ce temps, plus de 2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable, un enfant meurt toutes les 17 secondes d'une maladie d'origine hydrique, et 3 milliards d'individus se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire liée au manque d'eau. Autant

de chiffres qui pourraient flamber avec la croissance de la population si l'approvisionnement en eau ne s'améliore pas.

Depuis toujours, la gestion de l'eau nécessite une adaptation aux fluctuations naturelles, notamment avec la construction de grands réservoirs et l'exploitation des aquifères [sol ou roche étant le réservoir naturel d'une nappe d'eau souterraine].

Eau bleue et verte. Mais les défis actuels et les tendances qui se dessinent en ce XXI^e siècle exigent une approche radicalement différente : nous devons entièrement revoir la valeur que nous accordons à l'eau, mais aussi repenser la gouvernance et la gestion de cette ressource vitale, depuis l'échelle locale jusqu'à l'échelle mondiale. Pour ce faire, il faut commencer par réévaluer les besoins humains en eau.

Aujourd'hui, le secteur hydrique se concentre sur les flux d'eau douce "bleue" – l'eau douce de surface ou souterraine qui est stockée dans les cours d'eau, les lacs, les réservoirs et les aquifères souterrains. Les services publics captent cette eau et l'extraient pour la consommation et l'hygiène, l'irrigation des terres agricoles et l'industrie. Ils partent du principe que ces stocks seront continuellement renouvelés, naturellement, leur volume se maintenant.

Or nombreuses sont les régions où ce postulat est démenti.

Chaque degré de réchauffement climatique augmente le volume des précipitations mondiales moyennes de 1 % à 3 %. D'ici à la fin du siècle, celles-ci pourraient s'accroître de 12 % par rapport à leur niveau entre 1995 et 2014. Les conséquences de cette hausse des précipitations se manifesteront de manière inégale.

Ce qui est certain, c'est qu'elle entraînera une hausse de la fréquence et de la gravité des inondations, mais aussi des sécheresses. La déforestation, la dégradation des sols et le développement des infrastructures affectent également les cycles des précipitations, l'endroit d'où l'eau vient et celui où elle finit. En outre, l'extraction excessive d'eau destinée à

Il faut que les États réévaluent le rôle et la valeur économique de l'eau "verte", présente dans l'air, la biomasse et les sols.

l'irrigation et à l'industrie aggrave les pénuries dans les bassins fluviaux, depuis celui du fleuve Colorado, aux États-Unis, jusqu'à celui du Yangtsé, en Chine, en passant par le bassin Murray-Darling, en Australie.

Pour relever ces défis croissants, il est urgent de considérer l'eau comme un bien commun mondial. En d'autres termes, les États doivent élaborer des législations internationales qui protègent le cycle planétaire de l'eau pour garantir son accès à toutes les personnes et à toutes les générations.

Ils doivent reconnaître que des actions à un endroit ont des effets à un autre – par exemple, la déforestation au Brésil perturbe les précipitations au Pérou. En outre, il faut qu'ils réévaluent le rôle et la valeur économique non seulement de l'eau douce bleue, mais aussi de l'eau "verte" – présente dans l'air, la biomasse et les sols.

Cela signifie également que les gouvernements et le secteur privé devront adapter leur rôle et leurs responsabilités pour développer des objectifs, des politiques et des fonds adéquats permettant de remodeler les marchés et de mieux gérer les réserves mondiales d'eau.

Pour gérer l'eau à l'échelle mondiale, nous devons aller au-delà de notre pratique actuelle, qui consiste à capter l'eau bleue, laquelle constitue 35 % de toute l'eau douce sur Terre, pour également prendre en compte l'eau verte, laquelle représente les 65 % restants.

Nous devons aussi prendre en considération les flux d'humidité et de vapeur que dégagent les terres et la végétation, qui sont essentiels pour réguler le cycle de l'eau et garantir les précipitations futures, mais aussi pour permettre la séquestration du carbone dans les sols et les forêts.

À l'échelle mondiale, jusqu'à la moitié des précipitations terrestres proviennent de l'eau verte évaporée sur les terres, le reste provenant de l'évaporation sur les océans. Par conséquent, des modifications du paysage peuvent avoir des répercussions sur les réserves d'eau

SOURCE



NATURE

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
nature.com

Depuis 1869, cette prestigieuse revue scientifique accueille – après plusieurs mois de vérifications – les comptes rendus des innovations majeures dans tous les domaines – de la biologie à la physique ou à l'astronomie –, ainsi que des pages d'actualités et de débats accessibles au grand public.

de régions situées “sous le vent” – à savoir du côté opposé de celui d’où souffle le vent –, de même que sur les climats et le débit des cours d’eau locaux. Ainsi la déforestation du bassin du Congo réduit les précipitations non seulement dans les pays voisins, mais aussi jusque de l’autre côté de l’Atlantique, en Amazonie. De même, une forte irrigation des cultures en Inde peut avoir pour conséquence d’augmenter le débit du Yangtsé, en Chine.

Par analogie avec les “bassins versants” qui collectent des eaux de surface, les chercheurs parlent de “bassins de précipitations” et de “bassins d’évaporation” dans l’atmosphère. Pour dire les choses simplement, un bassin de précipitations est une zone d’où vient la pluie, et un bassin d’évaporation est une zone où s’accumule l’eau lorsqu’elle s’évapore. (Ici, le terme “évaporation” désigne l’évaporation totale de l’eau des océans et de l’eau provenant de la terre, y compris des sols et des masses d’eau, ainsi que de la transpiration de la végétation.)

Il est impératif que les chercheurs comprennent mieux comment ces processus interagissent et comment les flux atmosphériques de vapeur connectent les différentes régions du globe. À l’heure actuelle, ils affinent leur vision de cette interconnexion à l’aide de bases de données météorologiques (y compris sur la vapeur d’eau, l’humidité, la vitesse du vent et sa direction) et de modèles informatiques reliant les sources et les puits probables.

Le Brésil “exporte” 25 % de son eau verte vers des pays situés sous le vent comme l’Argentine, la Bolivie et la Colombie.

Le Brésil, par exemple, est largement auto-suffisant en eau verte et en précipitations. Selon nos recherches, ses précipitations proviennent à 60 % de l’humidité qui s’évapore de l’Atlantique et à 35 % de l’humidité qui s’évapore des terres brésiliennes, y compris de la forêt équatoriale amazonienne. Piégée par les Andes, une grande partie de cette humidité atmosphérique reste dans le pays. Par ailleurs, le Brésil “exporte” 25 % de son eau verte vers des pays situés sous le vent comme l’Argentine, la Bolivie et la Colombie. Bref, si la déforestation de l’Amazonie se poursuit, les précipitations dans ces pays diminueront. Et cette dépendance vitale ne fait l’objet d’aucun accord politique ou institutionnel.

En Afrique subsaharienne aussi les précipitations dans les différentes régions sont étroitement interconnectées. Au Nigeria, 64 % de l’humidité qui se condense pour former des pluies provient de l’intérieur du continent : 22 points de pourcentage de l’intérieur et 42 points de pourcentage de l’extérieur de ses frontières, principalement du bassin du Congo. Par ailleurs, le Nigeria apporte 43 % de la vapeur à l’origine des précipitations qui tombent sur des pays alentour, comme le Cameroun, la Guinée

[équatoriale] et le Ghana. La déforestation de l’Afrique centrale menace donc les réserves d’eau de tous ces pays.

En Chine aussi les précipitations sont fortement dépendantes (à 74 %) de l’eau qui s’évapore des sols. Sur ces 74 %, 44 points de pourcentage viennent de l’humidité recyclée à l’intérieur du pays, et le reste vient des pays voisins situés “au vent” – du côté d’où souffle le vent –, notamment de l’Inde, du Kazakhstan et de la Russie. L’humidité issue des terres chinoises joue elle aussi un rôle considérable dans les pluies d’Asie centrale et du plateau tibétain.

Interdépendance. De fait, il n’existe pas un seul pays sur Terre dont plus de la moitié de l’humidité vient de l’intérieur de ses frontières. Même dans les plus grands pays, les précipitations dépendent de l’eau qui s’évapore ailleurs. Y compris en Russie – pays qui, avec 45 % d’humidité recyclée à l’intérieur de ses frontières, est le moins dépendant des autres en matière de précipitations –, les précipitations sont formées par de la vapeur venant des pays voisins (à hauteur de 20 %) et de l’océan (35 %).

Cette interdépendance va bien au-delà des problématiques transfrontalières actuelles sur les cours d’eau, les lacs et les eaux souterraines, problématiques qui font généralement l’objet de la gouvernance et des conflits hydriques. Par exemple, les effets du grand barrage de la Renaissance, sur le Nil bleu, se font sentir jusque sur les réserves d’eau du Soudan et de l’Égypte, situées en aval.

Nous devons considérer l’eau comme une ressource collective, et donc repenser son économie. À l’heure actuelle, l’eau bleue est largement gérée et réglementée comme un bien public destiné à la consommation et à l’hygiène. Mais cette notion sous-évalue l’eau, dans la mesure où l’accès d’une personne ne limite pas celui d’une autre, alors que l’eau est une ressource limitée.

Cette dépréciation favorise une utilisation excessive, non durable et inéquitable. Elle décourage de surcroît l’investissement privé. En 2015, à l’échelle mondiale, les investissements du secteur privé dans l’eau représentaient en effet moins de 5 % du total des capitaux alloués aux télécommunications, à l’énergie, aux transports et à d’autres services de base.

L’eau verte, quant à elle, n’a actuellement aucune valeur économique, alors qu’elle stimule le développement économique, qu’elle tempère le dérèglement climatique et qu’elle assure l’existence des précipitations. Ce peut être un bien public, privé ou commun, selon l’endroit où elle se trouve.

Pour gérer de manière satisfaisante l’eau bleue et l’eau verte comme un bien commun mondial, les gouvernements doivent réorganiser les marchés de l’eau – et ne plus se contenter de bricoler des solutions lorsque ces marchés ne fonctionnent pas. Ils doivent contrôler les flux d’humidité des sols et de vapeur, mais aussi élaborer des politiques qui valorisent ces flux en tant que capital naturel.

Le mot

ÉBULLITION

“Le temps du réchauffement climatique est terminé et laisse place à l’ère de l’ébullition mondiale.” Ce sont les mots du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, le 27 juillet, à New York, lors d’une conférence de presse. De fait, le mois de juillet 2023 est le plus chaud jamais enregistré sur Terre. Et cette hausse des températures coïncide avec des pénuries d’eau partout sur la planète. En France, plus des deux tiers des nappes phréatiques sont actuellement à des niveaux en dessous de la normale. Et au mois de juillet, 71 départements étaient soumis à des restrictions d’eau.



Il faut que la gouvernance et la gestion de l’eau tiennent compte de tous les niveaux, du plus local jusqu’à l’échelle mondiale, en reliant les bassins versants locaux, les bassins hydrographiques, ainsi que les bassins de précipitations et d’évaporation, et en fin de compte la planète entière.

Pour attirer entreprises et investissements, les économistes doivent considérer l’eau comme un actif qui produit des fonctions et des services pour le bien-être humain. Quant aux chercheurs, il faut qu’ils évaluent la quantité d’eau verte nécessaire pour préserver la biodiversité et les puits de carbone des écosystèmes. Ils doivent de surcroît évaluer le “coût social de l’eau” (à l’instar du “coût social du carbone”) : les coûts, pour la société, des pertes et des dommages causés par des phénomènes hydriques extrêmes et l’incapacité à satisfaire les besoins fondamentaux en eau des êtres humains.

Dès lors qu’un gouvernement accorde à des sociétés privées des subventions publiques, des garanties, des prêts, des plans de sauvetage ou des marchés publics, il a la possibilité d’assortir

➤ Dessin de Ian Whadcock, Royaume-Uni.



IKON IMAGES

les villes doivent définir des “missions” qui soient axées sur des objectifs et se complètent les unes les autres à l’échelle mondiale. Par exemple, les pays peuvent s’engager à ce que, à l’intérieur de leurs frontières, les réserves d’eau bleue et verte dans le cycle hydrologique restent dans une fourchette sûre. De plus, il faut que les objectifs et les stratégies soient conçus de façon à favoriser la coordination, le financement et l’innovation.

Les gouvernements nationaux, les régions et les villes doivent définir des “missions” qui se complètent les unes les autres à l’échelle mondiale.

Depuis l’an 2000, par exemple, la directive-cadre sur l’eau de l’Union européenne impose aux États membres de développer leurs plans de gestion des bassins fluviaux en collaboration avec le public. Les obligations sont revues tous les six ans, et les manquements donnent lieu à des sanctions légales. Des progrès ont été accomplis, certes, mais les actions et le suivi devraient être mieux coordonnés afin que le potentiel de cette directive soit pleinement exploité.

L’implication de tous les secteurs est indispensable. La production alimentaire, par exemple, est à l’origine d’environ 75 % de la consommation d’eau douce mondiale, avec l’Inde en première place. Par exemple, l’Inde pourrait chercher des moyens d’assurer la sécurité de sa production alimentaire sans exercer de pression sur l’utilisation nationale de l’eau bleue et verte. Elle pourrait repenser sa production et sa consommation alimentaire pour minimiser le gaspillage et maximiser le partage de l’eau.

En Australie, l’Organisation pour la recherche scientifique et industrielle planche sur des solutions pour réduire de 30 % l’empreinte économique des sécheresses que connaît le pays au cours de cette décennie. Elle rend les données sur le climat accessibles aux agriculteurs afin qu’ils puissent prendre des décisions éclairées sur leur utilisation d’eau. D’autres pays, comme le Kenya, sont en train d’explorer une politique de “crédits eau verte” qui récompense une gestion des eaux en amont bénéfique aux zones en aval.

Il est crucial que nous coopérions et que nous échangions nos savoirs afin d’accorder nos stratégies locales et mondiales. Comme pour la comptabilisation des gaz à effet de serre et pour les objectifs de développement durable [17 objectifs établis par les Nations unies en 2015 pour éradiquer la pauvreté et protéger la planète à l’horizon 2030], les Nations unies et les autres organisations nationales et internationales doivent mettre au point des mécanismes de surveillance des ressources en eau. Il y va de l’avenir du système sanguin de notre planète.

— **Johan Rockström, Mariana Mazzucato, Lauren Seaby Andersen, Simon Felix Fahrländer et Dieter Gerten,**
publié le 22 mars

ses contrats de conditions visant à maximiser les bénéfices publics. Aux États-Unis, par exemple, les amendements de 1996 de la loi sur la sécurité de l’eau potable ont favorisé un accès équitable à l’eau grâce à la création d’un Fonds d’État renouvelable sur l’eau potable, qui verse des subventions aux entreprises fournissant de l’eau aux populations défavorisées.

Commencer localement. Il faut, du reste, développer de nouvelles formes d’accords entre les secteurs public et privé, avec notamment des permis, des droits de propriété et des marchés publics, pour contrecarrer la cupidité et les comportements mercantiles qui minent le secteur de l’eau de certains pays. Au Royaume-Uni, par exemple, depuis la privatisation du secteur de l’eau, en 1989, 72 milliards de livres de dividendes ont été versés aux actionnaires, alors que le réseau croule sous les problèmes de fuites et de rejets d’eaux usées.

Pour mettre en place une gestion efficace de l’eau, il convient de commencer localement. Les gouvernements nationaux, les régions et

Lexique

Une approche juridique

LES COMMUNS

Formes d’usage et de gestion collective d’une ressource, matérielle ou immatérielle, dans lesquelles des personnes s’organisent et s’engagent à gérer cette ressource de manière équitable et durable. La théorie des communs entend dépasser l’alternative propriété privée-propriété publique et lui substituer un système dans lequel les droits portent sur l’usage et l’accès à la ressource.

BIENS COMMUNS

Ces biens, matériels ou immatériels, se caractérisent par le droit d’usage collectif et ne sont en aucun cas régis par le droit de propriété privée. Ainsi les biens communs sont inaliénables, c’est-à-dire qu’ils ne peuvent être vendus, cédés ou transférés.

Repères

Huit principes fondateurs

Elinor Ostrom (1933-2012), économiste politique américaine et lauréate en 2009 du “prix Nobel d’économie”, a théorisé dans son ouvrage *La Gouvernance des biens communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles* (1990, traduction française parue chez De Boeck en 2010) huit principes pour la gestion des ressources naturelles par l’utilisation de formes de propriété collective :

1. Une définition claire de l’objet de la communauté et de ses membres.
2. Des règles d’exploitation et de mise à disposition claires et adaptées à la nature de la ressource partagée.
3. Un système qui permet aux individus de participer à la définition et à la modification des règles.
4. La responsabilité des surveillants de l’exploitation de la ressource commune.
5. Une gradation des sanctions en cas d’une appropriation de la ressource qui viole les règles de la communauté.
6. Un système peu coûteux et rapide de résolution des conflits.
7. Une autodétermination reconnue par les autorités extérieures.
8. Une organisation à plusieurs niveaux du projet (appropriation, approvisionnement, surveillance, sanction...).



Des sables, structures de collecte d'eau de pluie, sur l'île de Djerba.



Les steppes arides et semi-désertiques du Dhaher.

La Tunisie redécouvre un partage ancestral

Dans certaines oasis ou localités arides du pays, la pratique des communs a longtemps permis une gestion collective et équitable des ressources en eau.

—Inkyfada (Tunis)

A Tamaghza, dans le sud-ouest du pays, Houssine, 70 ans, attend patiemment. Cet agriculteur possède un demi-hectare de terres dans cette oasis de montagne. Houssine a toujours vécu à Tamaghza et cultive dattes, grenades et légumes. Au bout d'un moment, son voisin l'interpelle. "C'est bon, ton tour est venu !" s'exclame-t-il. Ce dernier ouvre sa seguia [rigole d'irrigation] d'un coup de pioche, et l'eau se met à couler vers les terres de Houssine. "Heureusement que l'eau est gratuite pour tous ici, commente-t-il avec un grand sourire, sans ça, je ne sais pas comment on survivrait."

Petit à petit, chaque agriculteur ouvre la voie pour que l'eau abreuve l'ensemble des terres de l'oasis, et ce sans contrepartie.

Ici et ailleurs en Tunisie, dans l'oasis de Jemna [dans le sud-ouest du pays] et celle de Zaafrane [au sud-ouest de Jemna], dans les sources de Tozeur [aux confins de l'Atlas et du désert du Sahara, près de la frontière algérienne], de Gafsa [dans le sud-ouest du pays] et de Gabès, [oasis et port maritime du sud-est du pays,] ou encore au cœur des steppes arides et

semi-désertiques du Dhaher [dans le sud-est de la Tunisie], les ressources sont partagées, et les terres sont encore gérées par des tribus, loin du système de privatisation. Dans ces oasis et ailleurs, l'eau et d'autres ressources restent ainsi un bien commun à tous.

Dans une grande partie de la Tunisie, la propriété individuelle est encore un concept "nouveau". Plusieurs régions sont gérées par des structures sociales qui utilisent un système de gestion des biens et des ressources différents du concept de propriété individuelle. Ainsi, les "communs" – qui sont un concept d'auto-gestion autour d'une ressource – sont encore monnaie courante.

Ce concept du commun a toujours existé en Tunisie, et ce depuis des milliers d'années. C'est avec les conquêtes arabes dans la région qu'il a pris la forme qui existe encore aujourd'hui. C'est également le cas ailleurs en Afrique du Nord, comme en Égypte sur le Nil, ou au Moyen-Orient, en Syrie et en Irak sur les fleuves [Tigre et Euphrate], en passant par la péninsule arabique en Arabie saoudite et au Yémen.

Depuis une décennie, Nouredine, 65 ans, ancien inspecteur de l'enseignement secondaire,

L'individualisation de la propriété a été introduite notamment pendant la colonisation, puis soutenue par les États après l'indépendance.

passé la plupart de ses journées sur son lopin de terre, au nord de Gafsa. Il irrigue, travaille la terre et s'occupe de ses plantes. Du haut de la colline, d'immenses terrains agricoles s'étendent à perte de vue. Au loin, on distingue Orbata, l'imposante montagne connue pour avoir servi de refuge à Lazhar Chraïti [chef de fellagas, ou combattants] et ses compagnons pendant la lutte armée [1952-1954] contre la colonisation française. "Toute cette terre nous appartenait autrefois, raconte Nouredine. Je me souviens encore de l'époque où, tout jeune, je parcourais ces terres à l'aurore avec nos bêtes, des troupeaux de moutons et nos dromadaires."

Limiter les conflits potentiels. Selon Abdelmajid Fourati, président du conseil des terres collectives de la tribu des Ouled Chraït, les terres de la tribu représentent presque 4 000 hectares de terre agricole [dans la circonscription de] Gafsa Nord. Leur gestion se faisait historiquement de façon collective. Même si les terres autour des douars [groupement d'habitations dans les régions rurales, dont les propriétaires sont unis par des liens de parenté] et des maisons relevaient de la propriété privée, le reste, surtout les terres de pâturage, était régi par la tribu et le groupe social.

Cette gestion se faisait selon la hiérarchie de la tribu, qui désignait un *majles*, ou comité, dont la mission était de délimiter les terres et de les répartir entre les tribus locales et environnantes, afin de limiter les conflits potentiels entre tribus voisines ou au sein d'un même clan. La notion même de commun impose un

SOURCE



INKYFADA

Tunis, Tunisie

inkyfada.com

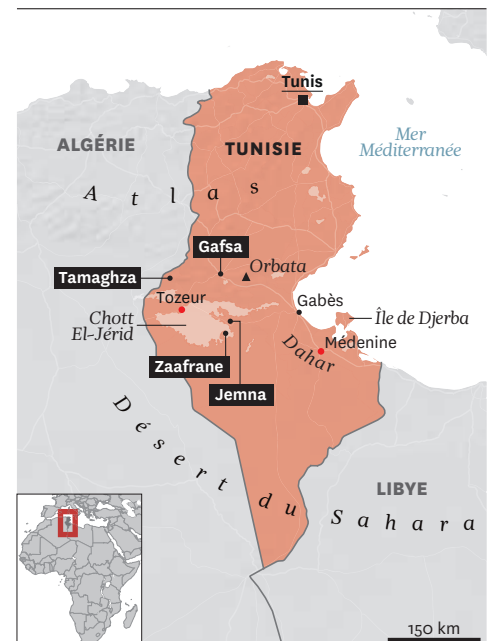
Disponible en français et en arabe, le journal en ligne *Inkyfada* a été lancé en 2014 dans le cadre d'un projet de l'association Al-Khatt, qui promeut la liberté d'expression en Tunisie. Le nom de ce webzine vient d'un mélange de l'arabe *intifada* ("soulèvement") et de l'anglais *ink* ("encre"), traduisible par "le soulèvement par l'encre".



REPORTAGE



Parcelle irriguée dans l'oasis de Chenini (gouvernorat de Gabès). Photos Ernest Riva



partage équitable et, en cas de différend, les chefs devaient se réunir afin de chercher des solutions justes pour le bien des communautés, et limitant au maximum les conflits.

Tout ce système était régi selon les règles de l'islam et les mœurs de la tribu afin de s'assurer que tout le monde ait de quoi se nourrir. S'il fallait en arriver à la sanction – en cas de vol ou si la *zakat* [don que le musulman fait sur sa production annuelle au profit des plus démunis] n'était pas versée –, la punition était collective et pouvait aller jusqu'à l'exclusion sociale.

Un peu plus loin, dans le gouvernorat de Mednine, la plaine de Dhaher s'étend à perte de vue, entre la ville de Gabès et la Libye. Cette plaine dite "désertique" a longtemps constitué une zone de pâturage essentielle pour les tribus nomades et semi-nomades du Sud tunisien qui arpentaient ce territoire. Pendant des siècles, elle a ainsi été le lieu de transhumance des tribus berbères et arabes, à l'époque où la notion de propriété privée n'existait pas encore et où les terrains étaient gérés en commun au sein de la même tribu, selon les mœurs et les traditions.

Les différentes tribus se côtoyaient suivant une délimitation connue et définie entre leurs différents territoires de pâturages. Le droit prépondérant sur le territoire était le droit d'usage et non le droit de propriété : toutes et tous pouvaient user et profiter de la terre sans pour autant avoir le droit de la vendre ou de la concéder à une autre personne. De là vient le sens même d'un bien commun.

Sur l'île de Djerba, des fondations rectangulaires longent les routes en côtoyant les mosquées. "Des *sabiles*", indique un imam local. Ces structures de collecte d'eau de pluie permettaient aux passants et aux habitants de s'abreuver et de donner à boire à leurs animaux. "Certaines sont encore fonctionnelles", commente-t-il.

D'après l'imam, ces *sabiles* sont des dons de personnes aisées, qui les ont fait construire à la mosquée. Même si les *sabiles* sont censées appartenir à la mosquée, l'eau est un bien commun, appartenant à tous et disponible pour tous.

Ces traditions ancestrales de partage ont été menacées, voire supprimées. L'individualisation de la propriété a été introduite notamment pendant la colonisation, puis soutenue par les États après l'indépendance : ce processus d'individualisation a commencé par l'imposition du cadastre en 1881 et s'est poursuivi avec le pouvoir tunisien ensuite. En 1898, un décret colonial a imposé la remise de 2 000 hectares annuellement aux *beylik* (propriétés du bey [à l'origine un gouverneur représentant l'Empire ottoman à Tunis]) et s'est attaqué aux terres *habous* [biens de mainmorte, rendus inaliénables selon le droit musulman] de la même façon.

Le 18 juillet 1957, Habib Bourguiba [premier président de la République tunisienne] a ainsi aboli le *waqf* [dans le droit islamique, dotation de biens destinés à être utilisés à des fins charitables ou religieuses]. Cette abolition s'inscrit dans un processus de dépossession et de mainmise de l'État sur les différentes ressources foncières de la population.

"Ici, l'eau est gratuite pour tout le monde! Ça a toujours été ainsi et ça le restera!"

Mohamed, MEMBRE DU GROUPEMENT DE DÉVELOPPEMENT LOCAL DE TAMAGHZA

Ces mesures constituent la suite logique d'une politique libérale qui ne cesse de valoriser l'exploit individuel, un système aux antipodes des communs, qui favorisent l'intérêt de la communauté plutôt que celui de l'individu.

L'oasis de Tamaghza, dans le gouvernorat de Tozeur, a été le berceau de nombreuses civilisations dans le territoire tunisien. Pour les tribus nomades, semi-nomades et sédentaires, cette oasis constitue tant une ressource en eau qu'une zone de cultures, et ce jusqu'à aujourd'hui, comme c'est le cas pour Houssine, l'agriculteur.

"Ici, l'eau est gratuite pour tout le monde! Ça a toujours été ainsi et ça le restera!" s'exclame Mohamed, membre du groupement de développement local de Tamaghza.

C'est aujourd'hui loin d'être le cas pour de nombreux agriculteurs tunisiens qui luttent pour avoir accès à l'eau un peu partout dans le pays. Plusieurs groupements de développement agricole (GDA) et associations de [gestion de] l'eau connaissent un déficit budgétaire important en raison du coût élevé de l'eau et de l'électricité, et le changement climatique a également des conséquences sur l'assèchement des sources.

"Nous avons tous droit à l'eau." Les oasis en Tunisie ont une longue tradition de distribution en commun de l'eau, [celle-ci ne relevant] d'aucune propriété. De Gafsa à Gabès en passant par Tozeur, les plus âgés évoquent souvent la manière dont l'eau s'écoulait naturellement et dont la division se faisait selon le besoin de chacun et la superficie de ses terres.

Zakaria Hechmi, paysan semencier dans l'oasis de Chenini, à Gabès, explique : "Nos parents et grands-parents n'ont jamais payé pour l'eau, l'eau de l'oasis venait de la source à ras de l'oued et passait par tous les lopins de terre, où chacun avait sa part selon les besoins de ses cultures."

Ce système de gestion et de distribution ancestrale de l'eau permet l'équité entre tous, à travers les *seguias* principales, qui parcourent l'oasis, et les *seguias* secondaires, qui permettent d'irriguer les terres. La part de chacun et chacune était comptée selon la superficie de



DANS NOS ARCHIVES
courrierinternational.com



"Oui, il est possible de préserver, d'économiser, de recycler l'eau douce. En Europe, aux États-Unis, en Afrique : les solutions pour faire face à la sécheresse", écrivions-nous dans le numéro du 30 mars de *Courrier international*, intitulé "Garder l'eau".

Une urgence, alors que nous allons faire face à un risque de déficit en eau douce de 40 % d'ici à 2030.

la terre à irriguer et passait dans la *seguia* pendant la durée nécessaire.

“Avant, nous avions tous droit à l'eau. On ne l'achetait pas, mais on y avait accès, explique Ammar, un agriculteur possédant deux hectares de terre. Chacun avait droit à sa part.”

L'eau était répartie selon la superficie des terres et chacun recevait de l'eau à un moment déterminé pendant la journée. Les personnes les plus âgées, par leurs connaissances et leur savoir-faire reconnu, étaient les gardiennes de ce système et répartissaient l'eau équitablement. [Du fait du] respect qu'elles inspiraient, leur décision ne pouvait être contestée.

De nos jours, de nouvelles normes autour des communs s'appliquent, mais l'objectif reste le même : assurer la préservation des ressources.

Un système de punition était également mis en place : celles et ceux qui entravaient le processus ou gardaient leur *seguia* ouverte plus longtemps que prévu pouvaient être socialement sanctionnés et perdaient la confiance de leurs pairs. Ainsi, au-delà de [la] gestion commune [de la ressource], ce concept était déterminant pour créer, maintenir et diviser la communauté.

Désormais, autour de l'oasis de Gabès, l'eau est gérée par un GDA. Cette eau coule dans des *seguias* en béton qui irriguent, à heure fixe, chaque partie de terre. Les heures d'eau sont comptabilisées par la GDA et les usagers de l'eau paient leur cotisation.

Les paysans et paysannes sont ainsi individualisés et les plus riches creusent leurs propres puits dans ce lieu où auparavant l'eau était partagée sans contrepartie. Seuls quelques endroits continuent à appliquer le système des communs, comme à Tamaghza, où vit Houssine.

Les communs ont ainsi une place prépondérante en Tunisie, et ce depuis des siècles. Même si des conflits autour des ressources sont survenus entre des groupes et des tribus, les savoir-faire ancestraux de ces groupes ont évolué avec la notion du commun, qui a pris différentes formes dans le monde entier.

Ainsi, les communs se sont perpétués et ont évolué à travers les siècles. De nos jours, de nouvelles normes autour des communs s'appliquent, comme une justice plus égalitaire et une place prépondérante des femmes. Mais l'objectif reste le même : assurer la préservation, la durabilité et la bonne gouvernance des ressources, même quand cela implique une contrepartie financière.

En Tunisie, les exemples et les histoires ne manquent pas : il existe de nombreux mythes autour de l'abondance des ressources et de l'ancien système de justice, jugé plus équitable. Des ruines témoignent de ce mode de vie et des vestiges subsistent encore dans les terres arides du Sud, où des communautés résistent à l'individualité et à la propriété.

—Aymen Amayed,
publié le 15 mars

Repères

LES COMMUNS NÉGATIFS

D'abord exposée “en anglais dans un article de 2001 sur la réinvention des communs publié par les sociologues [allemandes] Maria Mies et Veronika Bennholdt-Thomsen” dans une revue canadienne, l'expression “communs négatifs” a été reprise par Alexandre Monnin, explique le quotidien canadien **Le Devoir**.

Pour le philosophe français, cette notion désigne des ressources matérielles ou immatérielles “négatives”, telles que les déchets, les centrales nucléaires, les sols pollués, des héritages culturels (le droit d'un colonisateur, etc.) Elle constitue un outil pour “favoriser la réappropriation démocratique de sujets et d'objets qui échappaient jusque-là à la communauté, en vue d'en changer voire d'en cesser l'usage”. Exemples : les pesticides, les sources d'énergie fossile, les centrales nucléaires ou encore le numérique.



Le lac Mead asséché, dans le Colorado. Photo Roger Kisby/The Washington Post

Un accord historique pour préserver le fleuve Colorado

L'Arizona, la Californie et le Nevada ont accepté de réduire leurs prélèvements sur le fleuve de 13 %.

Le 22 mai, un accord “décisif” a été annoncé, qui vise à empêcher le fleuve Colorado de s'assécher. En tout cas, pour l'instant : le texte expirant à la fin de 2026, rapporte **The New York Times**. Trois États de l'Ouest américain, l'Arizona, la Californie et le Nevada, se sont entendus pour réduire leur consommation d'eau provenant du fleuve de 13 %. Le journal salue “une percée”, “favorisée par un hiver humide et par des aides fédérales de 1,2 milliard de dollars [1,1 milliard d'euros]”. Cet accord évite pour l'heure que “le débit du fleuve ne baisse au point de compromettre l'approvisionnement en eau de grandes villes [...] comme Phoenix et Los Angeles, ainsi que de certaines des terres agricoles les plus productives des États-Unis”.

Les négociations avaient été déclenchées par une crise, retrace le **New York Times**. L'été dernier, le niveau des lacs Mead et Powell, les deux plus grands réservoirs d'eau alimentés par le fleuve, étaient si bas que les autorités craignaient qu'il ne passe en dessous des turbines hydroélectriques des barrages attenants, ce qui aurait interrompu la production d'électricité et empêché le fleuve de couler en aval. Le **Los Angeles Times** remarque de son côté que les réductions proposées

ne représentent qu'environ “la moitié de celles initialement prévues par les autorités fédérales”. “L'accord historique sur le fleuve Colorado suffira-t-il à éviter une catastrophe?” interroge le journal, qui rappelle que le niveau des lacs alimentés par le fleuve “a considérablement diminué au cours de vingt-trois années d'une sécheresse aggravée par le changement climatique”. “Cette année, les tempêtes qui ont recouvert les montagnes Rocheuses d'une neige abondante ont donné au fleuve un coup de pouce dont il avait désespérément besoin”, poursuit le quotidien. Les coupes proposées par les sept États qui utilisent l'eau du fleuve – la Californie, l'Arizona et le Nevada, ainsi que l'Utah, le Colorado, le Nouveau-Mexique et le Wyoming –, même moins importantes que celles auparavant envisagées, devraient “suffire à empêcher les réserves d'eau d'atteindre des niveaux extrêmement bas pour le moment, même si des conditions de sécheresse reviennent au cours des trois prochaines années, selon les gestionnaires de l'eau”. Les réductions prévues ne devraient “pas avoir de graves répercussions sur les exploitations agricoles ou sur les villes”, assure **The Wall Street Journal**. Le fleuve Colorado alimente en eau potable 40 millions d'Américains dans sept États, ainsi qu'une partie du Mexique, et irrigue 5,5 millions d'hectares de terres agricoles.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Août-septembre 2023

Atlas

*Climat, guerre, travail, études...
Toute la planète migre.
Vers quels pays? Par quels
moyens? Les réponses en cartes
et en infographies.*

des migrations



En partenariat
avec



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier
international**



Les champignons, un “feu froid” contre les incendies

Biotechnologie. Aux États-Unis, on expérimente l'utilisation de mycélium pour accélérer la décomposition du bois mort, dont l'entassement est un risque d'incendie.

—The Washington Post
(Washington)

Si vous êtes allés en forêt dans l'ouest des États-Unis ces derniers temps, vous avez peut-être vu un tas de branchages. Ou peut-être des centaines de ces tas hauts comme vous et disséminés dans la forêt comme des bûchers funéraires vikings attendant d'être embrasés.

Ces tas sont de plus en plus communs dans l'Ouest américain, car les agents forestiers œuvrent à l'éclaircissement de zones anormalement denses : c'est le résultat d'une volonté de lutter contre les incendies qui a incidemment accentué le risque de mégafeux catastrophiques.

“Nous faisons face à un excédent d'arbres dans le Colorado”, affirme Stefan Reinold, qui travaille au département des espaces verts du comté de Boulder, dans le nord de l'État. Dans les forêts des Rocheuses dont il est responsable, un siècle passé à éteindre les incendies dès la première étincelle a négligé le rôle du feu dans le maintien en bonne santé des écosystèmes forestiers. Aujourd'hui, l'abondance et la forte densité de pins et de sapins nourrissent d'immenses brasiers.

Pour y remédier, l'État fédéral a affecté, dans la loi-cadre sur la réduction de l'inflation, près de 5 milliards de dollars [environ 4,6 milliards d'euros]

à l'éclaircissement de forêts sur plus de 200 000 km² sur dix ans dans l'Ouest américain. Il est possible d'y parvenir au moyen de brûlages dirigés, mais le risque que des feux contrôlés leur échappent pousse les agents forestiers à adopter une autre solution : abattre certains arbres, les ébrancher et collecter les débris.

Métamorphose. C'est cette mission ardue qui explique tous ces tas de branchages, eux-mêmes risquant de faire partir un feu. Mais certains scientifiques pensent avoir une solution : les champignons, car ils ont un talent tout particulier pour la transformation. Qu'on leur donne des débris, du plastique ou même des cadavres, ils les transforment en autre chose – des sols riches en éléments nutritifs.

Là où les Rocheuses rencontrent les Grandes Plaines, dans les zones boisées à l'ouest de Denver, des mycologues comme Zach Hedstrom tirent parti de cette qualité unique pour changer un combustible en une matière précieuse pour l'agriculture locale.

Zach Hedstrom en a eu l'idée lors d'une expérience dans une ferme bio du coin. Lui et l'agriculteur avaient introduit un pleurote endémique sur les copeaux d'un arbre tombé pendant une

tempête. “Cette expérience nous a montré que les champignons endémiques accélèrent vraiment la décomposition [du bois mort]”, souligne-t-il. Il affine aujourd'hui la méthode.

Le Service fédéral des forêts aux États-Unis prévoit d'éclaircir plus de 120 km² le long du flanc oriental des Rocheuses, dans le Colorado. Des centaines de milliers de tas de bois attendent déjà que les conditions soient réunies pour être brûlées. Idéalement, il faut de la neige au sol, une atmosphère humide et peu de vent – c'est assez rare.

Quand ces tas sont embrasés, le feu est plus long et plus chaud que la majorité des incendies de forêt sur une zone concentrée. Le sol est ensuite calciné, et la végétation endémique a besoin de décennies pour reprendre racine. Au lieu de cela, les agents forestiers ont tenté de tailler les arbres sur place et de parsemer le paillasson au sol, où il se dégrade très lentement dans ce climat aride. Le comté de Boulder transporte aussi une partie de ces tas vers des centrales biomasses qui chauffent deux bâtiments publics. “Nous retirons une tonne de bois des forêts pour atténuer les risques d'incendie”, poursuit Zach Hedstrom. *Ce n'est pas le mode de gestion le plus durable.*” Il espère que les champignons pourront faire mieux.

Jeffrey Ravage est un agent forestier pour la Coalition for the

Upper South Platte, qui prend en charge la protection et la restauration d'un bassin-versant de plus de 4 000 km² dans les montagnes, au sud-ouest de Denver. Il décrit l'action des saprophytes, un type de champignon qui se nourrit de matière organique morte, comme un “feu froid”.

Comme une flamme, les champignons saprophytes décomposent la matière organique en composés de carbone. Le mycélium, réseau racinaire souvent

“Nous pourrions avoir en cinq ans ce que la nature ferait en cinquante à cent ans.”

Jeffrey Ravage,
AGENT FORESTIER

invisible des champignons, sécrète des enzymes digestifs qui libèrent des éléments nutritifs du substrat qu'il consomme. Alors qu'une flamme détruit la quasi-intégralité de l'azote organique, le mycélium peut renforcer l'azote où il est nécessaire, c'est-à-dire dans les sols de la forêt. L'éclaircissement coûte généralement 3 000 dollars [environ 2 700 euros] pour un demi-hectare, un tiers de cette dépense couvrant l'évacuation ou le brûlage du bois coupé. Faire appel au mycélium pourrait radicalement réduire ces coûts. Selon

Jeffrey Ravage, en choisissant les bons champignons, “nous pourrions avoir en cinq ans ce que la nature ferait en cinquante à cent ans : créer de l'humus”.

La méthode est récente, mais elle a déjà été testée. Au sein de la réserve naturelle de Balcones Canyonlands, en périphérie d'Austin, au Texas, la biologiste Lisa O'Donnell déploie du mycélium pour combattre le troène luisant, une espèce invasive qui arrive des banlieues pavillonnaires des alentours. Quand ces arbres intrusifs sont abattus et entassés, des bénévoles inoculent – ou sèment – des polypores versicolores, qui mettent environ trois ans à transformer des bûches en miettes spongieuses. À terme, le bois se désagrège en terreau riche qui retient l'eau, dont se sert Lisa O'Donnell pour reconstituer les sols dégradés de Balcones. “Pas besoin de brûler ou d'évacuer le bois. On utilise cette biomasse, on la laisse sur place et on la recycle, détaille-t-elle. On fait d'un négatif un positif.”

Pour que le mycélium permette réellement de lutter contre les feux de forêts, il faudrait que cette solution fonctionne à l'échelle des grands espaces de l'Ouest américain. Zach Hedstrom tente la fabrication d'une infusion de mycélium pour qu'un liquide puisse être pulvérisé sur des centaines d'hectares. “C'est une solution



← Culture de mycélium en laboratoire. Photo Jimena Peck/The Washington Post

innovante de biotechnologie qui est particulièrement prometteuse, mais qui en est à ses balbutiements”, souligne-t-il.

Jeffrey Ravage doute que ce puisse être si simple. “La moitié de la bataille, c’est définir comment cibler le bois coupé.” Les belles réussites comme celle de Balcones sont rares.

Ressources. Jeffrey Ravage commence par composter le bois coupé pour aider ses champignons à prendre un bon départ. Ensuite, il sème du “blanc de champignon” dans le paillis, c’est-à-dire des spores qui ont déjà commencé à se développer sur des blocs de la même matière, et il les arrose. Les champignons ont besoin d’humidité et survivront dans le paillis s’il est assez épais. Au vu des évolutions que connaissent les forêts dans l’Ouest américain, l’aridité est un immense problème.

Dans son labo des Rocheuses, Jeffrey Ravage cultive chaque année environ une tonne de blanc de champignon. Pour répondre aux besoins de la lutte contre les feux de forêt, il veut en produire 12 tonnes par semaine. C’est une chance à saisir pour d’intrepides myciculteurs, si l’État choisit de les financer, mais ce n’est pas la seule utilisation que pourrait en faire l’agriculture. “*Il y aura beaucoup de déchets de bois qui sortiront en continu de la forêt*”, affirme Andy Breiter, éleveur dans le comté de Boulder. *Ce sont des ressources qu’on peut utiliser.*”

À la frontière orientale des Rocheuses, certains agriculteurs achètent du compost qu’ils font venir en camion du Vermont, à l’autre bout du pays. Au lieu d’ajouter des engrais synthétiques ou d’importer du compost, Andy Breiter se sert du mycélium de Zach Hedstrom pour transformer le bois coupé dans la forêt en humus qu’il peut incorporer à ses terres abîmées. “*J’essaie de renforcer la productivité de mes terres, en reconnaissant que les systèmes antérieurs de productivité ont créé les problèmes actuels*”, conclut-il.

—**Stephen Robert Miller**, publié le 10 juillet

Cet article a été réalisé en collaboration avec le Food & Environment Reporting Network, une organisation de journalisme à but non lucratif.

L’inaction mène à la panique

Alors que plus de 50 000 hectares ont flambé dans des incendies en Grèce depuis mi-juillet, la version anglophone de ce journal grec appelle à un sursaut politique et citoyen pour lutter contre les conséquences du dérèglement climatique.

—**I Kathimerini (Athènes)**

Peut-on s’habituer à l’imprévisible ? Peut-on se préparer à quelque chose qui va bouleverser nos projets et nos habitudes quotidiennes ? Nous devons commencer à accepter le fait que les événements météorologiques extrêmes ne seront plus épisodiques à l’avenir, mais des phénomènes réguliers, de plus en plus violents et dont les répercussions seront de plus en plus difficile à anticiper.

Selon un climatologue réputé de la Nasa, ce mois de juillet 2023 est en passe de devenir le plus chaud jamais enregistré depuis des centaines, voire des milliers d’années, sur Terre.

Il faut une certaine assise psychologique pour entendre des prévisions aussi cataclysmiques sans être soi-même sens dessus dessous, aussi bien en tant qu’individu qu’en tant que société. Les scientifiques sont unanimes : cette dystopie n’est plus seulement une vision d’avenir, nous y sommes. Maintenant.

Le débat sur les causes, les mesures préventives qui n’ont jamais été mises en place et celles qui – mises en œuvre aujourd’hui – prendraient des années à produire des effets pour amortir le choc climatique, tous ces sujets font à présent la une des journaux dans le monde entier. Comment cet “*accroissement de l’anxiété*” peut-il nous aider s’il ne s’accompagne pas d’un surcroît de vigilance ?

De ce point de vue, le rôle des gouvernements est de plus en plus exigeant et complexe à la fois. Préparer comme il se doit un pays à affronter des événements météorologiques extrêmes est

une chose. Éduquer les citoyens et les tenir informés en est une autre – tout aussi essentielle. Cela implique de les inciter à s’engager, à organiser des campagnes d’information et à identifier des risques près de chez eux susceptibles de conduire à un désastre environnemental. La coopération entre les citoyens, les autorités locales, le gouvernement et l’administration centrale n’est pas seulement nécessaire, elle est vitale.

C’est particulièrement vrai en Grèce, où les concepts de société civile, d’engagement citoyen et de coopération entre associations locales et État sont encore assez jeunes. Une sérieuse révision des priorités nationales s’impose. Le principe de dédommagement consécutif à un préjudice n’est pas la seule solution, et elle sera bientôt trop insuffisante pour véritablement peser dans la balance. Avec la multiplication des catastrophes naturelles, il ne sera bientôt plus possible de n’envisager que des réparations.

En l’absence de contrôle rigoureux (notamment sur l’utilisation des fonds destinés à la prévention des incendies et autres catastrophes naturelles) et sans un sens des responsabilités individuelles de base (il n’est pas si compliqué de nettoyer son jardin ou son champ), la hausse des températures pourrait être l’étincelle qui met le feu aux poudres – mais c’est nous qui aurons fourni la mèche.

Les catastrophes sont le produit de l’inaction et de la panique. Ces deux attitudes semblent opposées, mais elles débouchent sur le même résultat.

—**Maria Katsounaki**, publié le 22 juillet



ÉDITO

LA LETTRE
TECH



Tous les quinze jours, l’actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Musk obsédé par le X et la déveine des influenceurs

Mais pourquoi donc Elon Musk s’est-il infligé un nouveau sac de nœuds en débaptisant Twitter pour le nommer... X, sans égard pour les 368 millions d’utilisateurs du défunt petit oiseau bleu ? **The Verge** nous rappelle qu’Elon, le trublion de la tech, avait monté dès 1999 une entreprise au nom de X.com censée devenir une lucrative plateforme de transactions financières entre particuliers. Le projet, un échec majeur, avait vite fusionné avec la start-up d’un autre jeune visionnaire du cybermonde, Peter Thiel, pour devenir le site PayPal, figure mondiale du paiement en ligne. Ironie, Elon Musk avait été viré, “*défenestré*”, écrit même *The Verge*, par Peter Thiel pour avoir tenté de donner le nom de X.com à PayPal, au risque de massacrer la marque et, comme aujourd’hui, d’encourir la rogne de ses clients.

Musk renoue donc avec sa vieille obsession, celle de créer un réseau polyvalent semblable au WeChat chinois, qui regrouperait tous les services imaginables, réseau social, marché, banque, plateforme de paiements et d’investissements en ligne. Cette “*super appli*” évoque une puissante pulsion mégalo. Problème : son succès reposerait sur un rapport de confiance avec son créateur. Or Musk s’illustre par son goût pour le totalitarisme et ses lubies erratiques. Un créateur doit aussi savoir éviter de friser quotidiennement l’autodestruction.

Les influenceurs

On s’en rendra compte bientôt sur Netflix et dans la nébuleuse du streaming. La grève des acteurs et scénaristes d’Hollywood, un débrayage

conjoint inédit depuis 1960, commence à affecter gravement la machine du showbiz et promet une pénurie de créations à l’horizon 2024.

En attendant, **The Week** confirme que l’absence des 180 000 membres du syndicat SAG-Aftra des plateaux de télévision et des tournages pénalise une autre profession méconnue, celle des influenceurs du spectacle. Ces milliers de “critiques”, de cinéphiles semi-professionnels rémunérés pour chanter les louanges des films, vont à leur tour se retrouver sans emploi. Ils manquent déjà de créations à promouvoir, mais surtout, alors que le syndicat des artistes interdit à ses membres de participer à des conférences de presse ou des festivals, les influenceurs, bien que non syndiqués, devraient se plier à la même règle et éteindre leur ordinateur par solidarité.

C’est l’occasion d’évaluer leur poids, gigantesque, sur le business du divertissement mondial. *La creator economy*, qui comprend leurs émoluments, leur part dans le chiffre d’affaires des studios et les recettes publicitaires liées à leurs commentaires sur les réseaux sociaux, se chiffre aujourd’hui à... 250 milliards de dollars, et devrait doubler d’ici à 2027, selon Goldman Sachs.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La Lettre tech**.

ÉCONOMIE



Riyad investit dans les jeux vidéo

Stratégie. L'Arabie saoudite se fait une place, à coups de milliards de dollars, sur le marché du divertissement. L'objectif : sortir du tout pétrole et renforcer son *soft power*.



— **Financial Times,**
extraits (Londres)

Au cours des dix-huit derniers mois, l'Arabie saoudite a dépensé près de 8 milliards de dollars [7,3 milliards d'euros] pour monter au capital d'entreprises de jeux vidéo dans le monde entier. Une frénésie d'investissement dont l'objectif est de faire du royaume un acteur

incontournable dans un secteur du divertissement en plein essor.

C'est Savvy Games Group, soutenu par l'État, qui est à la tête des opérations, avec notamment une prise de participation importante au capital du géant chinois VSPO [spécialiste des tournois d'e-sport] et du suédois Embracer Group, et le rachat de l'éditeur américain Scopely. Les pétrodollars de Riyad lui permettent

de se développer dans une multitude de secteurs.

Créé en janvier 2022, Savvy Games Group est la propriété du Fonds public d'investissement (PIF) du pays, doté de 650 milliards de dollars [595 milliards d'euros] et présidé par le prince héritier, Mohammed ben Salmane. Son ambition : faire du royaume "le centre névralgique mondial du jeu vidéo et de l'e-sport" en à peine sept ans. Pour atteindre cet objectif, Savvy Games Group s'est vu accorder 38 milliards de dollars. "C'est la méthode bulldozer", explique Piers Harding-Rolls, analyste pour le cabinet d'études [britannique] Ampere Analysis. "C'est une industrie naissante en Arabie saoudite : il faut tout bâtir à partir de zéro."

Chasse aux talents. Le pays veut accueillir 250 entreprises et studios de jeu vidéo ainsi que créer 39 000 emplois afin que le secteur représente 1 % de son PIB d'ici à 2030. Son partenariat avec VSPO doit également lui permettre d'investir dans les compétitions d'e-sport.

Selon des sources officielles ayant connaissance des projets du royaume, d'autres opérations sont en cours. Le jeu vidéo, expliquent-elles, s'inscrit dans une refonte de l'économie saoudienne et sa diversification au-delà du pétrole. Riyad investit aujourd'hui dans toute une série d'industries porteuses, comme la production de véhicules électriques.

Parallèlement, le royaume tente d'accroître son rayonnement dans le monde en finançant généreusement le sport, notamment le football et le golf – ce que ses détracteurs voient comme une manière d'essayer de faire oublier son bilan en matière de droits humains.

L'arrivée de l'Arabie saoudite dans le jeu vidéo fait des vagues en la mettant en concurrence avec des géants comme [le chinois] Tencent, [l'américain] Microsoft ou [le japonais] Sony dans la chasse aux talents et à la propriété intellectuelle.

Cette activité occupe une place importante dans le pays, où 70 % des 36 millions d'habitants ont moins de 35 ans – 70 %, c'est aussi la part de la population qui se considère comme adepte des

jeux vidéo, selon des représentants du secteur. Mohammed ben Salmane est lui-même un joueur impénitent.

Le PIF a également repris 8 % du capital de Nintendo, devenant ainsi le principal actionnaire étranger de la société japonaise, ainsi que des parts chez les éditeurs [américain] Activision Blizzard et [français] Ubisoft.

Le royaume souhaite utiliser sa puissance financière pour se tailler une part appréciable dans le secteur, qui représente près de 200 milliards de dollars, selon l'agence spécialisée Newzoo. D'après un rapport du [cabinet d'audit et de conseil] PricewaterhouseCoopers paru l'an dernier, le jeu vidéo pourrait générer plus de 300 milliards de dollars de chiffre d'affaires à l'échelle internationale et représenter plus de 10 % des dépenses consacrées aux médias et aux divertissements d'ici à 2026.

À en croire certains analystes, les habitudes de consommation des nouvelles générations amèneront le jeu vidéo à supplanter la télévision comme principale source de revenus liés au divertissement dans les prochaines années.

"La dynamique démographique de la région joue en notre faveur", constate Brian Ward, directeur général de Savvy Games Group. Ajoutez à cela une stratégie nationale [...] et la volonté de diversifier l'économie et vous comprenez que cette vague d'investissements saoudiens dans le jeu vidéo est bien calculée."

Il faudra payer le prix fort pour séduire : personne ne va s'installer à Riyad pour la vie nocturne.

Partout dans le monde, les gouvernements utilisent une panoplie de moyens – allègements fiscaux, subventions de start-up et autres incitations – pour attirer des talents dans ce secteur générateur d'innovation technique et de créativité. Mais l'argent ne suffit pas toujours à séduire les développeurs que Savvy Games Group veut recruter, observe des acteurs de cette industrie.

Pour certains initiés, le rachat de Scopely – pour 5 milliards de

↳ Dessin de Brett Ryder paru dans *The Economist*, Londres.

dollars – indique surtout que Savvy Games Group va devoir payer le prix fort pour remporter des contrats. "Le montant de cette opération était complètement ahurissant", résume un habitué du secteur, avant d'ajouter : "Ils n'en font pas vraiment mystère : toute personne s'associant à eux sera généreusement rétribuée. Personne ne va venir s'installer à Riyad ou à Djeddah pour la vie nocturne."

Droits humains. Les réformes sociales du prince ben Salmane ne suffisent pas à faire oublier les violations des droits humains dont le régime est coutumier. Même si les femmes ont aujourd'hui le droit de conduire et qu'il est désormais possible d'organiser des concerts mixtes, l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi par des agents saoudiens en 2018 avait incité nombre d'entreprises à ne plus travailler avec Riyad. Les affaires ont néanmoins repris grâce aux dizaines de milliards de dollars que le PIF dépense aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Les associations de défense des droits humains continuent à protester, tandis que le gouvernement augmente sa présence dans les industries du divertissement. Le PIF investit tout particulièrement dans le sport : il a déboursé 305 millions de livres sterling [353 millions d'euros] pour racheter le club de la Premier League Newcastle United [en 2021] et s'est récemment engagé à investir 3 milliards de dollars [2,75 milliards d'euros] dans la fusion du tournoi LIV Golf, financé par l'Arabie saoudite, et le circuit américain PGA Tour.

"Je ne crois pas que [les Saoudiens] fassent rêver beaucoup de studios de jeux vidéo, nuance toutefois un investisseur. Je ne vois pas trop quel type d'environnement créatif ils vont pouvoir proposer aux entreprises qu'ils achètent."

Les milliards de l'Arabie saoudite arrivent peut-être à un moment clé de l'histoire dans un secteur qui n'affiche plus une croissance à deux chiffres, qui ne peut plus se reposer sur la popularité des jeux sur smartphone (ils représentent aujourd'hui la moitié de ses revenus) et dont les dépenses de marketing explosent.

— **Samer Al-Atrush (à Riyad) et Tim Bradshaw (à Londres),**
publié le 13 juin



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

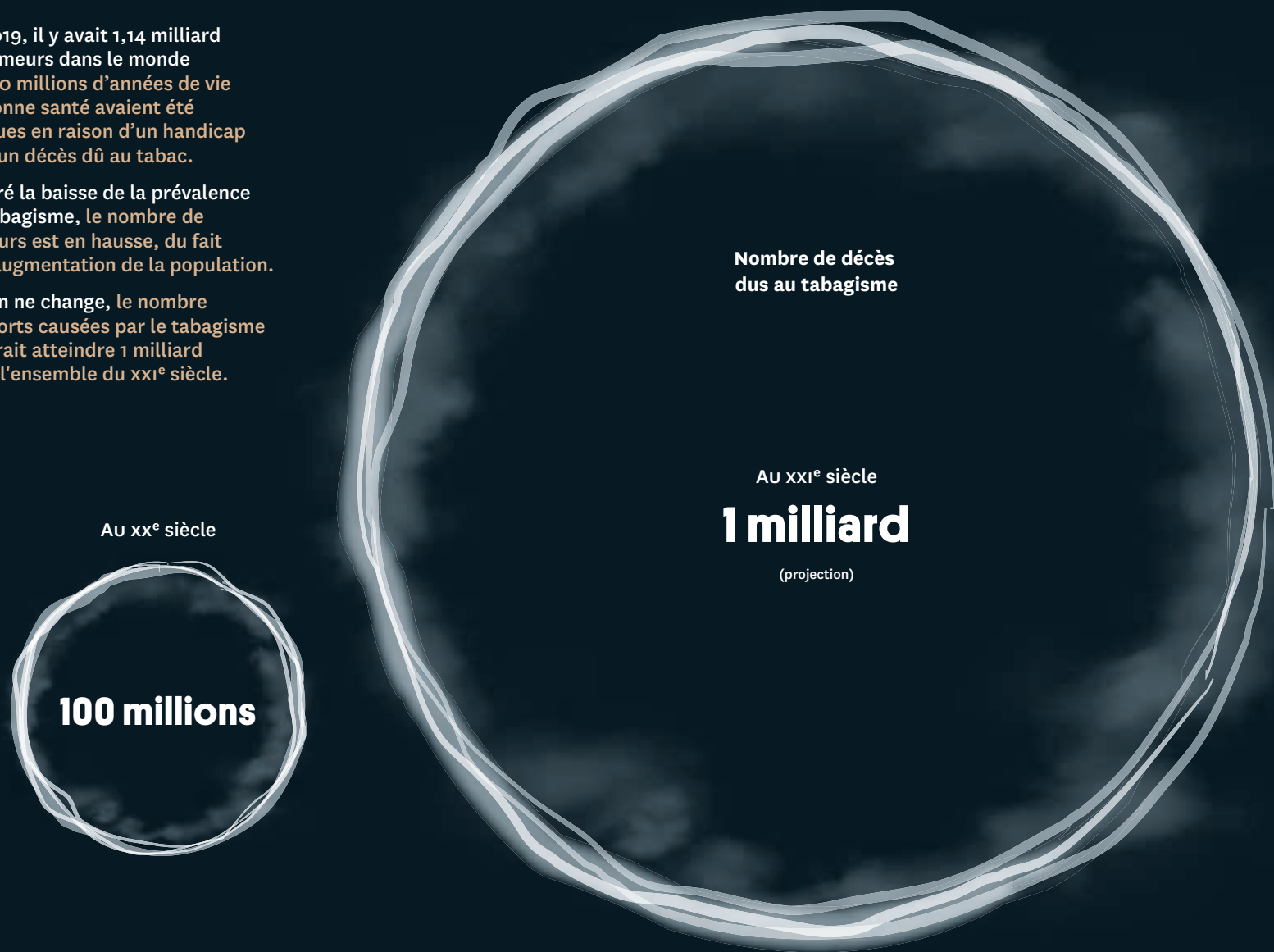
Des années de vie réduites en fumée

Même si la part de fumeurs diminue dans la population mondiale, le tabagisme fait toujours des dégâts considérables.

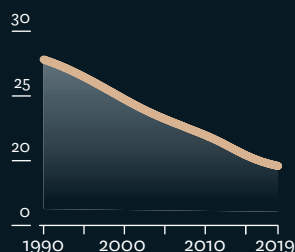
En 2019, il y avait 1,14 milliard de fumeurs dans le monde et 200 millions d'années de vie en bonne santé avaient été perdues en raison d'un handicap ou d'un décès dû au tabac.

Malgré la baisse de la prévalence du tabagisme, le nombre de fumeurs est en hausse, du fait de l'augmentation de la population.

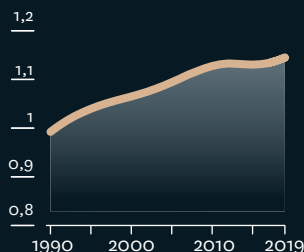
Si rien ne change, le nombre de morts causées par le tabagisme pourrait atteindre 1 milliard pour l'ensemble du XXI^e siècle.



Prévalence du tabagisme (fumeurs, en % de la pop. mondiale)



Nombre de fumeurs (dans le monde, en milliards)



13,6 % des morts qui pourraient être évitées sont dues au tabagisme.

Total des morts "évitables"



13,6 %

Dont celles dues au tabagisme

La source



COURRIER INTERNATIONAL. Cette représentation a été réalisée par notre infographiste, Catherine Doutey. Elle repose sur des données compilées par la revue *Nature*. Elle montre que le nombre de morts dues au tabagisme risque d'être multiplié

par 10 au XXI^e siècle par rapport au siècle précédent. Et ce alors même que les efforts pour décourager les gens de fumer portent leurs fruits : entre 1990 et 2019, la part de fumeurs dans la population mondiale a diminué, passant de 27,8 % à 19,6 %.

360

MAGAZINE

En Espagne, regarder le soleil se coucher • Voyage... 44

Les faux amis des webtoons • Culture... 46

Sean Sherman, la décolonisation à la carte



SÉRIE 7/9

MILITANTS
DES SAVEURS

Dans son restaurant de Minneapolis, ce membre de la tribu des Lakota sert la plus ancienne cuisine des États-Unis :

l'amérindienne. Il dédaigne tous les ingrédients apportés par les colons européens. — *Die Zeit* (Hambourg)

Lorsque Sean Sherman sert aux clients de son restaurant, Owamni, un steak de bison avec ses légumes braisés et une sauce aux baies d'aronia, ce n'est pas seulement un délice : c'est un symbole. Car, à la fin du XIX^e siècle, l'extermination quasi totale des bisons a apporté aux colons blancs la victoire sur les habitants natifs du continent et sonné le début de l'oppression de ces derniers.

Dans les années 1870, l'armée américaine a en effet abattu des millions de bisons dans l'ouest du pays pour résoudre le "problème indien" – ainsi les colons et les dirigeants politiques blancs nommaient-ils le fait que les indigènes n'entendaient pas leur céder leurs terres sans ciller. Les chasseurs amateurs avaient même le droit de tirer sur les bovins depuis les trains.

Avant l'arrivée des colonisateurs, plus de 30 millions de bisons vivaient sur le continent ; à la fin du XIX^e siècle,

ils n'étaient plus que quelques centaines. Avec eux disparurent les moyens de subsistance des Sioux, des Kiowa, des Comanches, et de presque toutes les tribus qui peuplaient les grandes plaines de l'Ouest. Les réserves et la nourriture des Blancs constituaient dès lors la seule possibilité de survie.

Un siècle et demi plus tard, Sean Sherman propose à l'Owamni une cuisine qui ne contient aucun des ingrédients que les Blancs ont apportés. Ce bison qu'il sert à ses clients est un geste, une invitation, une tentative d'éveiller leur curiosité et d'ouvrir une discussion. Voilà comment Sean Sherman, qui a grandi dans la réserve de Pine Ridge, dans le Dakota du Sud – là même où les bisons ont été les victimes de la lutte pour les terres et la suprématie – conçoit sa cuisine.

Ce chef autochtone, qui fait partie de la tribu sioux des Lakota, et plus précisément du groupe Oglala, a ouvert

l'Owamni à l'été 2021. Le nom du restaurant vient de chutes d'eau que les Dakota avaient baptisées Owamni Yomni, "eau tourbillonnante". Aujourd'hui, elles s'appellent officiellement chutes de Saint-Anthony et se trouvent en plein centre de Minneapolis. À travers les baies vitrées du restaurant, on aperçoit les barrages que doit traverser l'eau – l'eau du Mississippi, qui prend sa source ici, dans le Minnesota, et se jette dans le golfe du Mexique, à La Nouvelle-Orléans.

En très peu de temps, l'Owamni est devenu l'épicentre de la cuisine autochtone aux États-Unis. Il faut reconnaître que la concurrence est modérée. Le pays connaît et reconnaît quantité de traditions culinaires de ses immigrés, en particulier la cuisine "typiquement blanche" : spécialistes des burgers, chaînes de pizza et restaurants haut de gamme d'inspiration européenne. La cuisine autochtone, elle, s'était éteinte avec les bisons.

À l'Owamni, elle reprend vie. Ici, on cuisine comme si les Européens n'avaient jamais mis les pieds aux Amériques. Pas de farine de blé, pas de produits laitiers, pas de bœuf, de porc ou de volaille, pas de sucre de canne ni de poivre noir, pas un des ingrédients que les Européens ont apportés dans le pays. Le chef Sean et son équipe suivent strictement cette règle. À une exception près : ils proposent du vin et de la bière. En juin 2022, la Fondation James Beard, un acteur majeur de la scène gastronomique américaine, a sacré l'Owamni meilleur nouveau restaurant des États-Unis. Depuis, ceux qui veulent goûter à la cuisine "décolonisée", selon le terme de Sherman, doivent s'armer de patience. Le restaurant affiche complet des semaines à l'avance.

Par un mercredi après-midi de la fin du mois de janvier, alors que le reste de la ville a succombé à la neige et au froid, que les rues et les boutiques sont désertées, quelques clients sont assis aux tables en bois sans chichi, même à cette heure indue entre le déjeuner et le dîner. L'endroit est tout sauf folklorique, le cadre loin des clichés. Moderne sans être froid, le style s'est adapté aux murs en brique du bâtiment. Un néon rouge accroché à un mur annonce au nouvel arrivant : "You are on native land" ("Vous êtes en terre autochtone").

Nous sommes dans un espace que les Amérindiens ont reconquis, qu'ils ont marqué de leur empreinte. Le chef Sean s'installe au bar, il rentre tout juste de chez lui, à quelques kilomètres de là. Il n'officie plus que rarement en cuisine. Il a confié la plupart des tâches quotidiennes aux membres de son équipe, dont beaucoup sont à ses côtés depuis des lustres. Darius, par exemple, qui est aujourd'hui aux fourneaux, travaille pour Sherman depuis près de vingt ans. En haute saison, quand l'Owamni ouvre sa terrasse et son *food truck* sur les quais du Mississippi, 120 personnes y travaillent. Dont les trois quarts ont des racines autochtones.

Pendant que nous discutons, Sherman fait apporter de la cuisine un petit bol de riz sauvage cuit à la poêle, sans huile. Un classique de la cuisine autochtone. "On peut aussi essayer de le faire soi-même avec du riz sauvage

↓ Sean Sherman (au centre)
dans les cuisines de l'Owamni,
avec sa brigade. Photo Erinn Springer

SOURCE



DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire

zeit.de

C'est la publication allemande
de référence, une autorité outre-Rhin.
Ce grand journal d'information et

d'analyse politique, pointu et exigeant,
se distingue aussi par sa maquette et son
iconographie très recherchées. Tolérant
et libéral, il paraît tous les jeudis.
Créé en 1946 par la force d'occupation
britannique, basé à Hambourg,
il appartient au groupe Holtzbrinck.



du supermarché, mais ce ne sera jamais aussi bon”, rit-il. Le riz servi à l’Owamni pousse dans la région des Grands Lacs, en bordure de laquelle se trouve le Minnesota, avant d’être récolté à la main. À l’Owamni, on cuisine régional. C’est vrai non seulement des ingrédients, mais aussi des plats : car, explique Sherman, il n’existe pas une seule cuisine autochtone.

Dans le sud de l’Arizona, son menu serait différent, parce que les ingrédients à disposition le sont aussi. “*Nous sommes très à cheval sur les ingrédients parce que nous voulons prouver qu’il est possible de cuisiner en se passant de tout ce qui a été importé dans le pays. C’est une contrainte nécessaire.*” Une contrainte qui permet par ailleurs au chef sioux de s’affranchir de toutes les représentations européennes de la cuisine. Et à ses clients de se plonger quelques instants, en savourant du tartare d’élan, du pain de maïs bleu hopi et des patates douces au sirop d’érable pimenté, dans la cuisine précoloniale.

Les cheveux coiffés en deux longues nattes, une montre connectée à un poignet, un bracelet tressé à l’autre, Sherman parle d’une voix douce et rapide à la fois, avec un grand calme, de ce qui, plutôt sur le tard et par hasard, est devenu la mission de sa vie : redonner de l’espace à la cuisine autochtone, la maintenir en vie, ouvrir avec la gastronomie une discussion sur la colonisation et les crimes contre les peuples amérindiens.

La cuisine de son enfance est un mix de cuisine traditionnelle et américaine. Né en 1974, il grandit dans la ferme de ses grands-parents, dans une réserve. Sa famille a peu d’argent, lui a beaucoup de liberté. Le garçon a 7 ans lorsqu’il reçoit son premier fusil de chasse. Il passe des heures sur la prairie, tire des faisans et des canards, cueille des baies d’aronia. Il se souvient encore parfaitement du goût de la sauce que sa grand-mère préparait avec. La sauce wojapi, servie à l’Owamni avec le steak de bison, en est une variante très proche.

Les autres aliments qui dominent la vie quotidienne à la réserve ont une tout autre odeur. Sherman s’imprègne aussi de leurs parfums : des produits industriels, emballés, et des conserves qui faisaient partie du programme d’aide alimentaire dont dépendait sa famille, comme de nombreuses autres familles autochtones. “*Ça sentait toujours la nourriture pour chien*”, résume-t-il. Aujourd’hui encore, les peuples natifs des États-Unis sont souvent dépendants de ces programmes alimentaires. Aussi, en moyenne, leur santé est nettement moins bonne que celle des Américains blancs, leur espérance de vie moindre, et ils souffrent de façon disproportionnée de diverses pathologies, comme le diabète. À l’inverse, la cuisine autochtone traditionnelle, explique Sherman, repose sur une grande variété de végétaux, une bonne quantité de protéines et peu de glucides, ce qui fait que la glycémie sanguine augmente moins vite et que les risques de diabète sont plus faibles.

Sean Sherman quitte la réserve à l’adolescence, lorsque sa mère part s’installer dans une petite ville avec lui et ses sœurs. Reste qu’il n’est jamais vraiment parvenu à échapper à l’histoire de sa famille, même s’il dit aujourd’hui se sentir chez lui à Minneapolis. Sur son tee-shirt comme sur celui de tous les collaborateurs de l’Owamni est écrit “*#86colonialism*”. Une plaisanterie d’initiés : dans les restaurants américains, quand il ne reste plus d’un plat, on crie en cuisine “86”. Bref, “86colonialism” signifie qu’il ne reste plus de colonialisme. Voilà l’idée au cœur du travail de Sherman. Ici, on ne se contente pas de servir une



↑ Haricots tépari poêlés, avec crème de graines de tournesol et compotée de fruits. Photo Erinn Springer

cuisine de qualité pour gagner de l’argent. Ici, la cuisine est une arme de résistance.

L’Owamni est plutôt cher, mais pour les États-Unis, ses prix ne sont pas exorbitants. Le steak de bison coûte 50 dollars [environ 46 euros]. Seules les côtellettes d’élan, à 55 dollars [50 euros], sont plus chères. On peut déguster des tacos de maïs au navet ou des boulettes de maïs pour 8 dollars [7 euros] et de petits grillons riches en protéines pour 10 [9 euros]. Ces plats se partageant facilement, il est possible de goûter à différentes choses.

Tout a un goût net, pur. Tout est bon mais inhabituel. Le lait de graines de tournesol est plus farineux que le lait de vache, le steak de bison est aussi fin que le plus fin des steaks de bœuf, le goût des tacos est peut-être le plus familier. Les saveurs ne sont pas masquées par un excès d’ingrédients, de sucre ou de graisse, rien ne vient détourner l’attention de ce qui est au centre de l’assiette.

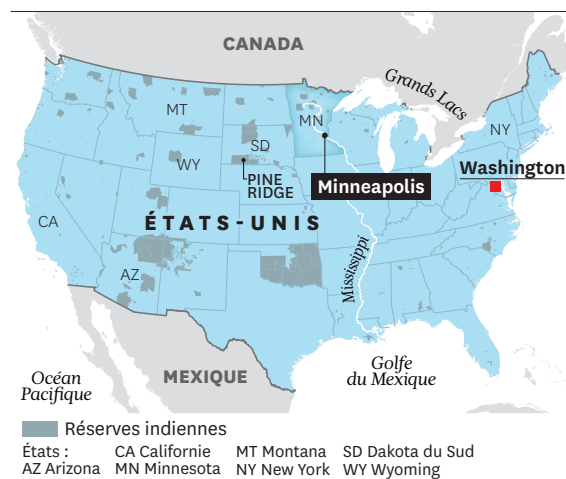
Les serveuses et les serveurs connaissent chaque plat, à chaque table ou presque la commande prend du temps, on donne des conseils et des explications sur les différentes sortes de maïs. Sherman n’est pas là pour servir une cuisine étoilée ou une gastronomie de musée. “*Nous essayons de faire entrer cette cuisine dans l’avenir.*” Il ne cuisine pas non plus pour les riches. Le restaurant est tout de même plus cher que son *food truck*, et

tout le monde n’a pas les moyens de venir dîner ici. Ce soir-là, la clientèle est diverse et variée – mais majoritairement blanche.

Quand la pandémie a repoussé l’ouverture du restaurant et que, en mai 2020, le meurtre de l’Américain George Floyd par des policiers blancs a précipité Minneapolis dans une double crise, Sherman et une partie de son équipe ont préparé 10 000 repas par semaine pour les personnes qui manifestaient dans les rues, ainsi que pour neuf des onze réserves du Minnesota, qui ont été particulièrement touchées par le Covid-19.

“*La ville brûlait autour de nous*”, se souvient-il. Lui aussi s’est souvent trouvé confronté au racisme et aux discriminations – au regard des gens quand, sorti de sa réserve, il est arrivé dans une petite ville majoritairement blanche, au rejet ouvertement exprimé dans mille gestes et actes. Un de ses cousins est mort victime de violences policières. Et, même au restaurant, les employés autochtones font régulièrement des expériences désagréables et entendent des propos déplacés, dénonce-t-il.

Ce jour-là, rien de tout cela n’est perceptible à l’Owamni, l’ambiance est bonne aux tables et en cuisine et même quand, le soir, le restaurant s’emplit, la brigade a l’air étonnamment sereine. Une sérénité qui vient peut-être de Sherman. Lorsque des clients



SOURCE : BUREAU DU RECENSEMENT DES ÉTATS-UNIS

souhaitait discuter un moment avec lui, il interrompt notre conversation. Il prend le temps.

La colère suscitée par tout ce que lui, sa famille et son peuple ont subi il n'y a pas si longtemps ne transparaît jamais chez Sherman. Pourtant, ses mots sur les crimes et l'extermination sont durs et, au restaurant, il confronte ouvertement ses clients avec le passé. *“Nous devons être conscients de l'histoire, aussi horrible et violente soit-elle, pour ne pas répéter les atrocités passées.”*

Les arrière-grands-parents de Sherman se sont battus contre l'armée d'immigrés blancs. En 1883, le gouvernement a promulgué le Code of Indian Offenses, un texte interdisant toutes les pratiques autochtones, depuis la médecine jusqu'aux danses en passant par la cuisine. Selon les Blancs, leurs traditions étaient pleines de menaces, et les personnes qui détenaient des savoirs traditionnels et les pratiquaient vivaient dangereusement. C'est l'une des raisons pour lesquelles si peu de choses ont pu être transmises.

Les grands-parents de Sherman faisaient partie de la première génération d'enfants qui ont été forcés à aller en internat ; ils ont dû apprendre l'anglais et le catéchisme, et se faire couper les cheveux. Le gouvernement américain a éradiqué la culture amérindienne. *“Voilà ce que fait la colonisation, martèle Sherman, elle exclut. Elle crée une structure que nous connaissons aujourd'hui sous les noms de ‘capitalisme’ et de ‘mondialisation’.”*

Aussi la cuisine servie à l'Owamni est-elle le fruit de longues recherches. Confectionner une tortilla avec du maïs et l'accompagner de truite fumée n'est peut-être pas très sorcier. Soit. En revanche, pour créer une carte complète, desserts compris, Sherman a dû se démener. Ce n'est pas dans un livre qu'il pouvait la trouver. Et sa manière de voir était depuis longtemps conditionnée par la cuisine européenne. *“J'ai eu pour la première fois le sentiment d'être un vrai chef cuisinier quand j'ai réussi un risotto parfait”,* se souvient-il.

En début de carrière, il n'imagine pas que ses tacos au bison et ses grillons le rendront un jour célèbre. À l'origine, Sherman ne veut même pas devenir cuisinier. Il rêve de voyages, de photographie, d'art. Mais les circonstances le contraignent à trouver rapidement des petits jobs. Après la séparation de ses parents, sa mère, qui élève seule ses enfants, peine à joindre les deux bouts.

À 13 ans, Sherman commence à travailler dans une cuisine. *“C'était un pur hasard. Et peu à peu, j'ai gravi les échelons.”* Son premier boulot de chef cuisinier, il le décroche en 2001 dans un restaurant hispano-italien de

Minneapolis. Puis il se marie, devient père et enchaîne différents emplois, tous en rapport avec l'alimentation mais jamais avec l'alimentation amérindienne. Aux fourneaux, il pense européen. Sans en avoir conscience.

Ensuite, en début de trentaine, c'est le burn-out. Il part en voyage au Mexique pour trouver ce qu'il veut faire de sa vie. Ce qui se produit alors à San Pancho, sur la côte pacifique du pays, est une *“illumination”,* dit-il. Il se passionne pour l'histoire des peuples autochtones de la région et découvre des points communs avec la culture des peuples d'Amérique du Nord – dans les œuvres d'art, les cérémonies, la gastronomie. *“J'ai pris conscience que je pouvais nommer de tête des centaines de plats européens, et même les ingrédients dans la langue d'origine de la recette, voire aucune.”* C'est sur une plage mexicaine qu'il se rend compte à quel point les peuples autochtones sont devenus invisibles en Amérique du Nord.

Dès lors, Sherman cherche à comprendre la cuisine de ses ancêtres. Il n'existe ni restaurant ni littérature sur le sujet. Il compulse les livres d'histoire et discute avec les anciens de différentes tribus, les rares personnes qui peuvent encore lui dire comment on faisait autrefois pour récolter et conserver les ingrédients, comment on employait et combinait le sel, les graisses et les substances édulcorantes. *“J'ai essayé de comprendre comment les gens vivaient avant les Européens, quels animaux, quelles plantes sauvages, quelles semences ils utilisaient, et de déterminer ce qu'il était encore possible de trouver.”*

La cuisine de l'Owamni est une salle longue et étroite couverte d'acier inoxydable, une cuisine classique de restaurant. C'est l'état d'esprit des cuisiniers qui fait la différence. *“Nous devons prendre conscience de la diversité qui*

Tout a un goût net, pur. Les saveurs ne sont pas masquées par un excès d'ingrédients, de sucre ou de graisse.

existait avant dans ce pays, de toute la palette des idées les plus variées que les gens ont imaginées pour mettre en valeur leurs produits”, souligne Sherman. À terme, il aimerait modifier le menu cinq fois par an. Même s'il n'en est pas encore là, il veut donner à ses clients une nouvelle vision de la cuisine nord-américaine, de la cuisine du continent.

“Quels sont les véritables aliments de l'Amérique du Nord ? Ce ne sont pas les burgers et le Coca.” Et cet enseignement culinaire ne doit pas se limiter à la vingtaine de tables de l'Owamni. Sherman compte bien transmettre à un plus large public les connaissances qu'il a acquises en voyageant dans la cuisine de ses ancêtres. Pour ne pas perdre, encore une fois, ce que la colonisation a presque réussi à faire disparaître.

Sept ans avant que l'Owamni ne devienne le nouveau phénomène du monde de la restauration américaine, en 2014, Sherman fonde l'entreprise de restauration The Sioux Chef, qui propose des plats amérindiens. Il commence à parler de son travail devant divers groupes et ses interventions prennent de plus en plus d'envergure jusqu'à ce que, un beau jour, il s'exprime devant les Nations unies. En 2017, il sort son premier livre de recettes : *The Sioux Chef's Indigenous Kitchen* [“La cuisine autochtone du chef sioux”, inédit en français].

Depuis, outre son restaurant, Sherman a également créé une organisation à but non lucratif, North American Traditional Indigenous Food Systems (Natifs), qui a pour objet de faire connaître la cuisine amérindienne

à un plus vaste public. Cette organisation possède un centre de formation, mais aussi un laboratoire sur les aliments et un marché qui vend des produits autochtones. Des espaces similaires doivent prochainement voir le jour en Alaska, dans le Montana et dans le Dakota du Sud. *“Il devrait y avoir des restaurants amérindiens dans chaque région, dans chaque ville, pour redonner une place à l'histoire et à la gastronomie indiennes. Sur ce point, nous voulons être un modèle.”*

Pour les achats de son restaurant, Sherman s'est fixé des règles strictes : il sélectionne des ingrédients autochtones de la région ou du pays et, seulement quand ce n'est pas possible, il envisage de faire appel à d'autres fournisseurs. L'alcool et le café qu'il propose, il se les procure dans la mesure du possible auprès d'entreprises fondées par des personnes autochtones ou racisées. Son expresso vient des cafés cultivés dans la réserve de Poospatuck, dans l'État de New York, et son pinot noir Omay du domaine de Meyye, en Californie, dont le propriétaire a des racines amérindiennes.

Il achète sa viande de bison à la Cheyenne River Sioux Tribe Buffalo Authority Corporation, dans le Wyoming, et son poisson auprès de deux pêcheries locales. À ce sujet, l'Amérique a beaucoup à apprendre de l'Europe, estime Sherman. Les Américains doivent consommer plus de produits locaux et de saison. Lui-même se nourrit essentiellement de végétaux.

Quand Sherman parle de nourriture, sa gentillesse perd la note un tantinet professionnelle qu'il a acquise au fil de ses nombreuses interventions publiques. La sauce de sa grand-mère, son premier risotto, la cuisine italienne en général, qu'il adore plus que toute autre après la sienne : Sherman s'enthousiasme pour quantité de plats et leur histoire. À l'Owamni, il ne peut plus être en cuisine. Chez lui, en revanche, il cuisine tout le temps. *“J'aime la culture, j'aime manger, j'aime expérimenter et essayer de comprendre.”*

Sa carrière de cuisinier lui a permis de réaliser les voyages dont il rêvait dans sa jeunesse. Il parle de la cuisine indienne en Amérique du Nord, mais pas seulement. Cette année, il ira en Norvège et en Australie pour transmettre son savoir et apprendre des choses sur les cultures autochtones d'autres pays. Quelquefois, explique-t-il, il a le sentiment que son vrai travail ne fait que commencer, mais aussi qu'il est arrivé trop tard, alors que tant de choses sont déjà perdues. Et il craint de ne pouvoir laisser guère plus que des bases aux générations futures.

Mais il a foi en la force du mouvement de résistance. *“La domination blanche perd réellement de son pouvoir”,* affirme-t-il. Il a contribué à cette résistance en redonnant une place à la culture amérindienne. Une place qui peut encore grandir. En 2016, Barack Obama a fait du bison le mammifère national des États-Unis. Dans l'ouest du pays, des milliers de bêtes vivent à nouveau en troupeaux sauvages. Le bison est revenu.

— Rieke Havertz, publié le 1^{er} mars

LA SEMAINE PROCHAINE

Prateek Sadhu, mission impossible au Cachemire

La volonté de ce chef indien d'utiliser les produits de sa région natale, mise sous cloche par New Delhi, relève du défi.

voyage. 

En Espagne, tout tourne autour du coucher de soleil

Qu'on soit à Ibiza, à Barcelone ou à Madrid, la fin du jour est toujours belle. Une attraction en soi, prisée des touristes comme des locaux.

—El País Semanal, extraits (Madrid)

En ce dimanche de la fin mai, il est 19 heures, et la terrasse du Kumharas, petite institution d'Ibiza depuis vingt-six ans, fait un peu peine à voir. Deux tables, pas plus, sont occupées, sur la vingtaine que Miguel Costa, fondateur et propriétaire des lieux, a stratégiquement orientées vers la mer et la plage rocheuse. On nous avait pourtant dit que ce bar de Sant Antoni était l'un des plus courus de l'île à l'heure du coucher de soleil.

Un peu déçus, nous faisons un tour dans cette commune de la côte ouest d'Ibiza, entre vestiges de l'offre touristique destinée aux Anglais en bordée (alcool à gogo et petits déjeuners à base de saucisses) et nouveaux commerces. Le spectacle du changement donne une réalité à certaines statistiques : l'année dernière, Ibiza a accueilli 3,4 millions de touristes, soit 8,3 % de plus qu'en 2019 (avant la pandémie, donc), mais pour des dépenses en progression de 91,8 %.

Nous revenons au Kumharas une heure plus tard – notre iPhone nous annonce pour ce jour-là un coucher de soleil à 21 h 04. Cette fois, la terrasse est bondée, un DJ est aux platines, et les serveurs s'agitent dans tous les sens. *“Il faut avoir beaucoup de monde au travail et une logistique sans faille pour que ça fonctionne. Pendant deux heures, avant et après le coucher du soleil, on n'arrête pas, explique Miguel Costa. J'ai essayé d'ouvrir le matin, en proposant du yoga, des ateliers pour enfants, mais ça ne compense pas. Ce que veulent les gens, c'est ça. J'essaie de ne pas être très cher, je fais le mojito à 10 euros, ce qui est raisonnable sur l'île, parce que j'ai envie d'avoir ce genre de public varié, comme tu peux voir : des gens qui bossent, des insulaires, des étrangers, des familles. On m'a proposé aussi de faire des before pour des clubs, mais je n'ai jamais voulu.*

Voir le soleil se coucher, voilà ce qui plaît à tout le monde”, dit-il en montrant du doigt l'astre roi qui descend à toute allure vers la Méditerranée.

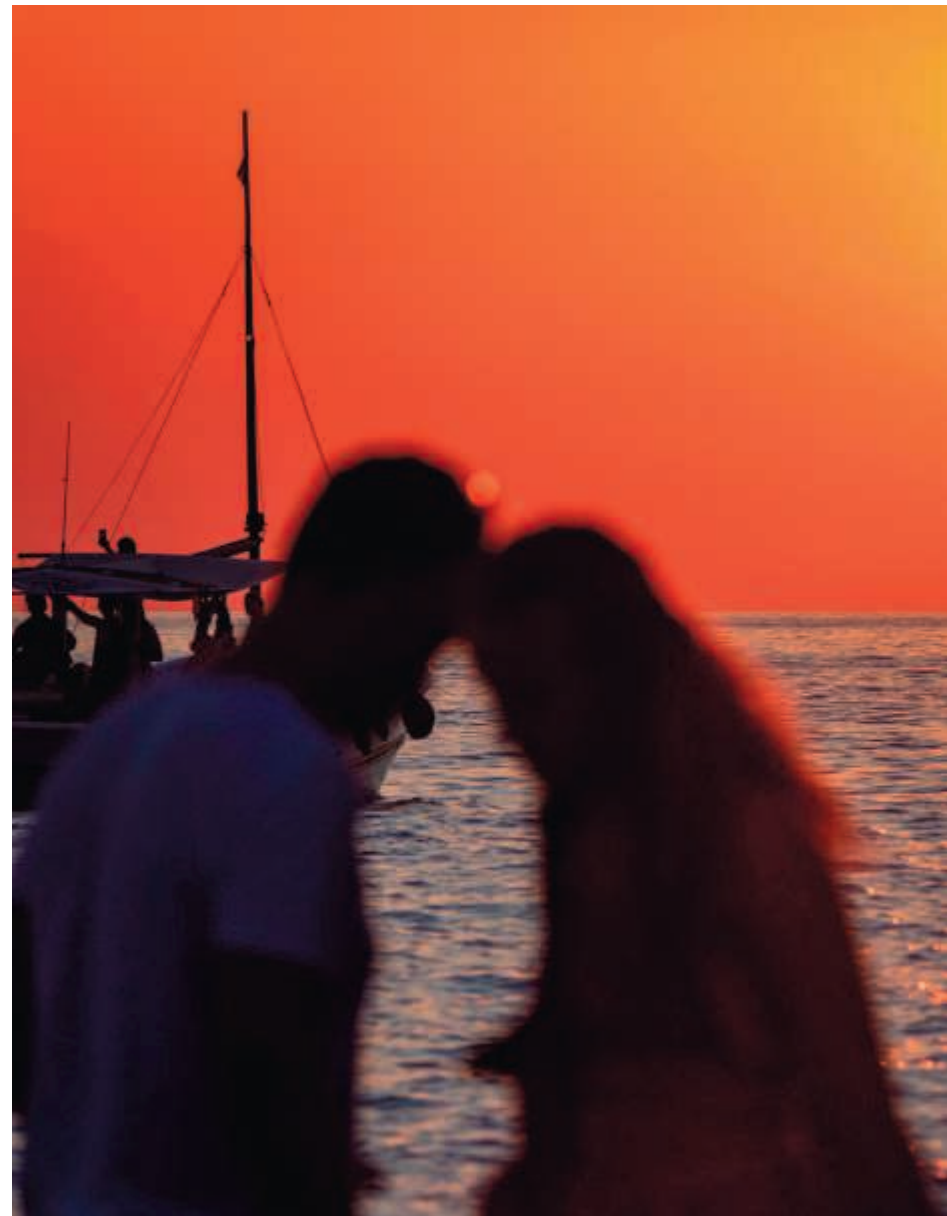
La musique baisse, un silence presque total s'installe, puis des applaudissements un peu timides, comme parfois à l'atterrissage en avion, et c'est terminé : c'était le 149^e coucher de soleil de l'année 2023.

“Quand je mixe pour un coucher de soleil, je tiens compte du moment et du lieu, nous raconte quelques jours plus tard Grayson Shipley, alias DJ Grayswan, le Britannique de 50 ans qui était aux platines ce soir-là. Au Kumharas, mon mix était un peu plus ethnique et festif que ce que je peux faire ailleurs, parce que ça correspond à la clientèle.”

Le coucher de soleil a effectivement sa B.O. et, depuis la série de compilations du très branché Café del Mar, elle est faite de sons très deep house, un style inspiré de la house, en moins dansant, plus introspectif, qui plaît aussi bien pour commencer la soirée que pour terminer sa journée.

Apaisement mental. Il y a dans l'épithalamus (une région du cerveau) une petite glande endocrine, l'épiphyse, qui a pour fonction de réguler le rythme cardiaque et les rythmes biologiques, dont l'alternance veille-sommeil. Aussi appelée “glande pinéale”, elle dort la journée pour s'activer quand baisse la lumière naturelle, au coucher du soleil donc, et sécrète la mélatonine, une hormone qui contribue à faire diminuer le cortisol, hormone du stress. Le coucher du soleil correspond donc, physiologiquement, au passage du corps du mode jour au mode nuit, accompagné d'un apaisement mental.

“C'est la transition entre stress et activité d'une part, et relaxation et repos d'autre part, résume Violeta Alcocer, psychologue clinicienne et directrice du centre Hortaleza 73, à Madrid. Le coucher de soleil offre le spectacle idéal pour ces changements neurochimiques, en apportant des



stimuli sensoriels qui accentuent la sensation de détente et de bien-être. Le spectacle naturel se conjugue parfaitement avec les effets de ce moment de la journée sur notre cerveau.”

Au-delà de la résonance avec l'aspect physiologique, le coucher de soleil a aussi sa charge métaphorique – une réalité scientifique, mais aussi une dimension spirituelle non négligeable. *“Il marque le changement, la substitution, c'est une fin et à la fois un commencement. On laisse derrière soi les préoccupations et les obligations de la journée, pour donner place à la nuit. L'autorisation nous est ainsi donnée de nous mettre en retrait, ou de nous adonner au plaisir”,* développe la psychologue.

Pour elle, le coucher de soleil vient aussi nous rappeler la présence du cosmos, son fonctionnement et la place que nous y occupons : *“Il aide à remettre les choses en perspective, le niveau de gravité de nos problèmes, l'importance relative de notre existence, la cadence du quotidien.”*

Sur la place de Cala Comte, il y a 100 mètres à peine entre le Sunset Ashram et le chiringuito Cala Escondida – mais en réalité un monde les sépare. Le premier, tiré à quatre épingle, compte un restaurant, une boutique et des transats à louer face au sublime coucher de soleil qu'offre ce coin d'Ibiza. Le second est un chiringuito, petit bar de plage, à côté d'une ancienne plage nudiste, où quelques marches descendent jusqu'à une dizaine de tables en bois flanquées de tabourets. *“Nous ne sommes pas concurrents”,* souligne Tess Harmsen, 35 ans.

C'est elle qui, le 15 août 2015, a inauguré le Cala Escondida, une adresse devenue mythique, qui séduit une faune agréable à regarder qui ne roule pas forcément sur l'or. *“Le Sunset Ashram, c'est un poids lourd, ils existent depuis longtemps, ils ont leur public. Il y a même des cars qui viennent. Chez nous, on ne prend pas les réservations, la bière est à 4,50 euros, et je ne l'ai augmentée que tout récemment, parce que ça avait*

↓ À Sant Antoni (Ibiza), en juillet 2022.

Photo Bav Media/Shutterstock/Sipa



augmenté pour moi. Nous avons aussi un coin au bar pour les commandes à emporter, que ce soit à boire ou à manger, parce que nos tables se remplissent vite. Comme ça, les gens peuvent aller sur la plage ou sur les rochers.”

En matière de couchant, les habitants du quartier d’El Carmel, à Barcelone, avaient quant à eux une expérience aux antipodes de la paix et de la sérénité. Au sommet du Turó de la Rovira, 262 mètres d’altitude, se trouvent des batteries anti-aériennes datant de la guerre civile espagnole (1936-1939). La vue est spectaculaire, un panorama à 360 degrés sur Barcelone et toute l’agglomération. De là, on voit la Sagrada Família et le quartier de Ciutat Meridiana. Résultat : l’ascension au coucher du soleil était devenue une activité touristique courue.

Le 7 avril, la police municipale a fait évacuer 1300 personnes du mirador surpeuplé. Quelques jours plus tard, il a été décidé d’en fermer l’accès dès 19 h 30. Il reste possible d’admirer la vue, mais

“J’ai essayé d’ouvrir le matin, mais ça ne compense pas. Voir le soleil se coucher, voilà ce qui plaît à tout le monde.”

Miguel Costa,
PROPRIÉTAIRE D’UN BAR À IBIZA

de jour seulement. En plein après-midi, ce mardi de la fin mai, ils étaient ainsi une trentaine à s’être installés sur les blockhaus pour partager bières, graines de tournesol et maté en écoutant de la musique sur un portable.

À l’autre extrémité de la ville, sur la colline de Montjuïc, se trouve une piscine municipale dont les bassins ont accueilli les épreuves de plongeon aux Jeux olympiques de 1992. Pour ces JO, l’architecte Antoni de Moragas eut une idée de génie : faire tomber tout un pan de gradins, celui qui tournait le dos à la ville, pour

dégager un panorama qui allait donner naissance à des images parmi les plus emblématiques de ces JO, dont la célèbre photo, réalisée par Txema Fernández, de la plongeuse russe Elena Mirochina. Onze ans plus tard, le site sera remis à la mode par Kylie Minogue, pour le clip de sa chanson *Slow*.

Hashtag #Sunset. Aujourd’hui, c’est Marc Ros, 61 ans, qui a repris le flambeau de la coolitude des piscines de Montjuïc, dont il dirige le bar, baptisé Salts (mot catalan qui signifie “Sauts”). “*Le coucher de soleil ici est la perfection même*”, assène-t-il en montrant du doigt l’antenne au sommet de la colline de Sant Pere Màrtir, derrière laquelle l’astre du jour s’apprête à disparaître. Après avoir commandé sa bière au comptoir, on va prendre place sur les gradins, devant le spectacle du ciel. À ce moment de la journée, le chiffre d’affaires bondit de 35 %.

Venue seule, une jeune femme installée dans les gradins avec une bière et un livre nous raconte : “*Il y a des touristes, mais surtout beaucoup de Barcelonais, qui montent à Montjuïc après le travail. L’endroit est de plus en plus apprécié, et intégré au quotidien : on prend un verre avant de rentrer dîner chez soi.*”

Au bar Salts, on mise sur la simplicité du quotidien, sur un couchant qui s’intègre aux loisirs des Barcelonais, dans une ville souvent accusée de ne penser qu’à ses touristes (9,7 millions de visiteurs, 29,8 millions de nuitées en 2022, selon l’Institut national de la statistique espagnol). “*Je comprends bien l’importance d’Instagram, et mon associé s’y intéresse plus que moi. Instagram, ça fait de la fréquentation, sans distinction, voilà ce que je pense. Le bar fait le plein, mais il y perd en personnalité. Ici, le coucher de soleil a du caractère*”, poursuit Marc Ros dans le reflet des rayons du soleil réfléchis par l’eau des deux piscines.

En 2010, le Trolltunga, formation rocheuse de Norvège seulement accessible après une randonnée de quatre heures, recevait 800 visiteurs. En 2016, ses images sur Instagram (réseau créé en 2010) l’avaient popularisé au point que la fréquentation était passée à plus de 80 000 personnes.

Sur Instagram, le hashtag #Sunset (“coucher de soleil”) compte plus de 300 millions de publications. “*Sur les réseaux sociaux, les gens aiment partager des moments exceptionnels, rappelle Violeta Alcocer. Le coucher de soleil parle au plus grand nombre, c’est une image très riche en significations, très évocatrice.*”

Le beau temps n’est pas de la partie ce jour-là à Madrid, sur l’un des sites les plus courus au couchant, le temple de Debod. Dans les jardins, certains s’adonnent au yoga, d’autres préfèrent lever le coude et boire des bières. Sur le mirador, ils

sont une dizaine à prendre en photo la Casa de Campo, Somosaguas [à l’ouest de la ville], et surtout, en arrière-plan, d’énormes nuages gris. On est loin des foules estivales ou de certains jours d’hiver particulièrement beaux. Assis sur un parterre, une bande de *lateros* [vendeurs à la sauvette de *latas*, canettes de boisson] se repose, faute de clients. “*Aujourd’hui, on en a vendu trois*”, dit l’un d’eux. “*Les jours normaux, on se fait 20 euros.*”

Vingt euros, c’est le prix moyen du cocktail à la Dani Brasserie, sur la terrasse de l’hôtel Four Seasons, inauguré en 2020 sur la Plaza Canalejas, à Madrid. C’est l’un des derniers-nés dans la famille madrilène des *rooftops*, ces bars situés sur les toits qui cherchent à séduire une clientèle huppée en offrant un panorama et des moments uniques. Ce soir-là, au Four Seasons, le ciel est un peu plus dégagé, et le coucher de soleil avec vue sur les majestueux immeubles des rues d’Alcalá et de Séville est fastueux.

“*Cela tient aux cirrus*”, ces nuages très fins formés de cristaux de glace, analyse Benito Fuentes, météorologue et vulgarisateur à l’Aemet, l’Agence météorologique nationale. Lorsque le soleil s’approche de l’horizon, ses rayons doivent parcourir une plus grande distance dans l’atmosphère. Cela provoque la dispersion des bleus et des violets, et des couleurs de la lumière restent alors principalement les rouges. À l’inverse, quand le soleil est haut, ce sont les tons bleus qui prédominent, d’où le bleu du ciel en journée. Et donc, le spectacle du coucher du soleil doit beaucoup aux reflets rouges, roses et orangés sur les cirrus.”

La beauté du coucher de soleil dépend aussi de la fréquence des anticyclones, affirme Benito Fuentes. Le couchant est donc probablement plus beau au printemps et en automne. Quant à la localisation géographique, le météorologue insiste sur l’universalité du phénomène : tous les couchers de soleil sont beaux. “*Écoutez, je vis à Teruel, en Aragon [région autonome du nord-est de l’Espagne]. Un jour, ma mère est venue me rendre visite, et elle m’a assuré que le coucher du soleil y était beaucoup plus beau. Personnellement, je n’avais pas fait attention. Peut-être est-ce à cause de la couleur ocre de la terre par ici ?*”

Pour l’heure, le changement climatique n’a pas eu d’effet sur le spectacle de la fin du jour, assure le météorologue, mais si les épisodes de brume deviennent plus fréquents, et si augmente la présence de traînées blanches laissées par les avions [qui forment une fine couche nuageuse à haute altitude], ce que nous voyons pourrait effectivement changer. Et ce que nous ressentons ? Fuentes réfléchit quelques secondes. “*Non, ça ne changera rien : ça restera le meilleur moment de la journée.*”

—Xavi Sancho,
publié le 9 juin

Les faux amis des *ilsang toons*

En Corée du Sud, les BD autobiographiques en ligne connaissent un vif succès. Jusqu'à déboussole certains lecteurs, qui prennent les auteurs pour des intimes. Mise au point.

—Kyunghyang Shinmun (Séoul)

T *aehak ilgi** ["Le Journal de la fac"] est un webtoon – bande dessinée en ligne – autobiographique de Chakka [nom d'artiste] mettant en scène la vie de tous les jours d'une étudiante. Il a été publié en feuilleton de 2016 à 2018 sur le portail coréen Naver. Le graphisme est simple mais très expressif, le texte plein d'humour et d'esprit. Après quelques autres œuvres du même style, l'autrice est récemment revenue avec une nouvelle série, intitulée *Sinhon ilgi* ["Le Journal de la lune de miel"].

Ses fans ont été surpris d'y découvrir que l'autrice-héroïne s'était mariée entre-temps, alors qu'il n'avait jamais été question d'une liaison, encore moins d'un mariage dans les opus précédents. Certains lecteurs ont déclaré qu'ils se sentaient trahis, évoquant "l'impression d'apprendre le mariage d'un de leurs meilleurs amis sur les réseaux sociaux". L'autrice a dû justifier l'absence de son fiancé dans les séries précédentes en expliquant qu'ils étaient séparés à ce moment-là.

Vies ordinaires. Le genre appelé "webtoon sur le quotidien", ou *ilsang toon*, a vu le jour au début des années 2000, après l'effondrement du marché des BD sur papier à la suite de la crise économique de 1997 [qui avait conduit le pays au bord de la banqueroute et l'avait contraint à demander une aide d'urgence au FMI] et des nombreux changements sociaux et culturels consécutifs. Certains artistes partagent alors leur journal intime sous forme de bandes dessinées sur leur blog personnel. Dans un *ilsang toon* apparaît un personnage qui est un alter ego de l'auteur et que les lecteurs identifient comme tel. Les éléments dramatiques comme les aventures, la trahison ou la mort sont remplacés

→ Première case : "J'ai du temps libre entre le premier et le deuxième cours."
"Je vais aller à la bibliothèque, travailler et lire en me détendant."

Deuxième case : En réalité (sur le fond jaune). Ne fait absolument rien.

Extrait de *Taehak ilgi* ("Le Journal de la fac"), de Chakka/Naver Webtoon.

par des épisodes de la vie courante et les réflexions qu'ils suscitent.

Snow Cat, de Kwon Yun-ju, *Pape Popo Memories*, de Sim Sung-hyon, *Marine Blues*, de Chong Chol-yon, sont des exemples représentatifs. Toutes inspirées des observations faites au cours d'une vie ordinaire, ces histoires suscitent un tel engouement qu'elles sont publiées en livres et engendrent même des produits dérivés.

Depuis, la participation des portails Naver et Daum a modifié l'écosystème du marché du webtoon : alors que jusque-là le contenu d'abord publié sur une page personnelle était repris par un portail en raison de son succès, les auteurs, même débutants, peuvent désormais publier directement sur un portail leurs œuvres,



qui sont mises en concurrence au moyen du nombre de clics enregistré et des notes attribuées par les lecteurs.

Or se mettre en scène dans le cadre d'une compétition est autre chose que de raconter sa vie dans un espace personnel, même rendu public. Cela demande une sensibilité et une technique particulières puisqu'il s'agit de créer un personnage et un récit attirants, et pas seulement de consigner les détails de sa vie. Si certains de ces détails peuvent être conservés, d'autres doivent être abandonnés. D'autres encore font l'objet d'une transformation, discrète, pour minimiser l'exposition au grand jour de données personnelles.

L'auteur d'une œuvre autobiographique a le droit d'être sélectif dans ses révélations, et c'est un processus normal. Même un documentaire constitue une sorte de fiction, dans la mesure où la réalité se trouve reconstituée conformément à l'intention de l'équipe de production.

Du réconfort. *L'ilsang toon* s'apparente à la fois au documentaire et aux émissions de *real variety show* [émissions de divertissement dans laquelle les participants interviennent en leur propre nom]. Le côté divertissant est indispensable. Mais il doit être accompagné d'une description sincère de la réalité. Créer un personnage attachant, avec des faiblesses mais dans la limite du tolérable, est un art difficile. Les lecteurs veillent à la vraisemblance. Par exemple, dans un épisode censé être drôle, un personnage sort avec un parapluie et s'aperçoit en essayant de l'ouvrir qu'il a pris un torchon et non un parapluie : ce gag a valu à son auteur des critiques de la part des lecteurs, qui l'ont trouvé absurde.

Le principal attrait de ces créations et le secret de leur succès résident dans l'empathie qu'elles suscitent et le sentiment d'intimité qu'elles créent. Le caractère universel permet à l'auteur et au lecteur de surmonter leurs différences et la distance qui les sépare. C'est la raison pour laquelle les relations familiales sont très présentes dans les œuvres les plus populaires, avec des éléments récurrents comme une mère autoritaire ou encore un frère et une sœur proches l'un de l'autre malgré de fréquentes disputes. Les personnages sont "normaux", autrement dit des hétérosexuels en bonne santé vivant à Séoul dans une famille sans problèmes.

Quelquefois, ces règles ne sont pas respectées, comme c'est le cas dans *Tanji* ["Le Doigt coupé"], qui traite de la violence familiale, de *Moduga wanjaegye* ["Tout le monde à Wanja"], qui met en scène un couple de lesbiennes, ou de *Ilasang nalgaegit* ["Le Battement d'ailes de chaque jour"], une sorte de journal d'une mère célibataire. Mais ces œuvres sont minoritaires et ne figurent pas parmi les plus appréciées.

Exposer son quotidien et "consommer" le quotidien d'une personne ainsi exposée se limitent donc à des histoires qui nous sont familières et qui nous donnent un sentiment de sécurité. Les actes blâmables, les identités sexuelles minoritaires ou les opinions politiques en sont exclus.

Malgré tout, *l'ilsang toon* apporte incontestablement de la consolation et du réconfort. Quoi qu'il arrive, ça finit par s'arranger et l'histoire se termine bien. Il est rare qu'un événement tragique frappe les personnages, et la vie suit son cours semaine après semaine. L'auteur devient une sorte d'ami pour le lecteur, qui a l'impression de discuter avec lui des choses de la vie. Il est capable de créer de l'émotion tout en évoquant, de façon tantôt magnifiée tantôt attendrissante, un sentiment que chacun ne parvient pas toujours à s'avouer.

Grâce à Internet, l'auteur et le lecteur évoluent ensemble le temps d'un feuilleton. Lorsque *Chulgouri urine insaeng* ["Qu'elle soit joyeuse, notre vie!"] est revenu sur Naver Webtoon après une interruption, son autrice, Hyoni [nom d'artiste], a eu droit à un grand nombre de commentaires d'internautes qui exprimaient la joie que leur procuraient ces retrouvailles et qui lui demandaient de ses nouvelles ainsi que des nouvelles de ses proches.

Ce type de relation, caractéristique de notre époque, demande de la vigilance, car il est dépourvu de l'interaction équilibrée entre les deux parties qu'une relation normale présuppose. Alors qu'il fait partie d'une communauté anonyme pour l'auteur, chaque lecteur éprouve des sentiments très personnels à l'égard de ce dernier. Il ne doit pas oublier que ces sentiments ne sont importants que pour lui-même. Chacun de nous possède un domaine propre, une forêt secrète inaccessible aux autres, quel que soit le degré d'intimité.

—Yi Chin-song**,
publié le 30 juin

* Tous les webtoons cités dans cet article sont inédits en français.

** Yi Chin-song est chroniqueuse pour le *Kyunghyang Shinmun*. Et aussi rédactrice en chef d'*Alone*, un trimestriel destiné aux femmes célibataires.

SOURCE



KYUNGHYANG SHINMUN

Séoul, Corée du Sud

Quotidien

khan.co.kr

Ce journal influent, créé en 1946 par l'Église catholique, a été repris en 1998 par ses employés. Ils élisent le directeur général. Et le rédacteur en chef doit être approuvé par une majorité des journalistes.

Notre numéro été



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

DESPERADOS

MIX OF FLAVORS*



SERVICEPLAN HEINEKEN ENTREPRISE RCS 414 842 062

**BOUTEILLES
& CAPSULES
TRIEZ-LES !**

*TOUTE UNE VARIÉTÉ DE SAVEURS : DESPERADOS EST UNE GAMME DE BIÈRES AUX SAVEURS UNIQUES ET VARIÉES.

**L'ARTISTE MEAGHAN MATTHEWS A COLLABORÉ AVEC DESPERADOS POUR CRÉER SA NOUVELLE CAMPAGNE.

Meaghan Matthews

MEAGHAN_MATTHEWS**

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.